

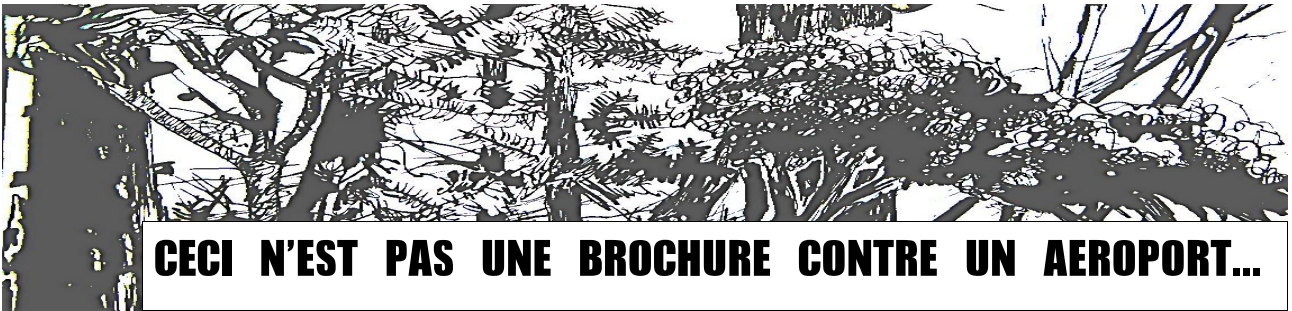
L'AÉROPORT

QUI

CACHE

**LA
FORÊT**





CECI N'EST PAS UNE BROCHURE CONTRE UN AEROPORT...

Quelques précisions :

Les textes écrits pour cette brochure et le choix des extraits, tracts, et autres appels glanés çà et là qui y sont reproduits n'ont pas la prétention de représenter le mouvement de lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ni même une position politique commune des occupant-e-s de la Zone d'Aménagement Différé devenue pour nous Zone A Défendre. Si c'est pas ça, c'est quoi ? C'est le résultat du travail d'un petit groupe qui voulait affiner le traditionnel « Contre l'aéroport *et son monde* » qui conclut tous les tracts ; bonne lecture !

Celleux des Illes :


Dans notre bonne vieille grammaire française, le masculin l'emporte sur le féminin. De sorte que le pronom personnel " *ils* " désigne aussi les femmes. La moitié de l'humanité disparaît ainsi de tous les textes, invisibilisée par une règle arbitraire. Mais nous, on est radicalement opposé-e au sexisme, à la domination patriarcale, dans la vie comme dans le langage. Alors on prend la liberté d'écrire " *illes* ", comme ça on est sûr-e que tout le monde est concerné-e-s. De la même façon on écrit " *Celleux* " ou " *celles et ceux* ", mais aussi " *elleux*". ou " *elles et eux* ". Et on rajoute des -e partout ! Mais la féminisation du langage n'est pas une " règle " qui serait appliquée de la même manière par tous et toutes. Certain-e-s féminisent tout, d'autres ne féminisent pas l'ennemi (les patrons, les flics, les aménageurs), d'autres enfin renversent la règle du " masculin l'emporte " pour mettre tout au féminin.

No copyright !

Parce que « *la propriété c'est le vol* », on vous encourage vivement à photocopier cette brochure, à vous réapproprier les textes qu'elle contient, les modifier, les diffuser... ou les brûler pour enflammer le vieux monde !

PS : A qui la faute ?

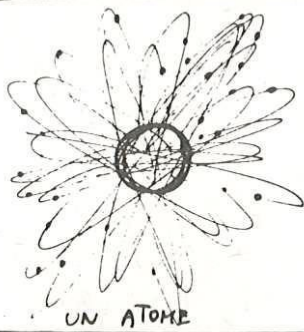
Pour lutter contre l'oppression orthographique, quelques fautes se sont volontairement glissées dans la brochure : à vous de les retrouver ...



Sommaire :

- Contre l'aéroport et son monde p. 2
- Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : métonymie d'une société à abattre p.3
- Supermamy VS Aéroport p.5
- Face à l'espace-temps marchandisé : guerre territoriale et mouvement perpétuel p.7
- L'absence et ses décorateurs p.18
- Sans pétrole, elle est morte la métropole p.19
- Solidarité avec le Val de Susa p.20
- 2000 hectares à sauver, mais pas pour n'importe quoi p.21
- On nous appelle « les paysans » p.25
- Lettre des habitant-e-s des forêts p.28
- Est-ce que tu viens pour les vacances ? p.29
- On ne peut pas être contre le progrès... p.32
- Critique de la technique et du salariat : pourquoi les Luddites avaient tout compris p.34
- Les shadoks disent non à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes p.38
- En campagne contre Vinci p.40
- Vinci et le nucléaire : de vrais atomes crochus p.42
- Biotope ou l'écollaboration. p.44
- L'INRAP, une institution au service de Vinci et du bétonnage p.45
- Mémoire d'éléphant trompe énormément p.47
- Nous ne partirons pas ! p.52
- Petites histoires de répressions sur la ZAD p.54
- Sur un arbre perché p.55
- Sur un arbre perché : récit subjectif de l'occupation du square Mercoeur p.56
- Rébellion contre la répression p.66
- La porte s'est refermée derrière toi p.67
- Nantes occupation du chantier de l'EPM p.69
- Non à toutes les formes d'enfermement p.70
- Lettre d'insultes à politiques envers môssieur Hollande p.71
- Marre de se laisser aménager ! p.72
- Le mythe démocratique p.73
- Le criminel, c'est l'électeur p.75

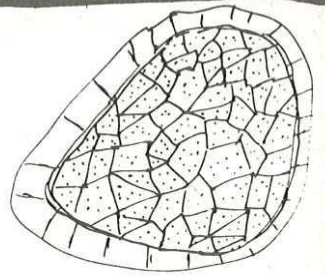
LE MÉCANISME QUI CRÉE LES RICHES ET LES PAUVRES EST LE MÊME QUE CELUI QUI FAIT TOURNER LES ATOMES



UN ATOME



UNE MOLECULE

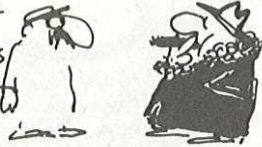


UNE CELLULE

UN ÊTRE VIVANT



UNE STRUCTURE SOCIALE DES RICHES ET DES PAUVRES



DES PAUVRES QUI VEULENT IMITER LES RICHES.



DES RICHES QUI VEULENT ÉPATER LES PAUVRES



LES PAUVRES RESTENT À LA MAISON
LES RICHES PARTENT EN VACANCES



LES PAUVRES PARTENT EN VACANCES
LES RICHES VONT SUR LA CÔTE D'AZUR



LES PAUVRES VONT SUR LA CÔTE D'AZUR
LES RICHES VONT AU MAROC



LES PAUVRES VONT AU MAROC
LES RICHES VONT AU KENYA



DEMAIN, LES PAUVRES IRONT AU KENYA

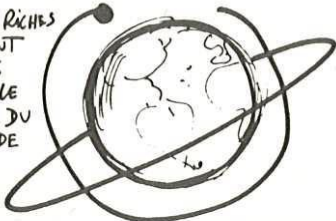
ALORS LES RICHES FERONT LE TOUR DU MONDE



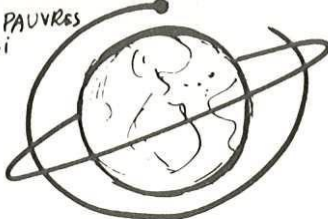
LES PAUVRES AUSSI FERONT LE TOUR DU MONDE



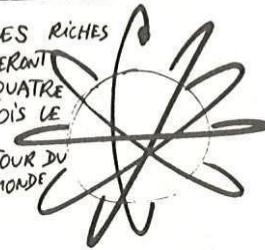
LES RICHES FERONT DEUX FOIS LE TOUR DU MONDE



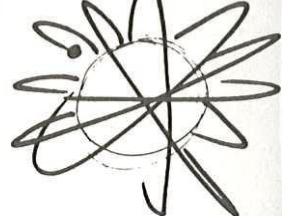
LES PAUVRES AUSSI



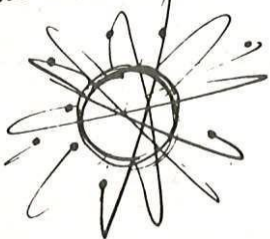
LES RICHES FERONT QUATRE FOIS LE TOUR DU MONDE



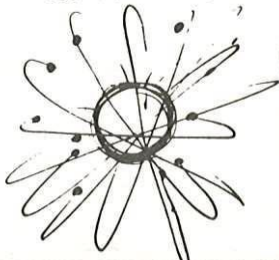
LES PAUVRES AUSSI



LES RICHES VINGT FOIS



LES PAUVRES AUSSI



Etc etc...



VOUS AVEZ VU ?

CONCLUSION: LE JOUR OÙ LES RICHES CESSERONT D'ÉPATER LES PAUVRES, LES PAUVRES D'IMITER LES RICHES.



SERA AUSSI IMPORTANT QUE LE JOUR OÙ LES ATOMES NE TOURNERONT PLUS ROND



(FAUT PAS DÉSESPÉRER QUAND NÈME) ③

Contre l'aéroport et son monde

Cest pour ça qu'on est là, à occuper les terres censées disparaître un jour sous l'aéroport de Notre Dame des Landes. Ou contre l'aéroport et le monde de merde qui le crée.

Et paradoxalement, on s'en fout, de cet aéroport, ça aurait pu être une autoroute, une centrale nucléaire, une prison, la dernière usine d'une multinationale quelconque, fut-elle de Haute Qualité Environnementale.

Si on vient ici, c'est pour lutter contre tout ce qui nous révolte, pour prendre la lutte contre l'aéroport comme un moyen de s'opposer au mythe de la croissance et du progrès, au productivisme et au salariat, à un "état démocratique" qui ne tient que par sa police... Bref, à un modèle de civilisation qui n'a plus aucun sens ni avenir mais qui continue pourtant toujours plus vite, où on considère qu'il est indispensable d'avoir toujours plus de tout, même si ça n'est possible que parce que partout dans le monde des personnes sont exploitées ou s'exploitent les unes les autres, que partout dans le monde, la nature est pillée.

Parce qu'on refuse de continuer à écouter les discours et les techniques de ceux qui nous ont conduit là : croissance, surproduction, surconsommation, gestion, représentation sont les rouages nécessaires au capitalisme pour se perpétuer et provoquent inévitablement les crises dans lesquelles nous nous trouvons. Parce qu'on ne veut pas vivre dans le monde qu'on nous impose, où chaque être humain doit être en concurrence avec tous les autres dès sa plus tendre enfance, où les villes doivent s'étendre et se métropoliser pour être plus attractives que leurs voisines, où chacun-e doit être bien rangé-e en fonction de son utilité économique, qu'il soit travailleur-euse, consommateur-trice, touriste, pauvre... où la liberté de circulation n'existe que pour les marchandises et les capitaux... Parce qu'on veut lutter contre toutes les formes d'oppression, racisme, sexisme, néocolonialisme... et qu'il nous semble pour cela indispensable de lutter contre la domination de l'être humain sur son semblable (aujourd'hui sous la forme du capitalisme), en même temps que contre la domination de l'être humain sur la nature.

Il y a encore plein d'autres raisons d'être ici, la lutte contre la disparition des terres agricoles, contre le réchauffement climatique, contre le tourisme, contre la société du tout-pétrole, la vitesse... On n'est pas toutes là pour toutes à la fois, et pas forcément dans cet ordre là, mais en tout cas, on a l'envie (et l'espoir) de pouvoir attaquer ce monde par un bout, de concentrer différentes luttes qu'on pouvait mener ailleurs dans la lutte contre ce projet, de pouvoir se rappeler qu'on peut le faire.

Et puis, on est aussi là parce qu'en attendant, on a besoin de survivre dans ce monde là. Alors on essaye de construire des fonctionnements pour se sortir des schémas de domination, pour s'autoorganiser, pour se réapproprier des savoirs et savoir-faires ... bref, faire ce que le capitalisme, et ses versions néo ou ultralibérales tentent de nous faire oublier ...

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : Métonymie d'une société à abattre !

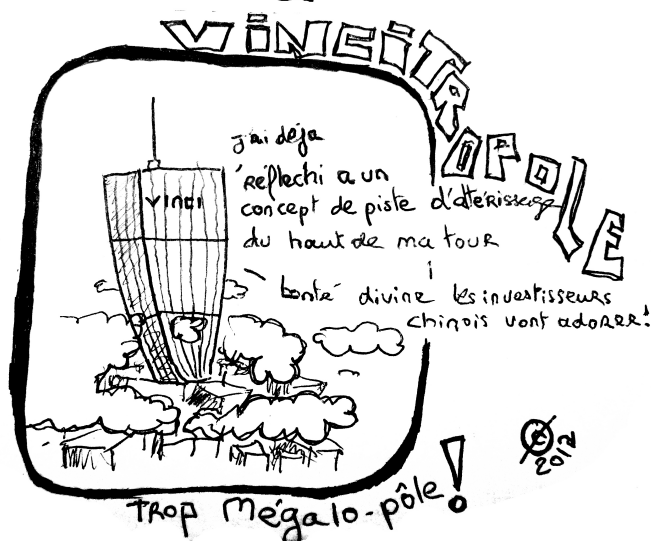
Métonymie, mot pompeux et à l'orthographe qui a piégé plus d'un-e cancre récalcitrant-e à l'Ordre scolaire. Métonymie, c'est le nom d'une figure de style griffonnée par des bachelier-e-s dociles sur leurs cahiers d'écolier-e-s. Dans le jargon académique, une métonymie est une figure de style qui consiste à désigner un tout par l'une de ses parties. Ici nous proposons de détourner ce mot scolaire pour rendre compte de ce qui anime une tendance de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

L'occupation comme forme d'opposition à l'aéroport n'a de sens que dans la mesure où elle nous permet de construire une pratique et un discours qui remettent en cause le capitalisme dans son ensemble. Le projet d'aéroport est la partie par laquelle on lutte contre le tout. Le tout de la société marchande et du productivisme, du salariat et du capitalisme, de l'urbanisation et de la métropole, du bétonnage et de l'aménagement du territoire, de la justice et de la répression, de l'Etat et de la démocratie représentative.

Partout en France et à travers le monde, des individus et des collectifs se mobilisent localement contre les nuisances générées par les infrastructures de la société industrielle : usines, exploitation agricoles intensives, autoroutes, lignes grande vitesse, ligne haute-tension, aéroport, incinérateurs, décharges, centrales électriques, etc. Les chercheur-euse-s américains réduisent la multiplicité de ces mouvements de contestation à locale à un seul phénomène, en utilisant l'expression de « syndrome NIMBY » : « Not in My Backyard ». Ce qui signifie : « pas dans mon jardin ! ». Cette expression a été forgée par des analystes professionnel-le-s chargé-e-s de donner un sens aux mouvements collectifs en les dépossédant, par le discours savant, de leur capacité à produire du sens de manière autonome, sans intermédiaires, ni représentant-e-s, ni spécialistes. Il s'agit bien

entendu de réduire la signification de ces multiples mouvements d'opposition locaux à une simple revendication égoïste de propriétaire rochon-ne.

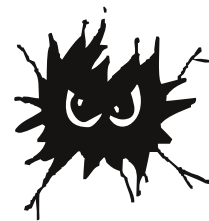
Mais dès lors que s'élabore collectivement une réflexion politique sur ces questions, il apparaît évident qu'il y a un contradiction insurmontable entre, d'une part, le fait de ne pas vouloir de telles infrastructures « dans son jardin » et, d'autre part, le fait de conserver un mode de vie consumériste qui nous rend dépendant-e-s de telles infrastructures. C'est pourquoi il nous semble absurde de lutter contre celles-ci pour se contenter de repousser leur construction un peu plus loin.



L'installation de personnes venues de toute la France et d'ailleurs sur une zone menacée démontre que la lutte contre ces infrastructures capitaliste n'est pas qu'un mouvement de riverains, mais qu'elle facilite l'élaboration d'un discours radical, au sens où il prend le problème à la racine. Nous ne nous mobilisons par contre cet aéroport, mais contre tous les aéroports, contre le monde qui produit des aéroports, de la vitesse, de l'hypermobilité, contre ce monde où même l'espace et le temps sont marchandisés. Chaque aspect du projet est pour nous l'occasion de dénoncer une facette de la société dans son ensemble. De sorte, que chaque approfondissement de la critique du projet est un approfondissement de la critique sociale, et que chaque approfondissement de la critique sociale est un approfondissement de la critique du projet ! Ainsi l'aéroport n'est pas pour nous un prétexte mais un symbole, un fétiche de la société marchande que nous voulons abattre.



L'occupation, c'est envisager un travail politique sur le long terme pour rendre audible une critique radicale de l'Etat et du capital. Elle questionne la pratique legaliste des associations de riverain-e-s. L'occupation, c'est préparer ce moment de l'aménagement à grand coup de bulldozers. Ce moment où tous les recours légaux sont épuisés. L'occupation, c'est cette rencontre entre habitant-e-s et occupant-e-s tant sur le plan théorique des motivations de l'opposition au projet que sur le plan pratique des actions pour le faire échouer. Elle permet d'éprouver l'incompatibilité et/ou la complémentarité des différents registres d'actions et des différentes tactiques ou stratégie d'opposition.



SUPER MAMMY VS AEROPORT

il était une fois à Notre Dame des Landes une mammy, pas comme les autres.
 Elle avait l'idée d'implanter un aéroport dans le bocage propice à l'expansion économique! MAIS...



et la police a commencé à expulser les squatters de NDLD



Quoi?



et c'est ce que Super Mamy, elle avait fait la deuxième guerre mondiale, mai 68, le viet-nam, et elle a eu des nazis en face et bien plus tard.



chevauchant son vélo de 1930

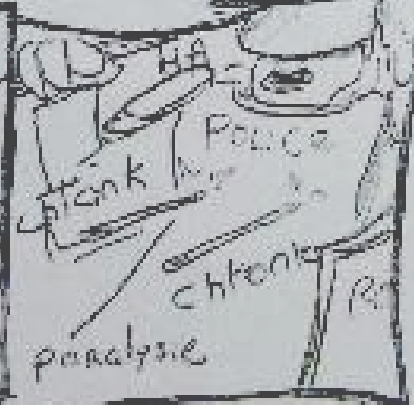
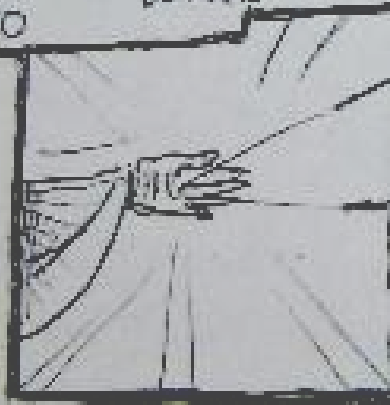


elle pédales au secours des squatters



Boîtes Simple paysane!

Roboud p & co



stank
 chank
 paralysie

Son dada c'était les Grenade d'après guerre

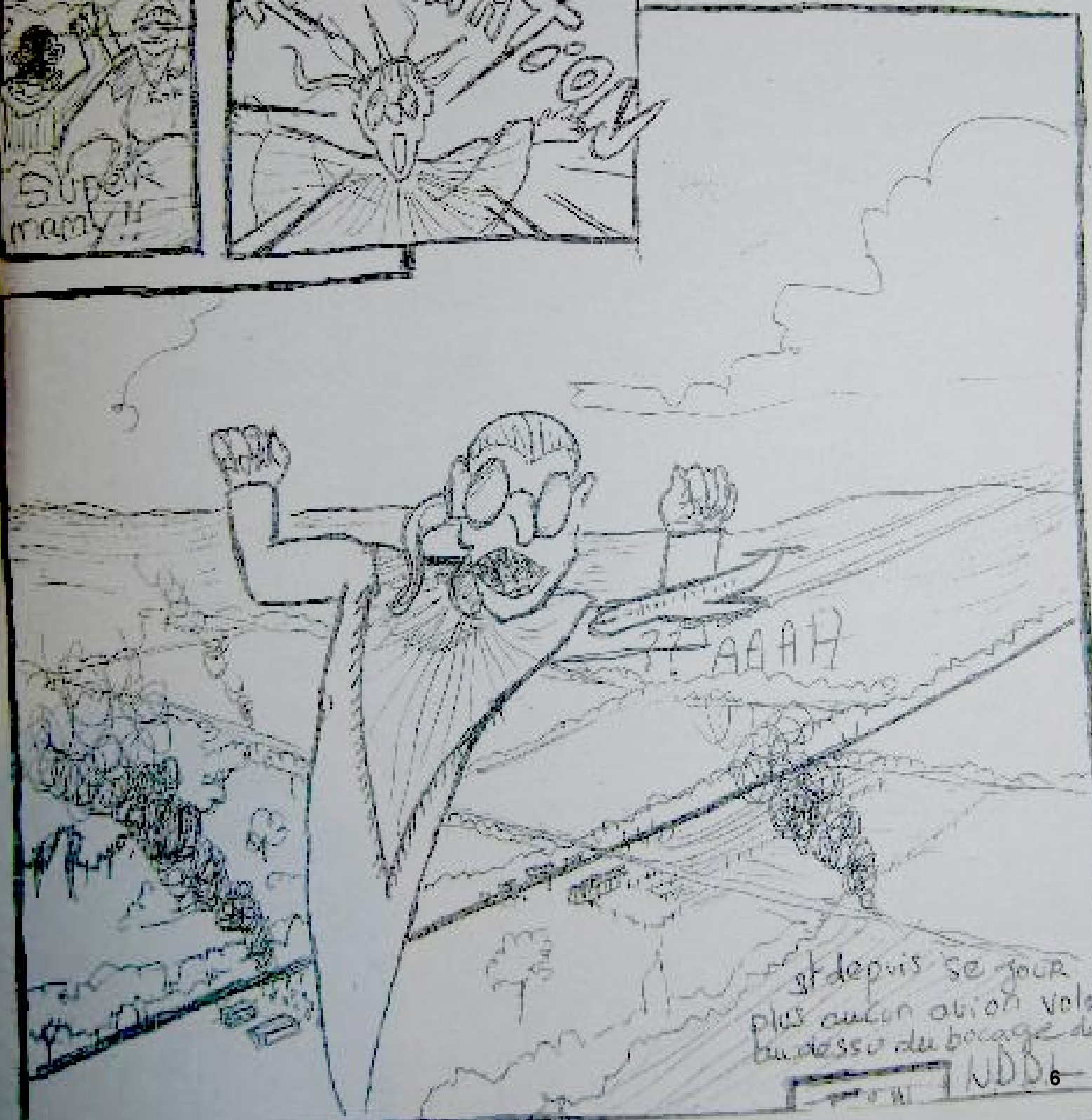


celle là c'est pour squatters dans les Grenades



celle





et depuis se jour
plus aucun avion vole
au dessus du bocage de
NDD 6



Face à l'espace-temps marchandisé : guerre territoriale et mouvement perpétuel



L'emprise du capitalisme et de l'Etat à chaque minute de notre vie, dans la moindre *parcelle* de notre existence, se matérialise par la marchandisation de l'espace et du temps. Chaque seconde et chaque mètre carré que nous *traversons* et/ou que nous *habitons* est pour le système une ressource à quantifier et à exploiter au service des classes dominantes.

Le pouvoir colonise notre espace par le bétonnage, l'urbanisation et la métropolisation, par l'optimisation effrénée d'un territoire quadrillé de réseaux routiers, ferrés, aériens et téléphoniques, par l'aménagement d'un espace structuré autour de "*pôles de compétitivité*" et de *zones d'activité* spécialisés.

Le pouvoir nous extorque notre temps par le travail salarié, avec ses impératifs de rendement et de productivité horaire, et d'annuités de cotisations, ainsi que par l'industrie du spectacle qui neutralise notre temps prétendu "libre" en nous transformant en contemplateur-trice-s passif-ve-s du néant.

Le pouvoir nous rend esclave d'une "*économie à flux tendus*", nous ballote au gré des exodes ruraux, industriels et climatiques, orchestre les flux de marchandises et de populations. La vitesse, la capacité à se déplacer dans l'espace en un minimum de temps est devenue un critère central pour asseoir le pouvoir des classes dominantes et organiser la division du travail à l'échelle planétaire.

Avec son armada de dispositifs techniques, ses satellites cartographes et ses chronomètres, ses pointeuses et ses mouchards numériques, ses lignes grande vitesse et ses aéroports, le pouvoir aliène nos existences en nous cloisonnant dans un *espace-temps marchandisé*. Il nous réduit à une vie gâchée car aliénée en une succession d'actes de production et de consommation déconnectés de nos besoins et incompatibles avec notre épanouissement individuel et notre émancipation collective.

Le pouvoir ne se réduit pas à *l'apparence spectaculaire* qu'il se donne par les rituels d'auto-consécration et de légitimation qui l'instituent, le maintiennent et le renforcent, qu'ils soient monarchiques ou électoraux, militaires ou religieux, nationalistes ou humanistes. Ces rituels ne sont que l'image, la représentation, que le pouvoir produit de lui-même. Ils visent simultanément :

- A naturaliser un ordre injuste pour l'instituer en seule forme possible d'organisation sociale, au nom de la tradition ou de la *logique du moins pire*.

- A faire diversion, à focaliser nos regards sur l'apparence que se donne le pouvoir pour mieux neutraliser toute action que nous pourrions avoir sur la matérialité de celui-ci.

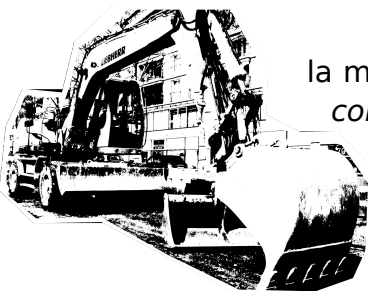
Au-delà de l'apparence et du Spectacle, le pouvoir est avant tout un appareil, un mécanisme, une machine, un *dispositif*. Pour l'affronter, l'abattre et l'abolir, il est nécessaire de cartographier sa réalité logistique, ses failles et ses brèches, ses points de faiblesse et ses rouages. Dans la perspective d'un renversement global du système, désertier le jeu institutionnel et la fable de la participation démocratique est indissociable de pratiques destructrices ciblant les bases matérielles du pouvoir : les *infrastructures*.

A ce sabotage, ce blocage des infrastructures et des flux qu'elles produisent, nous voulons articuler la *construction éternisante d'espace-temps libérés du pouvoir*.

Faire de nos vies une somme de trajectoires révolutionnaires qui convergent vers l'horizon de l'abolition de toute forme de pouvoir. Sans rêve idéalement formulé de société utopique à venir, sans idée préconçue de ce qu'il *faut* faire, sans *Plan* qui soit encore imposé par une bureaucratie nouvelle. Embrasser le présent en subvertissant nos vies quotidiennes dans le tâtonnement expérimental de "*devenirs révolutionnaires sans avenir révolutionnaire*". Faire que nos trajectoires individuelles se croisent, se chevauchent, se confortent et se renforcent, se conjuguent dans des collectifs informels, des groupes, des bandes, pour créer des *espaces-temps libérés du pouvoir* qui soient le creuset d'une élaboration collective, le lieu et le moment de pratiques et de discours subversifs. Un squat, un mouvement d'occupation, une émeute, une insurrection, une révolution.... A chaque acte sa portée, son ampleur et sa durée propre, son désir d'éternité et/ou son surgissement éphémère, mais toujours ce refus du pouvoir qui se concrétise dans la destruction de ses bases logistiques comme geste collectif *d'évasion de l'espace-temps marchandisé*.

La colonisation métropolitaine : une marchandisation de l'espace...

Du tracé des frontières à celui du cadastre, la logique du contrôle de l'espace est visible partout. L'État et le capitalisme aménagent, quadrillent, segmentent, quantifient, surveillent et bétonnent notre horizon pour l'exploitation de tout ce qui existe. *Urbanisation, gentrification, rurbanisation*, autant de mots barbares qui cherchent à rendre compte d'une réalité très concrète : celle de la *colonisation métropolitaine*.



Si c'est au cœur de la métropole que l'emprise du capitalisme et de la marchandise se manifestent de la manière la plus visible, en réalité la *colonisation métropolitaine* innerve la totalité de l'espace, des entrailles de la terre dont on extrait énergies et matières premières jusqu'à la voute céleste que l'on traverse en avion et que l'on jalonne de satellites.... La colonisation métropolitaine généralise ce rapport instrumental à l'espace qui nous environne. Tout est ressource à exploiter.

« *La métropole veut la synthèse de tout le territoire. Elle est la mort simultanée de la ville et de la campagne* » L'insurrection qui vient, Comité Invisible.

La colonisation métropolitaine est le renforcement logistique du pouvoir, l'extension permanente des villes dont les gouvernants voudraient qu'elles soient reliées entre elles pour constituer d'immenses mégalo-poles. Elle annexe la globalité de l'espace qui est ainsi marchandisé, muséifié, rationalisé, et civilisé. Suite à la "*découverte des Amériques*", le processus de colonisation a abouti à l'extension de l'État et du capitalisme à l'échelle planétaire. Il n'existe plus aujourd'hui un pouce de terre qui ne soit sous l'autorité d'un monarque, d'un dictateur ou d'une démocratie représentative perfidement totalitaire, du moins *en apparence*. C'est le phénomène de « *fermeture de la carte* ».

« *La dernière parcelle de terre n'appartenant à aucun État-Nation fut absorbée en 1899. Notre siècle est le premier sans terra incognita. (...) La nationalité est le principe suprême qui gouverne le monde - pas un récif des mers du sud, pas une vallée lointaine, pas même la lune et les planètes ne peut être laissé ouvert. C'est l'apothéose du gangstérisme territorial. Pas un seul centimètre sur terre qui ne soit pas taxé et policé... en théorie.* » TAZ, Hakim Bey.

Celles et ceux qui parlent de décolonisation pour désigner les luttes de libération nationale et les indépendances durant la seconde moitié du XXe siècle cherchent à nous faire gober les mensonges de l'histoire officielle. La colonisation occidentale se poursuit même si elle n'a plus la forme des conquêtes coloniales du XIXe siècle. L'imposition d'un mode de vie aliéné par l'industrialisation, dans lequel nous sommes rendu-e-s dépendant-e-s des mécanismes du marché, se prolonge par la *colonisation métropolitaine*.

Le processus de *colonisation métropolitaine* tend à englober l'ensemble de l'espace. Bien que les logiques du pouvoir poursuivent partout les mêmes buts, par un effet *d'inertie des représentations* l'espace nous apparaît comme encore divisé entre ville, campagne et espaces "sauvages". Les centres-villes musées, authentiques et les parcs sont autant de simulacres de cette illusion.



Les villes sont de plus polluées, de plus en plus combinées des surveillances et de la police. Elles restent de classe, en dépit des

Les villes sont divisées entre ces luxueux quartiers du centre-ville ou rien d'autre n'existe que la possibilité de surconsommer pour oublier le néant de l'existence bourgeoise et des quartiers populaires conçus et pensés comme des réserves indigènes, des espaces de relégation et d'enfermement, pour cloisonner pauvres et immigré-e-s à l'écart d'un centre-ville musée réservé aux riches et aux touristes. La ségrégation sociale qui structure la ville n'empêche pas que centre et périphérie sont inscrits dans un même continuum, reliés (même mal) par le lien ténu des transports, ces bétailières pour déplacer les pauvres : jusqu'à leur usine dans une autre périphérie, jusqu'au centre ville pour les mettre au service des riches, jusqu'aux zones commerciales du centre et de la périphérie pour y dépenser leur maigre salaire dans la *verroterie consumériste*.



La campagne est rongée par les dynamiques dévastatrices de la métropole, elle est réduite à peau de chagrin par l'extension de lotissements mornes et de zones industrielles uniformes, elle est traversée de lignes haute-tension, de routes et de rails. A travers la destruction des haies et le remembrement, la terre est concentrée entre les mains de quelques agri-managers pour qui le travail paysan est réduit à une succession d'opérations mécanisées. L'agriculture intensive, le recours généralisés aux pesticides, aux farines animales, aux OGMs, ravage nos campagnes, sabote profondément la transmission de savoirs-faire traditionnels et détruit les solidarités paysannes.

Enfin ce qui peut apparaître comme des espaces "*naturels*", "*préservés*" ou "*sauvages*", sont aux choix ravagés pour en extraire des "*ressources naturelles*" (déforestation, extraction minière, etc.) ou artificiellement préservés au profit de l'industrie touristique. Ces espaces, les populations qui y vivent, leur culture et leurs coutumes sont ainsi folklorisés au profit du spectacle marchand.

Le territoire métropolisé est cette cage dans laquelle on cherche à nous enfermer. Partout ces vitrines achalandées et toujours allumées qui vomissent leur superficialité à la gueule de celles et ceux qui n'ont rien... partout ces marchandises omniprésentes et surprotégées des assauts des pauvres par une armada de vigiles (pauvres eux-mêmes) et de caméras de vidéosurveillance... partout la ségrégation sociale et la spéculation foncière... partout ces dispositifs « *d'aménagement situationnel* » qui rendent la rue inhabitable et visent à perfectionner sans cesse l'inconfort de celles et ceux qui y dorment... partout ces pubs criardes exhibant des femmes-objets chosifiées pour refourguer des marchandises en tout genre... partout ces ruses urbanistiques à l'image des boulevards haussmanniens et des prisons pavillonnaires, pour rendre plus difficile l'émeute, le soulèvement, l'incendie de ce *décor* de béton et de métal dont nous sommes prisonnier-ère-s !

Dans le territoire métropolisé, tout est fait pour nous éloigner de toute perspective d'*autonomie*. La satisfaction de nos besoins primaires comme des besoins créés artificiellement par la société marchande, est presque systématiquement déconnectée de tout acte d'auto-production. Il suffit d'appuyer sur un bouton pour que l'énergie nucléaire illumine un appartement ou une maison que l'on a pas construit, il suffit d'aller cueillir fruits et légumes au supermarché en dehors de tout rythme saisonnier et de toute logique, de sortir de chez soi pour se procurer un gadget inutile fabriqué sur des chaînes de montage à l'autre bout du monde... Le capitalisme industriel, par le degré de division du travail et de spécialisation qu'il implique, organise l'espace de manière à rendre marginale ou illégale toute forme d'auto-production, toute forme d'échanges non-marchand, de manière à imposer le salariat comme forme exclusive de subsistance.



Le racket salarial : une marchandisation du temps

Les analyses marxistes classiques envisagent le salariat comme une extorsion de la plus-value produite par le prolétaire qui vend au capitaliste sa *force de travail*. Le prolétaire n'étant propriétaire d'aucun moyen de production, est contraint de vendre au capitaliste les deux seules choses dont il dispose : son corps, aliéné en outil de production, et son *temps, aliéné en temps de travail*. Le travail salarié, comme activité déconnectée de la satisfaction de nos besoins et de nos plaisirs, comme *hyperspécialisation* induite par la division du travail qui fonde le rapport de classe, est un *racket* exercé par la société marchande sur nos vies. Notre temps est compté, mesuré, quantifié, notre vie comme nos journées sont découpées en tranches de sorte que chaque heure que nous passons éveillé, que chaque année que nous passons en vie soit source de profit, de rentabilité, de bénéfice pour le capitalisme. Du boulot où l'on trime pour un patron, à nos loisirs par lesquels on ingère une masse de messages publicitaires, le temps qu'on nous vole est toujours rentable pour celles et ceux qui nous exploitent.

Une vie, c'est une enfance aliénée, enchaîné à la table de l'écolier. Une jeunesse corsetée par la formation professionnelle, le mirage de l'enseignement supérieur et/ou pressurée par la succession des contrats précaires. Des années de conditionnement pour faire de nous des salarié-e-s, des citoyen-ne-s, des consommateur-ice-s intégré-e-s, des années à intérioriser les règles du système autoritaire, à se soumettre à des hiérarchies et des règlements pour que nos vies deviennent *fonctionnelles* pour le système

marchand. Des années à devenir l'un des maillons de la chaîne qui nous entrave, à préparer les conditions de notre servitude volontaire. La sélection scolaire organisée par l'État produit la sélection sociale à l'œuvre sur le marché du travail et nous conditionne en nous habituant dès le plus jeune âge à ne pas jouir de notre temps pour la satisfaction de nos besoins et de nos plaisirs mais à le gâcher dans une morbide compétition dans laquelle nous perdons notre vie à la gagner...

Une vie confinée dans un espace-temps marchandisé, ce sont des années de routine d'usine, d'entreprise, des années à donner et/ou recevoir des ordres, à produire mal et trop, pour le profit de quelques-un-e-s... Le temps passé à produire des biens ou des services nous bouffe l'existence en anéantissant une infinité de possibles. Si le chômage n'était pas construit et perçu comme une tare ou une forme d'exclusion sociale, si l'organisation de l'espace, du travail et de la production capitaliste ne nous rendaient pas dépendant-e-s de l'obtention d'un revenu, peut-être serions-nous plus nombreuses à nous rendre compte de toutes les choses que nous avons envie de faire et qui correspondent authentiquement à un de nos besoins et/ou de nos plaisirs...

Une vie de salariat, c'est une vie à attendre la retraite pour enfin vivre libéré-e du travail aliénant et s'adonner à ses passions, vivre du maigre reliquat de son salaire, assuré-e par un fond de pension privé et/ou par un système public de protection sociale. Une fin de vie rêvée, fantasmée, attendue, comme si

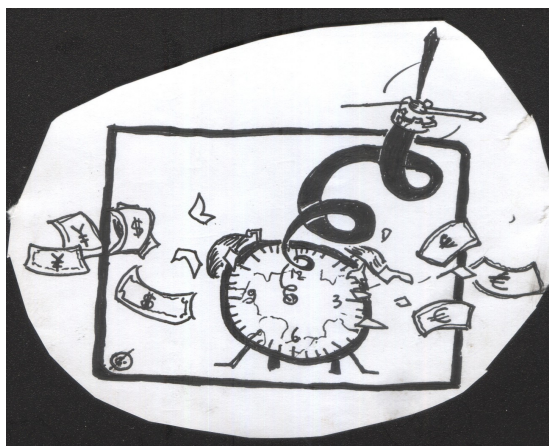
l'horizon d'une fin de vie sans travail rendait plus acceptable une vie entièrement vouée au travail. La fonction politique de pacification sociale assurée par le système de retraite est centrale. Le dernier mouvement de grève massif en France fut une réaction face à la perspective de quelques années de vie supplémentaire extorquées par le capital. En dépit de ses limites, nous avons senti dans ce mouvement la force de *l'intuition collective de la marchandisation du temps*.

Si un écrivain à la mode ou un sociologue critique peut passer une longue vie à écrire des livres, c'est parce qu'un immigré pauvre en passe une courte à ramasser sa merde! Si un bureaucrate européen peut vivre jusqu'à cent ans, c'est parce que l'ouvrier asiatique ou le mineur africain se tuent à produire à sa place des produits et une énergie dont ils n'ont même pas besoin. Même les critères statistiques de l'ennemi, ne parviennent à cacher cette réalité, comme en témoignent les différentiels d'espérance de vie. A l'échelle locale comme globale une infime minorité peut vivre mieux et plus longtemps en se spécialisant dans la production de certains types de biens immatériels. Ce bien-être (relatif) des dominant-e-s n'est possible que parce que la masse des individus est astreinte à une spécialisation dans des tâches laborieuses et socialement dévalorisées.

Au niveau de l'Etat-Nation, le discours dominant sur le « *travail passion* » combiné à celui sur la «

méritocratie » justifie l'inégalité fondamentale entre celles et ceux qui se tuent au travail et les autres. Accidents de travail, pathologies en tout genre, lorsque le corps devient principalement un outil de production de biens matériels, il s'use, se grippe, se brise... C'est l'une des raisons pour lesquelles nous étions quelques-un-e-s à hurler dans les rues lors du dernier mouvement de grève : « *la retraite on s'en fout, on veut pas bosser du tout!* ». Nous voulions tout, et non la réponse à une revendication, et nous voulions sortir de ces journées d'actions, de ces

mini-grèves ponctuelles vouées aux manifs-promenades qui ne parviennent pas à bloquer l'économie parce qu'elles sont subordonnées au calendrier des négociations syndicales.



Ce mouvement de contestation fut neutralisé par l'enfermement dans les routines institutionnelles, surdéterminées par le rythme des négociations entre État, syndicat et patronat. Neutralisé de l'intérieur par les bureaucraties syndicales et politiques : par leurs services d'ordre et leur légalisme zélé, par leur obsession à toujours réduire le mouvement social à des revendications limitées (ici le maintien de l'existant, la défense du 37,5 annuités pour tous-tes), par la fonction contre-révolutionnaire des partis de gauche obnubilés par les échéances électorales. L'élection, ce moment de dépossession de la lutte par les représentants élus est précisément là pour neutraliser *l'insurrection*, pour *suspendre la*

guerre sociale. Le mouvement social est le *moment* du politique par l'action directe, les élections sont le *moment* de la dépolitisation par la délégation. Quoi qu'en disent les professionnels de la parole publique, les représentants politiques ou syndicaux, lorsque *le temps d'un mouvement* s'expérimentent des pratiques de blocage, de grève avec piquet, de sabotage, ce qui est en jeu ce n'est pas la défense de l'État providence et du service public ou le changement de représentants.... Ce qui est en jeu c'est la réappropriation de nos vies par la destruction de l'existant et la transgression du légal.

La revendication centrale formulée par les représentants du mouvement ouvrier dès le XIXe siècle fut la réduction du temps de travail. Elle fut longtemps l'*énoncé* qui

cherchait à réduire l'infinité des *pratiques* de révoltes au travail et contre le travail à un enjeu négociable. Les professionnels de la politique ou du syndicalisme (communistes ou socialistes) rendaient possible par la *revendication* la perspective d'un simulacre de victoire qui abrégait les mouvements. La revendication condamne les mouvements sociaux à *l'éphémère*. Nous ne voulons pas réduire le temps de travail, mais abolir le travail comme activité séparée du reste de l'existence. Nous ne voulons pas qu'un État, fut-il socialiste ou révolutionnaire, réponde à nos revendications... Nous voulons abolir le pouvoir en tant que dispositif matériel en bloquant les flux qui l'irriguent et alimentent notre dépossession.

Vitesse, transports et flux : briser le cœur du dispositif...

« Le temps c'est de l'argent ». C'est une idée insinuée dans l'esprit de chacun-e, une obsession qui rythme nos vies quotidiennes. Le temps se perd ou se gagne. Le zèle avec lequel beaucoup s'échinent à ne pas perdre leur temps lors de leur déplacement contraste avec la manière dont elles le perdent docilement à travailler pour le profit de quelques-un-e-s. A travailler pour consommer et/ou produire des biens et des services superflus, dont l'argument de vente phare asséné par les publicitaires est qu'ils nous font "gagner du temps" : « *Singer libère la femme* » veulent nous faire croire les fabricant-e-s de babioles électroménagères, rouler dans une voiture de sport qui va jusqu'à 300km/h nous rend plus rapide donc plus fort-e et plus séduisant-e bonimentent les communicant-e-s de l'industrie automobile....

Le temps que l'on cède pour si peu aux classes dominantes dans nos contrats de travail, nous apparaît soudain précieux lorsque l'on se déplace. L'espace-temps marchandisé nous impose un *rythme*, l'impératif de la *cadence* a depuis longtemps débordé l'espace de l'usine pour imprégner la globalité de l'espace social. Il faut aller vite, toujours plus vite, pour produire plus, toujours plus, et consommer plus, toujours plus. Une quête absurde et sans fin qui anime le pouvoir en tant que dispositif. Il faut densifier sans cesse les mailles du réseau, réduire continuellement les temps de trajets, ce qui a pour conséquence d'accélérer encore et encore la *cadence* de nos vies. Ta vie est un *flux*, une

succession d'astreintes temporelles et spatiales. Aux heures de pointe tout le monde se rue, mais tous de manière différente... du transport collectif au transport personnel... du bus au taxi... de la berline de luxe aux sprints absurdes dans les couloirs du métro.

« Dis-moi à quelle vitesse tu te déplaces, je te dirais qui tu es » Énergie et Équité, Ivan Illich.

TGV Lyon/Turin, avion Nantes/New York, premières classes et « *espace grand voyageur* » ? Tu es mon ennemi de classe ! Les transports collectifs, à l'image de la société, sont explicitement compartimentés en classe : lutte des classes, luttes des places... Certain-e-s payent cher le transport (essence, tickets, etc.), d'autres ont voiture de fonction et tout frais liés aux déplacements professionnels à la charge de l'entreprise. Le nombre de TGV reliant les centres

d'affaires des grandes villes augmente, tout comme le prix des billets, tandis que les trains régionaux sont supprimés et de plus en



plus bondés. A l'échelle globale, les infrastructures de la vitesse rendent possible l'*hypermobilité* des riches ressortissants d'États soit disant "développés" survolant le monde de part en part, tandis que les pauvres quittant leurs pays rendus invivables tombent des barques qui traversent la méditerranée. Les flux de marchandises traversent les frontières sans encombre tandis que les populations pauvres sont assignées à résidence dans leurs pays rendus invivables...

Mais l'adage « le temps c'est de l'argent » est avant tout une logique diffusée par et pour une classe de capitalistes de la vitesse. Pour elle, la régulation des flux entre les espaces de production et de consommation est un enjeu majeur. La vitesse instituée en progrès lui est source de profit. La réduction des temps de trajets et l'abolition des distances provoquent une *contraction de l'espace-temps marchandisé*. Durant le XIXe siècle la création des États-Nations moderne et l'avènement du capitalisme industriel furent des phénomènes conjoints, organisant le territoire et la production à l'échelle territoriale des flux permis par la machine à vapeur, planifiant l'exode rural et l'uniformisation linguistique pour répondre aux besoins du marché d'une main d'œuvre mobile et concentrée dans les grandes villes et les bassins industriels. Aujourd'hui le TGV, l'avion, mais aussi les flux immatériels et numérisés se déploient à l'échelle planétaire, permettent la délocalisation de la production industrielle, l'éloignement artificiel des nuisances, la division internationale du travail entre pays riches et pays pauvres...

Les infrastructures de la vitesse renforcent notre dépendance au marché et au salariat. Elles accroissent notre dépossession en organisant la satisfaction de nos besoins à des échelles qui nous dépassent complètement, mettant en jeu des technologies sur lesquelles on ne peut avoir aucune maîtrise, aucun contrôle. Elles déconnectent ainsi production et consommation de toute échelle locale où

peut s'organiser une véritable délibération collective : sans représentant-e-s ni intermédiaires. Les infrastructures de la vitesse sont destructrices d'espaces qu'elles bétonnent et militarisent. Ce sont des réseaux hors sol, des corps étrangers vecteurs de construction-destruction. Gares, aéroports et autoroutes sont des espaces de transit, des intersections vitrifiées, aseptisées et cloisonnées. Ici aucun droit à l'immobilité en dehors des espaces délimités et prévus à cette fin. Pas de marge, pas d'angle mort en dehors du champ de vision des caméras, pas de lenteur, de flâneries ou de contemplation.... Tout est tracé, tout est traçable. Les flux de populations sont gérés, agencés et chronométrés comme les flux de marchandises.



Ces infrastructures de la vitesse ne relient que les pôles du dispositif étatique et marchand. La *contraction de l'espace-temps marchandisé* produite par ces infrastructures rend impossible la paralysie de l'économie sans mouvement de grève massif, international et coordonné. La forme traditionnelle de la grève est neutralisée par l'organisation spatiale nouvelle de la production : si la production est effectivement interrompue quelque part, un flux viendra immédiatement compenser ce manque à gagner pour le capitalisme. Cette configuration matérielle de l'économie conjuguée au rôle de pacification sociale joué par les syndicats et l'encadrement légal de la grève rendent caduque le rêve d'une grève générale comme *moment* de renversement du système qui a structuré le mouvement ouvrier révolutionnaire depuis le XIX siècle. Elle nous conduit à envisager le blocage comme pratique porteuse de *devenirs révolutionnaires* :

« Le blocage rompt avec la logique du droit, et a d'ailleurs tendance à devenir illégal (...) Il permet de faire jouer à la grève ce rôle de paralysie de l'économie que son encadrement citoyen lui fait perdre. Il est comme une contre-tendance à cette évolution qui fait que la grève tend à être de moins en moins une pratique de lutte » Grève vs blocage, Léon de Mattis.

Le mouvement LKP en Guadeloupe avec la pratique généralisée des piquets volants, l'impact économique des grèves de cheminots et/ou de dockers, les blocages de raffineries, la lutte armée dans le Delta du Niger accompagnée de sabotages systématiques des pipelines, sont autant d'exemples qui nous rappellent la force tactique du blocage des flux, la faiblesse du système quand ses rouages grincent et se grippent, la *fragilité* du pouvoir comme dispositif. La massification de ces pratiques de blocage et de sabotage, mais surtout leur pérennisation au-delà de l'éphémère des mouvements sociaux ponctuels qui sont autant de spasmes de révolte secouant le corps social, nous semble constituer un axe de lutte. Nous avons la conviction que ce sont ces infrastructures qu'il nous faut cibler, ainsi certain-e-s perdront du temps et de l'argent pendant que nous prendrons le temps de le prendre.

Contre les lignes hautes tensions, contre les autoroutes, contre les lignes grande vitesse, contre les aéroports ici et ailleurs, contre les transports de déchets nucléaires, ces luttes réactivent des résistances locales et une opposition globale à la destruction programmée



de toute forme de vie. Elles enrayent la colonisation métropolitaine, ralentissent ou empêchent la construction d'infrastructures qui accélèrent les flux. Le pouvoir comme dispositif matériel est en construction et en mutation permanente, à coups de "grands projets". Partout. A coté de chez toi et partout où tu voyages, tu vois chantiers et projets urbanistiques. Chacun-e perçoit la construction-destruction programmée par le capitalisme à grand renfort de béton et d'expropriations...souvent trop tard quand la menace approche de "son jardin". Ces projets, mais aussi les infrastructures déjà finalisées, doivent voler en éclats.

Certaines de ces luttes, comme sur la ZAD, expérimentent la pratique de l'occupation des espaces convoités par les aménageurs comme blocage de la colonisation métropolitaine. Présence permanente, matérialisation du rapport de force, auto-organisation et action directe.... Ces espaces temporairement gelés par les Plans d'urbanisme car destinés à la construction-destruction, nous les occupons pour les arracher au pouvoir, y construire des oasis-forteresse, des bases de résistance.

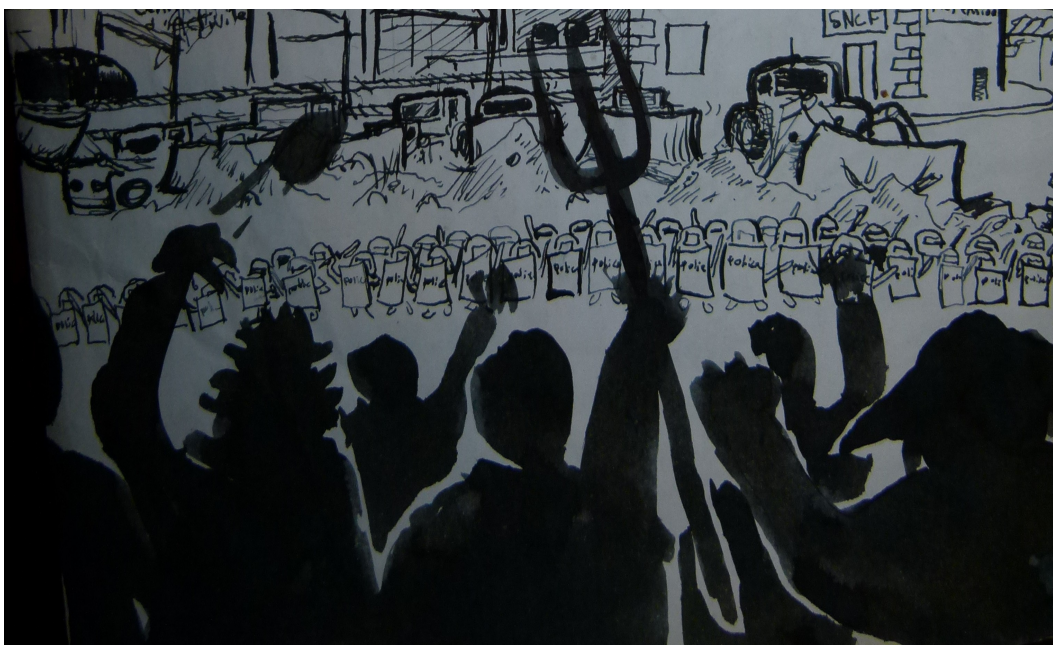
« *Tout l'espace est déjà occupé par l'ennemi, qui a domestiqué pour son usage jusqu'aux règles élémentaires de cet espace (...) Matérialiser la liberté, c'est d'abord soustraire à une planète domestiquée quelques parcelles de sa surface* »

Programme élémentaire du bureau d'urbanisme unitaire, Kotanyi et Vaneigem.

Ces espaces constituent autant de fronts de la guerre sociale en tant que guerre territoriale. Dans ces entre-temps, dans ces brèches, se trouve la possibilité d'une lutte en zones, de zones en lutte. Mais si l'État et les aménageurs acceptent ces friches, ces espaces-temps en sursis, suspendus aux plannings des multinationales de la construction, c'est qu'elles sont temporaires. Occuper ces espaces c'est s'inscrire dans une dynamique éternisante, ne pas refuser ou fuir le conflit au nom d'une forme de nomadisme prétendument révolutionnaire. Occuper illégalement ces espaces, investir ces brèches, ce n'est pas s'auto-bannir, se mettre en dehors, disparaître et désertier le monde, c'est l'affronter et s'y confronter en essayant d'y construire des zones d'autonomie définitives. Notre résistance sur ces espaces révèle la tyrannie du pouvoir aménageur sur nos vies, le mensonge de l'utilité publique et de la démocratie participative, la violence de la répression et de la surveillance, la marchandisation du temps et de l'espace.

Par l'occupation, qu'elle parvienne à stopper un projet ou qu'elle soit temporaire parce qu'abrégée par l'expulsion violente, nous arrachons ces espaces à la marchandisation. Nous nous y établissons pour prendre le temps de nous organiser. Nous y construisons des espaces où Je est un autre et Nous devient une force d'action. Il ne s'agit pas ici d'établir un Plan, une définition de la zone libre, une tactique idéale surgissant de l'esprit d'une avant-garde éclairée. Il n'existe pas de structure, d'architecture, de machine à liberté... Pas de dogme, ni de recettes toutes faites. Il s'agit juste de noircir quelques pages sur un *commun* diffus que nous *sentons* dans des rencontres entre des groupes et collectifs informels, dans des luttes qui se croisent et se renforcent, dans des pratiques qui se partagent et des discours qui s'élaborent. De partager quelques réflexions sur ce qui nous semble constituer les prémices d'un mouvement en devenir, comme un rêve que l'on effleure, un horizon que l'on caresse...

Contre l'éphémère des mouvements sociaux traditionnels, nous rêvons d'un *mouvement perpétuel* contre la marchandisation de l'espace temps. Un mouvement perpétuel qui expérimenterait des modes de vies libérés de l'État et de la marchandise tout en attaquant le système capitaliste...Un *mouvement perpétuel* dont les pratiques seraient le refus du travail salarié (forme de grève éternelle), le sabotage (forme d'attaque contre la matérialité du pouvoir) et l'occupation (création éternisante d'espaces-temps libérés du pouvoir). Un *mouvement perpétuel* dont la cible serait les infrastructures de la vitesse. Un *mouvement perpétuel* qui parviendrait ainsi conjointement à créer localement des espaces-temps libérés du pouvoir tout en bloquant les flux pour suspendre le cours normal du temps marchandisé...



Prolongeant l'expérience du groupe et de la revue *Fossoyeurs du Vieux monde, Os Cangaceiros* - nom emprunté à un mouvement de bandits sociaux brésiliens - est un groupe français. Il s'agit plus précisément une association de « chômeurs à vie » et de « délinquants », comme illes se désignent elleux-mêmes, qui a existé clandestinement de 1985 à 1991. Il participe par sa pratique à de nombreux conflits des années 80, des grèves de mineurs anglaises aux émeutes des Minguettes. Il mène également une réflexion théorique sur des thèmes tels que l'urbanisme, les prisons, l'industrialisation, le vol, etc. Il perpétue notamment de nombreux actes de sabotage contre des entreprises participant à des chantiers de construction de prison. Si nous reproduisons ici ce texte c'est que ce groupe fut actif dans la région nantaise mais surtout que la critique de l'urbanisme et de l'industrialisation qu'il formule, comme son choix de l'action directe et du refus du travail salarié, font écho à des pratiques et à des réflexions existantes dans le mouvement d'occupation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le texte reproduit-ci dessous en témoigne et nous semble aujourd'hui toujours actuel.



L'ABSENCE ET SES DÉCORATEURS

Urbanistes et flics ont toujours été deux fonctions complémentaires.

On en a une preuve supplémentaire ce soir, où deux architectes viennent nous en raconter côte à côte avec le maire de Rezé. Rezé où l'on expulse en plein hiver des familles trop bruyantes avec l'accord de Floch. Rezé, où la cité du Château est un modèle de quadrillage policier. Rezé, où Roland Castré a bâti quelques infâmes bicoques HLM, qui ont tous les désavantages des anciennes cités HLM, et conçues de sorte à provoquer l'auto-flicage des voisins.

Car c'est bien là la question: ces cellules sonores - pour lesquelles il faut encore payer! - prévues pour le seul repos du travailleur, sont désormais construites et reconstruites afin d'interdire tout bruit, toute vie, toute délinquance. (À Rezé, les HLM Castro sont même prévus pour qu'il n'y ait pas de caves, dont on sait quel usage en faisaient les jeunes).

Ce tract fut diffusé lors d'une conférence où étaient présents Roland Castré, son *alter-ego* Cantal-Dupart et Floch, maire de Rezé. Ils reçurent la récompense de leur ignominie sous la forme de bouteilles de sang et de bombes à merde en pleine gueule - ce que le *Monde diplomatique* qualifia d'agression!

Au Sillon de Bretagne, cet immeuble-prison sorti tout droit du cerveau d'un policier, le chantier de « rénovation » actuel a pour principal objet de cloisonner les couloirs et les cages d'escaliers, par où les jeunes du Sillon pouvaient échapper tranquillement aux patrouilles de flics. Pendant qu'en face du Sillon, la mairie achève de faire construire un nouveau commissariat.

C'est bien ça: nous autres prolétaires, parqués dans les réserves de banlieues, dans la promiscuité la plus totale, soumis sans cesse à la surveillance des flics et des ilotiers, à la dénonciation des voisins-flics, à la menace de l'expulsion pour bruit, on vient en plus nous en raconter sur « l'humanisation des banlieues »!

Perfectionnement du flicage, voilà ce que c'est, leur plan « Banlieue 89 ». Quand on ne peut pas raser les tours, comme aux Minguettes, on bouche les issues au béton, comme au Sillon.

En supprimant caves et terrains vagues, en contrôlant désormais tout l'espace de la banlieue, ils croient forcer les jeunes à aller ensuite avaler les gadgets socio-culturels des éducateurs et autres militants reconvertis.

Merde!

N.B. Castro et Cie ont fait leur apprentissage en tant que manipulateurs dans des sectes gauchistes: il y a 15 ans, ils n'avaient que quelques centaines de militants à manipuler, aujourd'hui ce sont des populations entières de banlieue qu'ils veulent manipuler avec les subventions de l'État. Belle promotion!

Quelques indigènes de banlieue

Comité pour le jumelage St-Herblain-Les-Minguettes

Nantes, le 5 février 1985

Sans pétrole, elle est morte la métropole !

« *Ne pas rater l'avion du développement* ». C'est l'argument phare que les élus nantais mettent en avant dans la dernière livraison du journal « Nantes passion » pour tenter de justifier la construction du nouvel aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nous sommes pourtant de plus en plus nombreux à penser que nos sociétés se délabrent à cause d'une obsession malade de développement. Un monde sclérosé par sa consommation frénétique de marchandises, par son travail toujours plus aliénant, par sa malbouffe, sa pollution et ses déplacements superflus. Que nenni ! La municipalité nantaise et sa clique promettent de nous gaver de la chimère « Développement » jusqu'à plus soif !

L'illusion du développement à l'heure du pic pétrolier

Le projet de « *Métropole du Grand Ouest* » avec lequel ils nous intoxiquent les oreilles et les yeux, repose sur le mythe du développement durable. Qui ose encore y croire ? La croissance économique est basée sur un principe exponentiel d'exploitations de ressources épuisables. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le pic pétrolier s'est produit en 2006 ! Nous vivons donc déjà dans l'après-pétrole. Leur projet d'aéroport « écolo-HQE » serait-il capable de faire décoller leurs avions sans kérosène ? Jusqu'ici on n'a pas vu d'avions butiner les fleurs...

De l'art de l'hypocrisie...

Les politiques élevés au grain (OGM) du productivisme et du développement économique ont l'imagination fatiguée. Le capitalisme vert est leur dernière trouvaille marketing. L'hypocrisie est à son comble : On encourage d'un côté les AMAP et de l'autre, on saccage d'immenses espaces agricoles ! En effet ce monstre labellisé « 100% environnemental » prévoit d'engloutir 2000 ha de vie sous le béton (qui ne sont qu'une partie des 90 000 ha rasés chaque année en France). Sommes nous contraints de subir leurs délires mégalomanes servant aussi bien une élite politique (de gauche comme de droite) qu'industrielle ? NON !

Face à ce diktat, nous pouvons réagir en faisant un pas de côté. Mettons à présent notre énergie et notre créativité en commun pour se réapproprier nos espaces, nos langages, nos vies, notre liberté...

Certains ont déjà commencé en décidant d'habiter et de s'approprier les terrains menacés par l'aéroport.

Solidarité avec les habitants de la ZAD (Zone à Détruire/ Zone à Défendre)

Des mutins Butineurs

Texte diffusé au début des occupations de la ZAD

SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS DU VAL DE SUSIA !

Tracté en mars 2012

Au Val de Susa, dans le nord-ouest de l'Italie, 60 000 personnes, de la vallée et de toute l'Europe, s'opposent à un projet de Ligne ferroviaire à Grande Vitesse (LGV).

Mais pourquoi refuser un tel projet ? Si l'on en croit les bobards de la SNCF et des aménageurs-euse-s, il n'y a rien de plus génial qu'une ligne à grande vitesse : en effet, quel meilleur moyen de transport que ce train qu'on nous certifie écolo, qui carbure à l'énergie nucléaire et qui traverse à 300km/heure des paysages défigurés ? Qui profite à ceux qui ont les moyens, qui vont passer deux heures à Rome pour licencier des milliers d'ouvriers d'un coup de stylo ou planifier la production massive d'objets inutiles, puis retournent à Paris dans leurs quartiers aseptisés dont les pauvres sont exclu-e-s depuis longtemps ?

Partout dans le monde le même processus est à l'œuvre : aménagement, bétonnage, métropolisation et segmentation du territoire. Les rapaces capitalistes bâtissent de gigantesques infrastructures à la pointe de la technologie pour se déplacer toujours plus vite, et réduire le monde à une immense carte autoroutière, adaptée aux flux de marchandises et de capitaux qui n'enrichissent qu'eux. Les aménagements autoritaires du territoire se multiplient : LGV mais aussi aéroports, lignes à très haute tension (THT), autoroutes... Ils mordent de partout sur les terres, vallées, quartiers, pour en faire autant de bases logistiques du pouvoir, contrôler et quadriller chaque parcelle du territoire. Chaque zone, chaque être se retrouve prisonnier de la logique capitaliste, englouti par l'expansion sans limites de métropoles invivables. Polluées et fliquées, on y cueille fruits et légumes au supermarché, tandis que les magasins de luxe y vomissent leur superficialité à la gueule de ceux qui n'ont rien et couchent dehors sous l'œil des caméras de vidéosurveillance.

En s'opposant à la ligne Lyon-Turin, c'est à tout un rapport au monde, au temps et à l'argent que s'oppose le mouvement NO-TAV (Trene d'Alta Velocita = TGV).

A Khimki contre l'autoroute Moscou-Saint Pétersbourg, à Notre Dame des Landes contre l'aéroport du Grand Ouest, dans le Sud-Ouest contre une autre LGV, dans le Cotentin contre la ligne à Très Haute Tension, à Stuttgart contre une gare souterraine hightech... partout où elles détruisent pour construire un monde à leur image les contestations se multiplient, se renforcent et s'unissent.

Sabotages, manifestations massives, occupations, blocages de chantiers, les habitant-e-s des territoires menacés s'allient avec des groupes ou individus de partout et inventent des formes d'organisation et de solidarité pour lutter contre la société gérée et administrée du tout marchand, et reprendre possession de leurs vies.

C'est précisément cela que l'État, qu'il soit italien, russe ou français, leur reproche : ces endroits où apparaissent la possibilité de luttes radicales subissent inévitablement la répression. Lorsque les consultations, enquêtes et débats publics ne suffisent plus à faire accepter ses projets, la démocratie montre son vrai visage et sort lacrymo, tonfas et arsenal juridique pour convaincre de leur intérêt général. Tandis qu'en Loire Atlantique plusieurs personnes attendent leurs procès pour des actions liées à la lutte contre l'aéroport, en Italie la police a procédé le 26 janvier dernier à une vague de perquisitions et à l'arrestation d'une quarantaine d'opposant-e-s au TAV, dont 24 croupissent toujours en prison.

Mais si le pouvoir dispose de moyens pour mener la guerre contre ses ennemis, nous savons aussi reconnaître les nôtres. Et tous les jours dans la rue, en croisant un chantier Vinci, une agence SNCF ou un local administratif, en refusant d'aller pointer au boulot ou au Pôle-emploi, dressons nous par nos actes et nos paroles contre ce monde de béton que nous chient à la gueule les bureaucrates et les capitalos, fussent-elles vert-e-s !

Nos luttes dépassent largement leurs absurdes frontières géopolitiques. Par delà elles, des liens et des solidarités se développent, des pratiques et des réflexions se partagent. Au Val de Susa comme à Notre-dame des Landes, dressons nous contre leur monde de merde !

Le 25 Février, rendez vous à **Venaus** dans le Val de Susa contre la répression
Le 24 Mars, manif à **Nantes** contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes
pour ramener le bocage dans la ville

2000 hectares de terres agricoles à sauver, mais pas pour n'importe quoi

Défendre la terre pour ses paysan-ne-s n'est pas une raison suffisante, encore faut-il s'interroger sur l'utilisation qui en est faite, hors des réflexes corporatistes : tou-te-s les agriculteur-trice-s ne sont pas à défendre, surtout dans nos contrées !

Surexploitation des ressources naturelles, dépendance au pétrole, perte de la diversité génétique et de pratiques culturelles, l'agriculture productiviste, mécanisée et chimique, aussi appelée " conventionnelle " du haut de son demi-siècle d'existence et de la faible proportion de paysan-ne-s qui la pratique à l'échelle mondiale, épuise les ressources vitales que sont le sol, l'eau, la biodiversité, compromettant ainsi ses possibilités de survie et d'adaptation, mais aussi celles des autres !

Comment on en est arrivé là ?

Cette agriculture, qui veut imposer son modèle partout, repose sur des fondements théoriques et idéologiques de volonté de compréhension et de domination de la nature, et de l'homme. L'agronomie, science de l'agriculture, s'est développée en Occident à partir du XVIII-XIX^{ème} siècle dans un contexte où se théorisaient la " mécanique du vivant ", l'évolution, la lutte contre les microbes, où l'animal devient une machine comme les autres, l' " homme " distinct du reste du règne animal, et la guerre de tou-te-s contre tou-te-s " naturelle ". Cette science prétend depuis analyser des parties pour comprendre un tout, modéliser sans se soucier de la complexité du vivant, ni des savoirs empiriques accumulés depuis des siècles et a depuis longtemps exclu de son champ de réflexions toute considération morale sur le rapport avec le vivant.

Une des étapes importantes de ce processus a été la découverte, à la fin du XIX^{ème} siècle, que la chimie organique peut fournir tous les besoins d'une plante, le sol pouvant alors n'être considéré que comme un contenant à nutriments. Mais ces analyses ne restent alors que théoriques, les productions de nutriments chimiques de synthèse pour les plantes étant encore très coûteuses en énergie. Heureusement, deux guerres mondiales rendent la production d'azote compétitive, la production d'explosifs ayant été un axe de recherche important. L'Europe sort ainsi de la première guerre mondiale avec un stock d'azote et de potasse à écouler, dont les vertus fertilisantes ont été aperçues dans les trous d'obus ... Et deuxième coup de chance, il reste aussi des stocks de gaz moutarde, aux vertus insecticides parfaitement adaptées pour contrer le développement de parasites qui accompagnaient les gains de productivité liés à l'azote...La deuxième guerre mondiale amène elle aussi son lot d'herbicides, et d'industries chimiques et mécaniques auxquelles il faut trouver des débouchés : la

production d'explosifs et gaz est réorientée vers celle d'engrais et produits phytosanitaires, celle de chars vers la production de tracteurs...

Sous l'impulsion d'agronomes, conseillers et techniciens en tout genre, l'agriculture peut donc s'engager dans la voie de l'industrialisation, suivant ainsi le reste de la société et fournissant aux industries urbaines en développement une main d'œuvre devenue inutile dans les campagnes...

L'agriculture s'intègre alors dans les dynamiques économiques qui organisent les échanges mondiaux et modèlent les territoires, fondées sur une théorie des avantages comparés qui justifie que chaque territoire se spécialise dans la production pour laquelle il est le plus compétitif, quitte à ensuite à l'échanger contre tout le reste, quelque soit le nombre de km à parcourir ... Et c'est comme ça que la Chine fait de l'électronique, le Brésil du soja, et la Bretagne des cochons... Subventions aux grosses structures agricoles productives d'un côté (en Europe et aux Etats-unis principalement), destruction de toutes les protections douanières et politiques agricoles de l'autre sous les efforts conjugués de l'OMC, la Banque mondiale et d'accords bilatéraux, ce système conçu par et pour les échanges commerciaux entraîne la disparition de toutes les agricultures qui ne peuvent soutenir cette mise en concurrence. Les agricultures locales vivrières des pays du Sud ne pouvant plus nourrir leurs paysan-ne-s, les rejettent vers les villes et le chômage, les productions qui ne rentrent pas dans la logique marchande sont fragilisées.

C'est donc le marché, et notamment celui des multinationales de l'agrofourmiture (matériels, engrais, produits phytosanitaires) qui décide actuellement de l'orientation d'une production vitale, sur les mêmes principes que celle de scoubidou... Sans oublier tout le secteur agroalimentaire et de la distribution qui impose

ses conditions à des agriculteur-trice-s qui deviennent de plus en plus de simples sous-traitants de la production alimentaire.

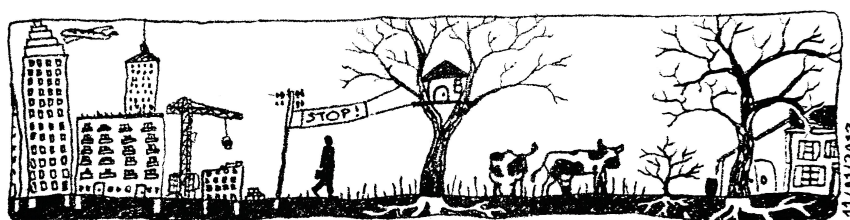
Résultats :

Dans nos contrées, en un peu plus de cinquante ans, la taille des parcelles augmentent pour permettre la mécanisation des travaux, le maïs fait son apparition dans les champs et le nombre de cultures et de variétés de chaque culture diminue pour simplifier et normaliser les itinéraires techniques, seules les variétés les plus productives sont sélectionnées et cultivées, à grand renforts d'engrais et de produits phytosanitaires, d'antibiotiques et d'ensilage pour les animaux, l'agriculture devient grande consommatrice d'énergies fossiles tant pour la production des produits chimiques que pour le carburant des engins, grande consommatrice aussi de travailleur-euse-s exploité-e-s, les fermes s'agrandissent et deviennent des exploitations agricoles qui doivent rentabiliser leurs investissements pour rembourser leurs emprunts, des subventions sont créées pour aider les filières en surproduction et permettre l'écoulement des stocks sur d'autres marchés, les denrées alimentaires deviennent des objets sur lesquels spéculer ...

Et partout dans le monde, les sols s'appauvrissent et s'érodent, les rivières, nappes phréatiques et littorales sont pollués, la matière organique manque au sol des régions de céréaliculture, et asphyxie les régions d'élevage, et il faut toujours plus d'intrants responsables de ces pollutions pour maintenir le niveau des rendements... les agricultures vivrières d'ici et des pays où arrivent les surplus agricoles sont détruites, des terres sont déforestées à l'autre bout du monde pour cultiver l'alimentation des troupeaux d'ici, l'agriculture perd tout sens pour des exploitant-e-s de moins en moins

nombreux-euses qui deviennent des sous-traitant d'une industrie agroalimentaire exigeant des produits toujours plus calibrés, les qualités nutritives et gustatives des produits en question se dégradent, l'obésité se développent d'un côté du globe tandis que les carences alimentaires persistent ou s'aggravent de l'autre...

Et c'est dans ce modèle d'agriculture insensé que les organismes génétiquement modifiés s'inscrivent, entre délire de maîtrise du vivant et création de nouveaux marchés pour les multinationales qui cherchent à contrôler et privatiser jusqu'aux séquences d'ADN ...



En sortir ?

Il existe des réponses techniques à la situation préoccupante des sols, de l'eau, de la biodiversité, des aliments et même du moral des paysan-ne-s : les pionniers de l'agriculture biologique, de la biodynamie, de l'agroécologie, les défenseur-euse-s des systèmes herbagers, de la permaculture et d'autres pratiques écologiques le savent et oeuvrent depuis un moment à la diffusion de ces agricultures dites alternatives. L'agroindustrie s'en rend compte aussi et est tout aussi capable de développer de nouvelles agricultures industrielles écologiquement viables : elle a d'ailleurs commencé à produire du bio à grande échelle, qu'elle peut vendre sans scrupule dans les supermarchés et sans renoncer le moins du monde à la logique économique capitaliste...

La question de l'agriculture demande de replacer cette activité productrice dans une réflexion plus générale sur la société dans laquelle nous souhaitons vivre. C'est une activité primaire et primordiale dont l'orientation ne peut pas dépendre que de ceux qui l'exercent

mais qui conditionne l'ensemble des membres de cette société (cette remarque est en fait valable pour la plupart des activités humaines " primaires " que ce soit le logement, l'éducation, la santé, ...).

Il est nécessaire de sortir l'agriculture des logiques macroéconomiques, et de (re?)mettre en place des systèmes complexes et diversifiés, avec association de cultures, réhabilitation de forêts alimentaires, de cultures et d'élevage, bref, de relocaliser production et consommation et permettre aux agricultures de chaque région

d'exister. Peut-être même relocaliser jusqu'à sortir des catégorisations producteur-

trice/ consommateur-trice (fussent-elles citoyen-ne-s...) dans lesquelles le capitalisme aime nous cantonner, et autoproduire une partie de nos alimentations. On peut se demander pourquoi certain-e-s acceptent de passer 80 heures par semaine ou pire à produire la nourriture pour d'autres, et pourquoi ces autres acceptent de perdre leur capacité à subvenir à leurs besoins vitaux pour aller travailler dans des emplois créés par et pour le système économique capitaliste.

On peut se demander pourquoi l'exigence d'une nourriture gratuite pour toute-s n'existe pas, alors qu'elle existe pour la santé, l'éducation, le transport, la culture, et ce qu'elle signifierait ... On peut aussi se demander pourquoi continuer à agrandir des villes sans que leur autonomie alimentaire ne soit possible, ou comment remettre de la culture vivrière en ville...

On peut se demander comment sortir l'alimentation des multinationales agroalimentaires, et du modèle d'alimentation mondialisée et normalisée qu'elles produisent,

basée sur une surconsommation de produits animaux, de calories, et de produits transformés. La question de l'agriculture demande une véritable réflexion sur la place (la nécessité ?) de l'élevage, et ce qu'il implique en terme de consommation d'espace, d'eau, mais aussi en terme de rapport avec les autres animaux.

Se battre pour sauver des terres menacées par des projets d'aménagement dévoreurs d'espace tels que les aéroports, les lignes de TGV, les autoroutes, les centres d'incinération, les parkings, contre le développement de zones commerciales ou industrielles, ou contre l'étalement urbain dont le modèle du pavillon individuel est un des plus gros consommateurs d'espace implique de se battre pour que ces terres restent vivantes, habitables, et donc de lutter contre le modèle agro-industriel actuel,

contre les mécanismes et les institutions qui le créent, contre les idéologies qui le pensent et le justifient.

Ca peut aussi être de rêver et de créer des jardins partagés, des potagers collectifs qui assurent la

subsistance de groupes à des échelles variées, de friches urbaines réappropriées pour y cultiver de quoi diminuer les dépendances au salariat et à la grande distribution, de liens entre villes et campagnes autour de ces espaces pour défaire les logiques



d'aménagement de territoire, de rencontres, d'échanges, d'apprentissages de savoir-faire autonomisants, d'usages collectifs d'espaces pour le glanage, la cueillette, le pâturage...

Bref, ces questions dépassent largement celles de la défense d'un métier ou d'un outil de travail, et il faudra un jour ou l'autre se les poser réellement et collectivement !

On nous appelle « les paysans »

Nous sommes restés terrés à la campagne ou bien nous sommes partis loin du béton des villes. Nous avons refusé d'être esclaves d'un boss..., mais nous sommes restés serviles car intégrés à ce système que l'on ne peut fuir.

Nous avons cherché un bout de terre, parce que nous n'étions pas (tous) nés avec. Toutes les terres sont sous le régime de la

Propriété Privée. Il en est qu'elle délaisse et que le temps valorise pour la spéculation, d'autres qu'elle loue, d'autres qu'elle vend.

Nous avons signé de moches baux qui nous engagent à payer régulièrement cette terre que nous nourrissons et qui nous nourrit.

Nous avons dépensé notre sueur et économisé pour payer un lopin. Il nous a fallu garantir et emprunter, et il nous faut désormais rembourser pour bonifier l'action Crédit Agricole. Nous sommes devenus propriétaires de quelques ares difficilement lâchés par ceux qui ne les comptent plus, nous sommes intégrés à la Propriété en restant propriété de l'Argent et de ceux qu'il engraisse.

Nous avons convoité une terre oubliée, cachée par les ronces, et nous l'avons cultivée jusqu'à ce que des bipèdes en costards et en uniformes la saccagent et nous poussent à aller recommencer ailleurs.

On nous a promis la tranquillité, du fric et des droits pour peu que, depuis ce bout de terre loué, acheté, hérité ou squatté-légalisé, nous fassions ce que la loi et l'économie veulent de nous, de notre travail.

On ne nous encore laissé que des non-choix.

On nous a dit qu'il fallait vendre les fruits de la terre et de notre travail, produire parce qu'ainsi nous vivrions mieux et que cela rendrait service au pays.

On nous a dit que pour cela, il fallait respecter encore un certain nombre de règles, faire des calculs, payer des taxes, et toujours tout noter pour que l'on nous contrôle.

Nous sommes des paysans, et souvent des comptables...

Nous sommes des paysans, et souvent des vendeurs...

Nous sommes en concurrence avec ceux qui ont des terres en abondance, avec les « gros » exploitants agricoles qui font trimer ceux qui n'ont rien, parfois pas même le droit d'être là parce qu'ils viennent d'ailleurs.

On nous a aussi loué ou vendu la mécanisation parce qu'il fallait faire du chiffre. Nous avons raqué, seuls ou à plusieurs, pour avoir des machines à traire, des machines à presser les grappes, des machines à écraser les châtaignes, des machines à labourer la terre, des



machines à récolter, des machines à planter... Comme nos pairs à l'usine, nous aussi, nous sommes devenus esclaves des machines. Parfois, bien sûr, nous avons refusé l'engrenage, sans doute aussi parce que le relief ou la banque ne nous laissaient pas forcément le choix.

Nous semons les graines qu'ils ont modifiées, sélectionnées pour leurs profits. Nous leurs rachetons sans cesse alors qu'elles ne sont pas adaptées à la terre où elles germent.

Nos vaches sont cirrhosées et se ressemblent toutes, parce qu'on veut faire d'elles des machines à produire du lait. Nos animaux sont obligatoirement fichés, médicamentés, tatoués, vaccinés et bientôt pucés, et c'est peut-être justement pour cela qu'ils sont malades, que les vaches deviennent folles, que les moutons sont brûlés par centaines, que les poules sont enfermées pour prévenir d'une

éventuelle épidémie.

Que l'on (se) vende pour l'industrie agro-alimentaire ou sur le marché du coin, on nous impose des normes à respecter parce que ce qui est vivant est trop incontrôlable. Il faut pasteuriser et javelliser les fromages, traiter voire irradier les fruits... Même le taux de sucre de la confiture doit être mesuré précisément. Nos bêtes, il faut qu'on les amène dans les abattoirs pour que l'on contrôle leur traçabilité et que des machines les massacrent en nombre. Il faut aussi les faire inséminer artificiellement...

On nous vend la poudre blanche, la poudre bleue, la poudre jaune..., pour accroître le rendement des terres, empoisonner les plantes et animaux nuisibles. Il est avéré que c'est aussi du poison pour nous, pour la terre et pour tout ce qu'il reste de vivant.

On nous vante le mérite du Bio : un nouveau marché pour lequel il faut revenir à ces méthodes qu'on nous avait présentées comme dépassées, mais qui permettent de vendre plus cher pour que les plus riches, eux, ne s'empoisonnent pas. Il faut intégrer soit des « labels » pour lesquels il faut payer pour pouvoir se faire contrôler, soit des « mentions » pour autogérer notre propre contrôle et notre propre marketing. Des solutions éco-industrielles pour que le Bio lui aussi soit productif et rentable arrivent, et nous restons encore une fois sur le carreau.

On nous transforme par ailleurs en paysagistes de leurs parcs à touristes, de leurs vitrines du développement durable, ouvriers du paysage-marchandise.

Nous devons repasser les draps des cadres en vacances, servir le repas terroir et, bien sûr, jouer pour eux le rôle de cette nostalgique et rustique paysannerie des temps perdus, ou bien celui d'illuminés qui vivent sobrement, décroissement, coolément, comme si nous étions en dehors du monde, perchés sur les montagnes et penchés béatement sous le cul des chèvres... Comme si notre travail était toujours un plaisir, comme si la misère de notre vie et celle du reste du monde nous laissaient indifférents...

Nous aussi, les banquiers nous sucent le sang. Nous aussi, nous tirons la gueule quand les factures arrivent. Parfois, nous ne pouvons pas nous permettre de manger ce que nous produisons parce que les « éco-produits labellisés luxe terroir » ne sont pas pour les petites gens. Parfois, le marché nous oblige à brader nos productions sans se soucier de nous voir crever.

Nous aussi nous nous contentons de survivre, faute de mieux.

Nos faits et gestes sont surveillés.

Nous sommes les larbins des riches.

Nous sommes esclaves de cette société, de son argent et de ses lois.

Nous sommes des paysans de la classe d'en bas.

Allons-nous rester éternellement soumis ?

Nous ne voulons plus, nous ne voulons pas, être ces paysans-là parce que nous ne voulons pas de ce monde-là !

Ne soyons pas leurs paysans pas plus que leurs ouvriers, leurs routiers, leurs maçons, leurs employés, leurs prostitués..., ni les allocataires ou les mendiants de leurs quelques miettes...

Finissons-en avec ces cases et ces séparations entre ceux qui subissent les conditions d'exploitation. Cultivons la révolte partout sur cette terre.

Faisons partie de ceux qui se battent contre ce que l'on nous présente comme indépassable. Le cul par terre, la tête dans les étoiles.

Texte tiré du Bulletin de contre-infos des Cévennes Mars 2010.



Bonjour,

Nous sommes un petit groupe de jeunes personnes occupant les forêts avoisinantes. Nous venons de différents pays et nous nous sommes rencontré-e-s et regroupé-e-s pour protéger la forêt, mais aussi pour lutter contre le projet d'aéroport.

Il y a des occupations dans la forêt de Rohanne, à la Gare, au Farouezt, et à la Saulce.

Dans le monde entier les forêts sont rasées pour le profit, sans aucune conscience des effets à long terme. La déforestation provoque la perte des habitats naturels de millions d'espèces et accélère le changement climatique. Nous pensons qu'il est important de protéger toutes les forêts.

La forêt de Rohanne a beaucoup d'espèces notamment des chevreuils, des chouettes, des écureuils, mais aussi des salamandres de feu. La forêt est un magnifique espace public où tout le monde est le bienvenu. Nous sentons avec force qu'il est important de garder cet espace ouvert pour cette génération et celles qui suivront. Si cela devient un aéroport, il ne profitera qu'à certaines personnes.

Certains d'entre vous ont sans aucun doute remarqué les barricades à l'entrée de la forêt, elles servent à la protéger en cas d'intervention de la police. Nous voulons qu'il soit clair que les barricades servent uniquement à protéger la forêt de ceux qui veulent la détruire ou la couper.

Au point où nous en sommes, il y a encore une possibilité de retour mais quand les arbres seront tous coupés nous ne pourrons plus rien faire. Nous pensons qu'il est nécessaire de se battre contre ce projet d'aéroport et de travailler ensemble. Nous devons être le plus optimistes possible. Couper les arbres aujourd'hui c'est abandonner face à l'aéroport. Nous occupons la forêt mais elle est à tout le monde et nous serions ravis d'accueillir des visiteurs dans nos habitats. Nous serions heureux d'en discuter avec vous ou de partager une tasse de thé avec quiconque voudrait en savoir plus sur qui nous sommes et ce que nous faisons. Tous les jours vous êtes les bienvenu-e-s en particulier le dimanche où nous sommes là pour partager du temps ensemble.

Dans l'espoir de vous voir très vite,

Les habitant-e-s des forêts.



Est ce que tu viens pour les vacances ?

Encore un argument inattaquable pour défendre un aéroport : il faut bien que les gens partent en vacances, voyagent, s'ouvrent l'esprit, découvrent le monde...

C'est vrai qu'après avoir œuvré quelques siècles pour transformer tout le monde en travailleur-euse, état et patronat ont daigné, un peu contraints et forcés, accorder quelques jours de congés payés.

Mais comme dans le système capitaliste, quand on n'est pas en train de travailler, c'est qu'on est en train de consommer (ce que d'autres produisent en travaillant, pendant qu'on travaille à produire des trucs qui nous servent à rien...), le temps libéré du travail est devenu immédiatement ou presque un temps de consommation, et le marché du loisir a pu se développer : sport, cinéma, carte postale, concert, glace, ... et bien sûr, tourisme. Si ces activités ont pu commencer sous forme militante et/ou associative en vue de l'épanouissement des travailleur-euse-s, le capitalisme, toujours à l'affût de nouveaux marchés pour alimenter la croissance, les a vite transformés en produits comme les autres, qu'il faut accumuler, et sur lesquels on perd tout contrôle.

La "démocratisation" de l'avion s'inscrit complètement dans cette logique de consommation : d'abord considéré comme un produit de luxe réservé à une élite fortunée, les voyages sont aujourd'hui un "droit" de tou-te-s, et le low-cost la solution pour permettre à chacun-e d'en consommer et de pouvoir dire qu'elle a fait l'Afrique.

Le voyage devient comme tous les biens de consommation passés à la moulinette du marché, un produit standardisé, normalisé, aseptisé, reproductibles à grande échelle, vidé de son sens. Partout les mêmes hôtels, les mêmes services, les mêmes bonnes adresses recommandées, permettent d'être sûr de retrouver les mêmes repères où qu'on soit dans le monde, d'être sur-e d'avoir vu ce qu'il fallait voir ...

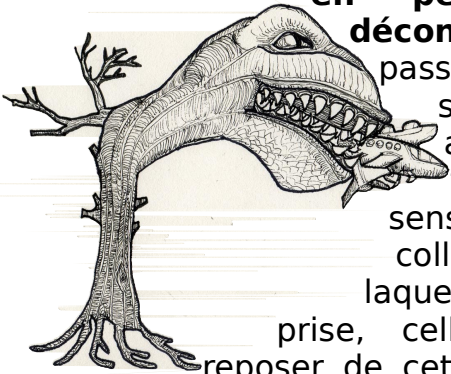
De quelle découverte parle-t-on alors ? Rencontrer l' "Autre", qu'elle soit au bout du monde ou au pas de sa porte, demande du temps et de l'attention. La disparition des réalités physiques des distances et des obstacles -qui fait se retrouver en quelques heures dans un milieu, un contexte, une culture différente- , permet difficilement les temps de transition, d'adaptation, et/ou de compréhension : toutes choses étant accessibles partout tout le temps, elles s'alignent et se banalisent.

Sans compter qu'une bonne partie du tourisme mondial est à destination de pays " exotiques " dont on vient admirer l' " authenticité " pendant sa semaine de vacances, et qu'on participe à exploiter par un mode de vie et le système économique auquel on contribue chaque jour ... (Il y a aussi de fortes chances pour qu'on l'exploite aussi pendant ses vacances, le propre du touriste étant d'avoir besoin de faire travailler énormément de gens pour pouvoir jouir tranquillement du fait de ne pas avoir à travailler pendant ces quelques jours)

Le problème n'est pas le voyage ou les vacances, mais de trouver ça normal de perdre sa vie à la gagner en bossant, et en plus de s'estimer heureux-euse d'avoir quelques semaines par an le droit de faire autre chose. C'est d'accepter que les envies (si elles existent, parce qu'elles sont actuellement soigneusement entretenues par la publicité) de découverte, de nouveaux horizons doivent tenir dans 2 semaines.

L'avion devient alors indispensable pour quiconque a envie d'aller un peu loin pendant ce laps de temps, et la consommation touristique compulsive pour avoir l'impression d'en avoir profité. De la même manière, l'autoroute devient absolument nécessaire pour mettre à portée de toutes les pistes de ski des montagnes ravagées par cette industrie du tourisme, le TGV pour permettre à tout le monde de découvrir les métropoles aux mêmes pavés et mêmes places où qu'elles soient.

Le problème, c'est d'accepter de voir sa vie encadrée, découpée en petites tranches déconnectées : celle passée à gagner un salaire par une activité qui n'a pas forcément de sens, ni individuel ni collectif et sur laquelle il n'y a aucune prise, celle passée à se reposer de cette activité devant une télé ou dans un supermarché, celle où on apprend des choses, celle passée à consommer, celle où cultiver son capital " santé "...



Le problème, c'est de ne pas voir que non seulement il n'y aura pas de futur radieux dans lequel toutes les humains prendront l'avion comme elles en auraient envie (pas plus que toute l'humanité ne pourra avoir 3 voitures par foyer, manger 5 steaks par semaine et avoir la dernière trouvaille hightech) sous peine de finir étouffé-e-s par les déchets de ces industries, les pollutions des eaux, des airs, des sols, le réchauffement climatique, les guerres pour l'accès aux ressources de plus en plus rares, mais qu'il n'y a déjà pas non de présent radieux dans lequel une minorité de l'humanité profiterait de ces " progrès " en attendant que le reste du monde atteigne son niveau, Ce monde est déjà invivable pour les 3/4 des générations présentes !

Le problème, c'est que ce modèle de bonheur à l'occidental tel qu'il se répand dans le monde est déjà synonyme de l'exploitation de travailleur-euse-s à toutes les étapes de production de ces produits " indispensables ", parce qu'il est déjà synonyme de guerres, de pollutions, parce qu'il fait déjà disparaître les espaces vivables, en détruisant tous les systèmes de solidarité, d'entraide, de partage pour les remplacer par un monde de normes, de règles et d'abstractions.

**On s'en fout des générations futures,
c'est pour ceux qui vivent maintenant qu'on se bat !**

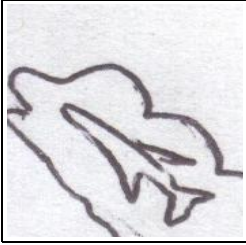
Quelques citations d'Ivan Illich ... Tout est dans Energie et Equité

Passé un certain seuil de consommation d'énergie, l'industrie du transport dicte la configuration de l'espace social. La chaussée s'élargit, elle s'enfonce comme un coin dans le coeur de la ville et sépare les anciens voisins. La route fait reculer les champs hors de portée du paysan mexicain qui voudrait s'y rendre à pied. Au Brésil, l'ambulance fait reculer le cabinet du médecin au-delà de la courte distance sur laquelle on peut porter un enfant malade. A New-York, le médecin ne fait plus de visite à domicile, car la voiture a fait de l'hôpital le seul lieu où il convienne d'être malade. Dès que les poids lourds atteignent un village élevé des Andes, une partie du marché local disparaît. Puis, lorsque l'école secondaire s'installe sur la place, en même temps que s'ouvre la route goudronnée, de plus en plus de jeunes gens partent à la ville, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus une seule famille qui n'espère rejoindre l'un des siens, établi là-bas, sur la côte, à des centaines de kilomètres.

L'industrie du transport façonne son produit : l'usager. Chassé du monde où les personnes sont douées d'autonomie, il a perdu aussi l'impression de se trouver au centre du monde. Il a conscience de manquer de plus en plus de temps, bien qu'il utilise chaque jour la voiture, le train, l'autobus, le métro et l'ascenseur, le tout pour franchir en moyenne 30 kilomètres, souvent dans un rayon de moins de 10 kilomètres. Le sol se dérobe sous ses pieds, il est cloué à la roue. Qu'il prenne le métro ou l'avion, il a toujours le sentiment d'aller moins vite ou moins bien que les autres et il est jaloux des raccourcis qu'empruntent les privilégiés pour échapper à l'exaspération créée par la circulation. Enchaîné à l'horaire de son train de banlieue, il rêve d'avoir une auto. Epuisé par les embouteillages aux heures de pointe, il envie le riche qui se déplace à contresens. Il paie sa voiture de sa poche, mais il sait trop bien que le PDG utilise les voitures de l'entreprise, fait rembourser son essence comme frais généraux ou se fait louer une voiture sans bourse délier. L'usager se trouve tout au bas de l'échelle où sans cesse augmentent l'inégalité, le manque de temps et sa propre impuissance, mais pour y mettre fin, il s'accroche à l'espoir fou d'obtenir plus de la même chose : une circulation améliorée par des transports plus rapides. Il réclame des améliorations techniques des véhicules, des voies de circulation et des horaires ; ou bien il appelle de ses voeux une révolution qui organise des transports publics rapides en nationalisant les moyens de transport. Jamais il ne calcule le prix qu'il lui en coûtera pour être ainsi véhiculé dans un avenir meilleur.

ON NE PEUT PAS ÊTRE CONTRE LE PROGRÈS ...

Un avion, c'est le progrès : ça vole sans plume, ça défie les lois de la pesanteur, bref, c'est la preuve de l'ingéniosité humaine et de sa supériorité sur la nature ... On pourrait à la rigueur admirer cette prouesse technique si elle se contentait de ce statut, mais l'invention d'une technique s'arrête rarement (jamais ?) là, et il faut l'utiliser. Et qui dit avion, dit infrastructures aéroportuaires gigantesques, aménagement des villes et du monde en fonction de ce mode de transport, concentration de flux, banalisation des voyages et des tours du monde, développement de la surveillance pour la sécurité des voyageurs, exploitation de travailleurs à toutes les étapes, pillage des sous-sols, pollution des airs, des eaux, des sols ce qui devrait moins faire rêver



Le progrès, c'est cette idée venue des Lumières selon laquelle l'humanité avance inexorablement et en droite ligne vers le bonheur, selon laquelle on peut analyser l'histoire depuis l'âge de pierre comme une progression pour arriver là où les pays "développés" en sont, et indiquer ainsi la marche à suivre aux pays "sous-développés" ou en "voie de développement", qui ont encore des efforts à faire pour suivre les traces de leurs prédécesseurs civilisés. C'est une vision de l'histoire et du monde qui estime que chaque découverte scientifique ou progrès technique marque une étape, logique, dans une histoire universelle et totalisante.

Cette vision oublie que l'histoire est écrite par ceux qui y croient et en bénéficient (celle-ci en l'occurrence met en valeur les nations industrielles au détriment d'autres visions du monde et du temps), que l'on ne connaît des inventions ou découvertes que celles qui ont eu l'occasion de se développer parce qu'elles correspondaient à des contextes économiques et politiques favorables et non pas parce qu'elles étaient une suite logique d'un processus d'amélioration, et que l'évolution aurait pu prendre des milliers de voies différentes... C'est oublier aussi que rien ne prouve que la situation s'améliore pour tou-te-s et que le monde "développé" parce qu'il y avait un premier, en main débouchés pour ses que les pays "en modèle ...mais c'est au dessus de toute



dont on est si fier ne s'est développé que "Nouveau" monde à exploiter, en matière d'oeuvre bon marché, mais aussi comme marchés...(ce qui devrait rendre flagrant développement" ne pourront pas suivre ce l'avantage des dominants de pouvoir être logique...)

Le progrès, c'est une normalisé,

scientifique, pour l'humanité : quelques indicateurs, parmi lesquels celui dominant de la croissance économique, permettent d'évaluer l'état du monde, et de prendre les mesures nécessaires... Cette vision matérialiste du bonheur, qui le définit en terme de quantité, d'accumulation de biens et de services, est persuadé que le bonheur de l'humanité sera atteint quand tou-te-s pourront avoir accès à la dernière trouvaille technologique, et qu'importe si pour que ce soit possible, toutes les structures de solidarités, d'autonomie, et de sens ont été détruites, que tou-te-s doivent passer leur vie entre le boulot et le supermarché, dans un monde de plus en plus pollué, que les individus soient dépossédés de leur capacité de compréhension et de choix du sens de leur vie.

C'est ainsi que depuis quelques siècles, les états justifient leurs décisions, leurs gestions du monde, la création d'institutions et d'experts techniques, qui à grand coup d'ajustements structurels résolvent les problèmes du monde ... C'est devenue une notion tellement toute-cause, même avec ses impossible : les indicateurs années 70, le Produit Intérieur croissance économique) et les de santé, de scolarisation, de où ceci a un quelconque n'évoluent plus parallèlement, PIB augmente, plus le reste et analyses ne montrent que monde intégrera ce nouveau



puissante que sa remise en techniques, est rendue montrent que depuis les Brut (indicateur de la indicateurs sociaux (niveau bien-être ... dans la mesure rapport avec le "bonheur") mais au contraire que plus le diminue, rien dans les faits le logiciel de gestion du paramètre ...

« On n'arrête pas le progrès », même de de l'arrogance de lequel le bonheur est une "scientifiques" à l'appui et non une question morale ou philosophique, qui ne nécessite plus qu'une bureaucratie et le système répressif qui va avec pour corriger ceux qui ne voudraient pas rentrer dans ces cadres...

cette phrase est l'image l'idéologie d'un monde dans question résolue, preuves

Nous voulons arrêter le progrès, reprendre le pouvoir sur ces choix de monde, se réapproprier le sens de nos vies, reprendre le droit de nous poser des questions et laisser aux autres la possibilité de trouver d'autres réponses !

C'est un changement d'imaginaire qu'il faut construire, dans lequel l'humanité n'a pas comme horizon indépassable l'augmentation de production, de biens autant que de services, mais la construction d'espaces d'épanouissements collectifs, de solidarités, d'autonomies, d'entraides...



Pour aller plus loin sur une critique du progrès, on peut lire par exemple « La ligne d'horizon » de François Partant, les ouvrages d'Ivan Illich, les brochures « Le progrès, c'est mal » téléchargeable sur infokiosques.net.... (et pour une critique d'Internet, on peut utiliser les mêmes arguments ...)

CRITIQUE DE LA TECHNIQUE ET DU SALARIAT OU POURQUOI LES LUDDITES AVAIENT TOUT COMPRIS :

LES LUDDITES, UNE TENTATIVE DE RÉAPPROPRIATION

Extrait de « Quelques éléments d'une critique de la société industrielle » suivies d'une « Introduction à la réappropriation, ébauche de 1999 - juin 2003 » Supplément à Notes & Morceaux Choisis, Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, disponible au 52, rue Damrémont, 75018 Paris

Les Luddites étaient des travailleurs et travailleuses anglais-e-s qui menèrent un mouvement insurrectionnel et détruisirent la machinerie industrielle. Ils se donnaient pour nom collectif celui de Général Ludd ou Roi Ludd. Le mouvement, apparu vers la fin de 1811 à Nottingham, s'étendit en Angleterre de comté en comté jusqu'en 1816.

Dans le monde anglo-saxon, il est aujourd'hui courant que quelqu'un qui s'oppose au progrès technologique soit péjorativement taxé de luddite, mais nombreux sont ceux qui depuis les années 1980 et 1990 ont arboré le drapeau du luddisme : occupations rurales en Espagne, actions contre les cultures transgéniques en France, Belgique ou Royaume-Uni, mouvements

paysans de résistance au Brésil ou en Inde, tous font eux aussi montre d'une rébellion contre le progrès technoscientifique [5].

Le mouvement insurrectionnel des Luddites s'attaque aux machines et aux usines nouvellement introduites par des entrepreneurs capitalistes. Mais les tisserands, les fileurs et tondeurs de draps et leurs ouvriers qui composent l'essentiel de ce mouvement ne sont pas pour autant technophobes. Par ces actions, ils cherchent à protéger leurs communautés, leur liberté et leur autonomie contre les capitalistes.

A cette époque il n'existe pas de « protection sociale » au sens moderne qui désigne en fait une prise en charge par l'Etat. La seule protection sociale qui existe est celle que ces ouvriers et artisans se sont donnée eux-mêmes à travers leur organisation sociale communautaire, centrée autour d'une économie domestique, la culture familiale d'un lopin de terre et la production de drap à l'aide de machines à tisser ou à carder. Il y a là un ensemble de relations sociales fondées sur le droit coutumier, la réciprocité et l'entraide à l'intérieur du village et dans la corporation.

Cet ensemble de conditions économiques et surtout d'institutions et de coutumes sociales leur assurait une certaine indépendance par rapport aux marchands à qui ils vendaient leur production.



On peut donc dire que la révolte des Luddites contre les machines et l'usine était conservatrice, mais elle n'était pas pour autant réactionnaire, car ils s'opposaient en connaissance de cause à ce qui était en réalité une régression humaine et sociale.

Car ce que les entrepreneurs capitalistes voulaient imposer, ce n'est rien d'autre que le salariat, c'est-à-dire des rapports sociaux fondés uniquement sur l'argent et l'échange marchand.

Etre salarié, cela signifiait pour ces artisans non seulement être aux ordres d'un patron, être serviteur d'une machine et être à la merci des caprices du marché qui peuvent, d'un jour à l'autre, vous priver de travail et de revenu et vous jeter à la rue - mais c'est entrer aussi dans un état de dénuement, de dépendance et de dépossession général tel que l'on se voit obligé de se vendre pour devoir tout acheter [6].

soumis aux ordres et à la discipline du maître, d'un artisan, qui avait le loisir 'd'aller et venir' comme bon lui semblait, était assez profond pour que les gens soient prêts à verser le sang plutôt que d'être contraints à passer d'un bord à l'autre. Et, dans le système de valeurs de la communauté, ceux qui résistaient à la dégradation étaient dans leur droit. (...)

Ce qui était en jeu, c'était tout un mode de vie pour la communauté, et nous devons donc comprendre que l'opposition des tondeurs à certaines machines allait bien au-delà de la défense de son niveau de vie par un groupe particulier de travailleurs qualifiés. Ces machines étaient le symbole vivant de l'empiétement progressif du système industriel. » [7]

Et cela conjointement avec l'appui du pouvoir politique, de l'Etat, qui priva ces travailleurs de tous leurs droits constitutionnels :

non seulement les droits coutumiers et la législation du travail (pourtant tous deux très paternalistes) furent abolis, mais des lois contre les associations (c'est-à-dire contre toute forme d'activité syndicale) furent également votées par le Parlement. Par ces différentes dispositions autant techniques que juridiques, les classes dominantes visaient à réduire les artisans et les travailleurs indépendants à l'état de simples instruments, de main-d'œuvre exploitable à volonté, de rouages dociles pour leurs machines.

Les entrepreneurs capitalistes qui introduisaient les machines et l'usine n'avaient donc rien d'autre à proposer que l'esclavage, la « guerre de tous contre tous » et la misère : « Le fossé qui séparait un 'serviteur', un ouvrier salarié



Les machines ne rapportent des profits qu'à un seul au lieu de faire vivre dignement une communauté et leur production est généralement de bien moindre qualité, mais elles produisent plus, plus rapidement et à moindre coût. A côté des dispositions légales, c'est également grâce à ce dumping que les capitalistes réussirent à imposer le mode de production industriel, le salariat et l'usine.

Il est à noter que ce dumping alors dirigé contre les structures sociales des peuples occidentaux, est toujours employé aujourd'hui pour détruire les économies locales des pays dits « en voie de développement », moins sur les produits manufacturés que sur les denrées alimentaires. Les agricultures des pays industriels, hyper-productives autant qu'ultra-subsventionnées, déversent leurs excédents dans les pays du tiers-monde à des prix défiant toute concurrence, et particulièrement celle de la production locale.

Ainsi, c'est non seulement la petite paysannerie qui ne peut plus vivre de ses productions (avec pour conséquence des disettes et des famines qui viennent justifier de nouvelles importations à bas prix),

mais c'est aussi l'ensemble de la vie sociale, l'indépendance des communautés et par là leurs rapports entre elles qui sont bouleversés (d'où exode rural, misère urbaine, conflits ethniques, etc., qui viennent tous justifier le « développement », c'est-à-dire le pillage des ressources de ces pays).

Je ne veux pas pour autant présenter les communautés traditionnelles, dont étaient issus également les Luddites, comme une forme sociale idyllique et parfaite. Mais face au projet politique et social du capitalisme, elles avaient au moins le mérite d'être réellement des organisations sociales à échelle humaine, où chacun pouvait trouver ou créer un équilibre dans ses rapports avec les autres. L'économie et la technique y étaient mises au service des hommes, et non le contraire. Le prix des denrées et la rémunération du travail, par exemple, y étaient régis par un ensemble de coutumes et parfois de lois qui effectuaient une redistribution de la richesse produite collectivement, assurant à chaque membre de la communauté de quoi vivre.

Les améliorations techniques étaient étroitement contenues dans certaines limites qui permettaient leur intégration progressive dans les métiers sans bouleverser brutalement les rapports sociaux : il était inacceptable pour les Luddites qu'une machine jette brutalement sur le pavé des travailleurs qualifiés, car le but du travail et de la production n'était pas le salaire ou le profit (au sens où l'entendent les capitalistes) mais bien d'assurer aux personnes les moyens d'une existence digne et indépendante.

On le voit, deux conceptions de la vie humaine et sociale, deux projets politiques se sont affrontés autour de ces machines. Dans l'optique qui est celle des Luddites, l'emploi d'un progrès technique est subordonné à la maîtrise individuelle et collective de l'ensemble du processus ayant trait à sa mise en œuvre à l'intérieur de l'organisation sociale.

les Luddites aient également imaginé se les approprier, en acquérir la maîtrise technique, et à partir de là réformer leurs communautés dans le sens d'un plus grand progrès social et humain, d'une plus grande liberté et autonomie pour les personnes. C'est pourquoi ils ne détruisirent pas aveuglément toutes les machines, mais seulement celles des employeurs qui bâclaient le travail, payant trop peu leurs ouvriers.

Ce n'est pas la communauté et les individus qui doivent s'adapter à la machine, mais bien la machine qui doit s'intégrer à l'organisation sociale... Car les machines étaient alors suffisamment simples pour que

Les Luddites n'attendaient donc pas le progrès de l'Histoire, de l'accroissement des forces productives, des mécanismes du marché ou de l'Etat, mais bien de leur capacité à maîtriser les conditions de leur existence à travers leurs métiers et leurs communautés et surtout de leur propre activité politique, de leur lutte contre le système capitaliste et industriel qui cherchait au contraire à les déposséder de tout pouvoir sur leur existence.

L'insurrection Luddite fut finalement réprimée férocement par la bourgeoisie et la noblesse anglaises, toutes deux alliées par une sainte trouille de voir l'exemple de la Révolution Française franchir la Manche. Elles allèrent jusqu'à instaurer la peine de mort pour « bris de machine », ce qui signifie que le fonctionnement des machines avait bien plus d'importance à leurs yeux que la vie humaine. L'économie politique capitaliste, dès ses débuts, est donc bien « le reniement achevé de l'homme » (Marx) et tout le processus d'industrialisation au XIXème siècle ne l'illustrera que trop clairement [8].

On voit au passage que ce fameux « marché libre et autorégulateur » - inventé et théorisé par Adam Smith dans son ouvrage « *La richesse*

des nations », publié en 1776 - que les libéraux prétendent si « naturel » a été en réalité imposé par l'Etat, baïonnette au canon, à des populations qui dans l'ensemble n'en voulaient pas.

L'industrialisation prendra son essor au cours du XIXème siècle en engendrant une désorganisation sociale et un désastre humain sans précédent dans l'histoire, particulièrement en Angleterre : liquidation de l'agriculture, destruction des communautés paysannes et artisanales, paupérisme, exploitation des femmes et des enfants dans les mines et les filatures, colonialisme, etc.

Le progrès technique, qui a alors entraîné une indéniable augmentation des rendements et de la production, a été payé par une non moins indéniable régression de la condition des classes populaires.

Bertrand Louart



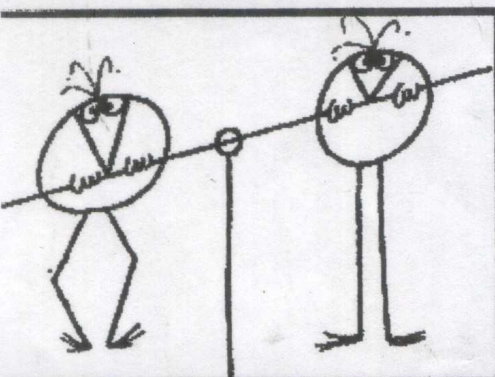
[5] Cette introduction est extraite de l'auto-interview de « *Los Amigos de Ludd* », bulletin d'information anti-industriel rédigé et publié en Espagne. Traduction en français, et autres articles sur ce thème, sur le site de « [Notes et Morceaux choisis](#) »

[6] L'opposition populaire à l'introduction du système capitaliste et industriel au XIXème et XXème siècles est généralement ignorée par l'histoire officielle, alors que c'est une constante qui se manifeste à chaque tentative d'implantation d'usine, quel que soit le pays. Voir par exemple « *L'anti-machinisme en Espagne* » publié dans « *Los Amigos de Ludd* » no 3, juin 2002 - article en français disponible sur demande à *Notes & Morceaux Choisis*

[7] E. P. Thompson, « *La formation de la classe ouvrière anglaise* », 1969

[8] Voir par exemple l'enquête menée dans les régions minières de l'Angleterre par Georges Orwell, « *Le quai de Wigan* », 1937. Le chapitre XII de ce livre est une discussion sur les conséquences du développement complet de l'« industrialisme » et du « machinisme » - on parlerait aujourd'hui d'automatisation - qui est toujours d'actualité : « Seule notre époque, l'époque de la mécanisation triomphante, nous permet d'éprouver réellement la pente naturelle de la machine, qui consiste à rendre impossible toute vie humaine authentique. »

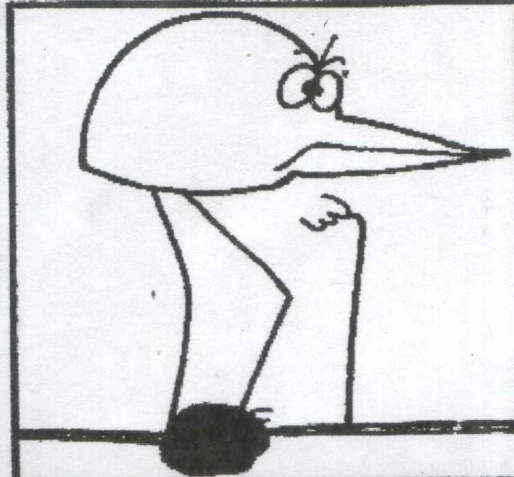
LES SHADOKS DISENT NON À L'AÉROPORT NOTRE-DAME-DES-LANDES



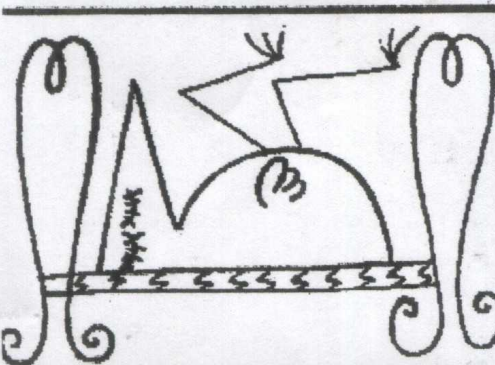
Depuis trop longtemps, les shadoks pompaient, pompaient, pompaient ...



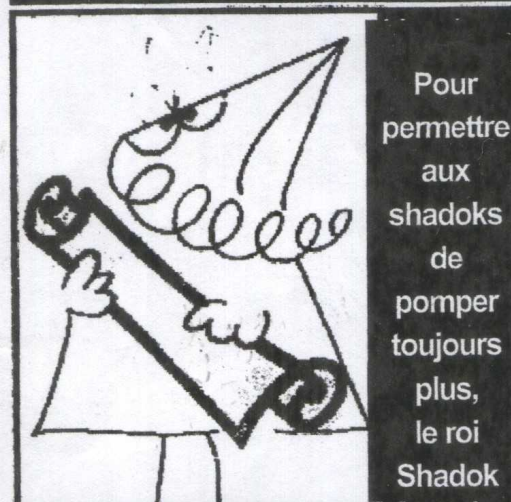
En 2008, les pompeuses, ivres de pomper ont explosé et recouvert Shadokville de débris, de dégoulinures de pompage



Pour faire face à cette catastrophe, le roi Shadok a décidé que les Shadoks devaient pomper encore plus...

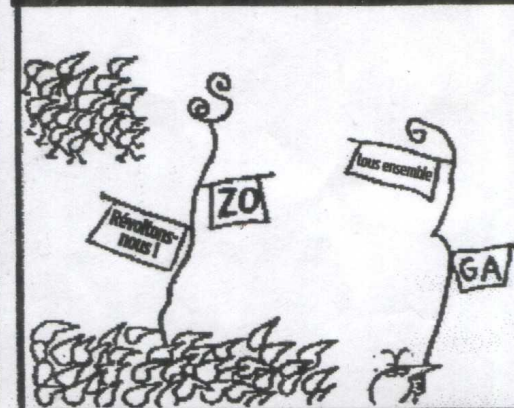


Mais plus les shadoks pompaient, plus leurs conditions de vie se détérioraient. Plus ils pompaient, plus la terre shadok se dégradait.



Pour permettre aux shadoks de pomper toujours plus, le roi Shadok

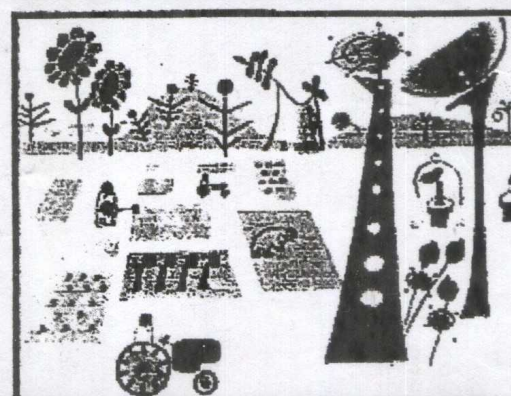
imagina d'installer une gigantesque aéropompeuse à Notre-Dames des Landes.



Anti-écologique, anti-social, coûteux et inutile, ce projet pompeux allait faire disparaître des milliers d'hectares pour une agriculture de proximité. Alors les shadoks descendirent dans la rue...



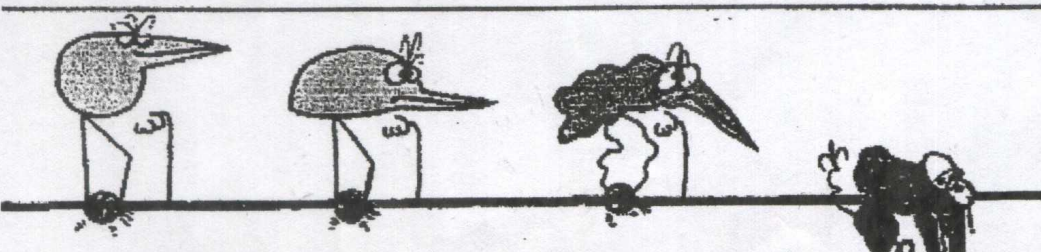
Et posèrent la question : pourquoi et pour qui pompons-nous ?



Ils refusèrent l'aéropompeuse. Ils voulaient organiser la société shadok autrement.



Contre les ravages du pompage, une seule solution, la société écologique, égalitaire, émancipatrice et solidaire !



Pomper toujours plus, produire toujours plus, détruire toujours plus pour le profit de quelques-uns contre le bien commun est l'idéal des gouvernants. Il n'y a pas de capitalisme à visage humain

RÉQUISITIONNONS ET PARTAGEONS LES RICHESSES !

STOPPONS LE PRODUCTIVISME DESTRUCTEUR !

ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE (PAS) ?

La « crise », ça vous étonne vraiment ?

Et vous croyez, vous, qu'en refillant des milliards aux banques et aux entreprises, on va y remédier?

Vous y croyez encore aux vieilles lunes sur la moralisation du capitalisme et aux recettes productivistes des politiques responsables de cette situation?

Vous pensez vraiment qu'un retour de la croissance est souhaitable?

Vous croyez qu'ils nous proposent autre chose qu'une croissance du travail précaire et des inégalités sociales?

Vous ne croyez pas, vous, que la relance de la consommation est surtout la relance du désastre écologique et social.

Vous y croyez que c'est en accélérant les investissements dans des industries polluantes et humainement aliénantes qu'on va s'en sortir ?

Vous croyez, vous, que notre région a besoin d'un nouvel Ayraultport alors qu'Air-France a déjà commencé à supprimer des lignes à l'aéroport de Nantes-Atlantique?

Vous-y croyez à la répression comme réponse systématique à tou-te-s ceux et celles qui s'opposent à cette logique ?

Vous vous sentez rassurés dans une société qui a tant besoin de flics, de vidéo-surveillance, de fichage et de prisons pour protéger la richesse et ceux qui la détiennent?

Désirez-vous vraiment un monde qui nous promet, pour seul horizon, un nouvel écran plasma made in China, un 4x4 flambant neuf, un Big mac' aux OGM et une semaine aux Seychelles pour décompresser une fois par an ?

Vous y croyez encore aux solutions qu'ils nous assènent?

Et si les réponses, c'était à nous de les inventer ?

Peut-être en commençant par arrêter d'avoir peur?

En nous réappropriant le droit de choisir plutôt que de subir ?

En nous opposant résolument à ce qui nous enferme ?

En privilégiant la **coopération** plutôt que la concurrence de tous contre tous ?

En refusant leurs frontières mentales et géographiques ?

En inventant des modes de vie écologiquement viables ?

En échangeant **nos savoirs** et **notre créativité** plutôt que des marchandises et de l'argent ?

En faisant confiance à **nos désirs** et **notre puissance collective** plutôt qu'à l'impuissance de l'homo economicus ?

Alors, c'est quand qu'on s'y colle ensemble ?

Là où ils créent un désert...

VINCI AMÉNAGE

...ils disent qu'ils apportent le progrès



Vinci - et ses filiales - spéculent sur nos déplacements, expulse des quartiers et campagnes, bétonne et assepsie nos espaces et nos vies pour vendre le mythe du progrès. Comme d'autres groupes multinationaux, il concrétise les projets étatiques de quadrillage et de contrôle des sociétés.

Pourtant, des luttes s'organisent :

- contre l'autoroute Moscou - St. Pétersbourg (Khimki, Russie)
- la Ligne Grande Vitesse Tours - Bordeaux
- l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Nantes)
- ITER, expérimentation de fusion nucléaire (Cadarache)
- les mines d'uranium (Niger)

D'autres chantiers peu visibles restent pour l'instant moins contestés : réseaux de vidéo-surveillance, télé-travail, parkings, pipelines, incinérateurs, etc. Partout, l'arrogant « leader mondial de la construction-concession » impose ses projets et laisse penser qu'il est invincible.

Parce que c'est sur notre résignation qu'il construit son business, opposons-lui nos colères comme autant de grains de sable dans chaque rouage de sa machine.

Faisons mordre la poussière à Vinci par une campagne déterminée et endurente.

ARRÊTONS LE CARNAGE !

Vinci et le nucléaire, de vrais atomes crochus

Tract trouvé sur
En campagne contre Vinci

Le nucléaire ne se
répondre à nos

pas non plus à cause de quelques "irresponsables" qui oublient d'éteindre la veilleuse de la télé. Au contraire, il provient d'un véritable système organisé où les plus grands acteurs sont aussi les principaux, voire uniques, bénéficiaires.

développe pas pour
besoins. Il ne progresse

Parmi ceux-ci, Areva et EDF sont les plus médiatisés, mais on oublie trop souvent que d'autres ont des responsabilités tout aussi importantes.

Vinci, pilier du nucléaire

Vinci est le partenaire incontournable d'Areva. Depuis le début du nucléaire français, dans les années 40, Vinci a permis sa réalisation (83 % du parc nucléaire français) et n'a pas cessé d'en faire la promotion et d'en empocher les bénéfices.

Le groupe Vinci s'est imposé dans toute la chaîne du nucléaire. A travers sa filiale Sogea Satom, il exploite avec Areva des mines d'uranium au Gabon et au Niger. Malgré de nombreuses intimidations et une forte répression, les conditions d'exploitation de ces mines ont pu être dénoncées par des travailleurs et des associations. Dès la sortie des mines, les minerais sont acheminés vers l'Europe grâce à des infrastructures de transport réalisées par lui-même. Par exemple, la « Route de l'uranium » qui relie Arlit à Tahoua a été réalisée uniquement à cette fin.

Après avoir construit quatre centrales nucléaires sur cinq en France et 60 % des centrales du Royaume Uni, Vinci Construction Grands Projets se lance sur les nouveaux marchés qu'offrent les EPR : Centrale de

Flamanville, nouveau programme nucléaire britannique, développement du nucléaire en Inde et en Chine. Leurs contrats ne s'arrêtent pas à la construction, Vinci (Nuvia, Vinci Energie) assure également la maintenance et la prolongation de la durée de vie des centrales.

Omexom se charge pour le compte d'EDF de la transformation haute tension à la sortie des centrales ainsi que de la distribution de l'électricité pour les structures industrielles, ferroviaires et les réseaux de transports.

Le groupe est présent jusqu'à la fin du cycle : Nuvia s'occupe du démantèlement des centrales ainsi que de la gestion des déchets. Il pousse même le cynisme jusqu'à décrocher des contrats après les catastrophes nucléaires : Vinci Construction Grands Projets avec Bouygues Travaux Publics prend en charge le confinement du sarcophage de Tchernobyl, et serait en cours de signer des contrats de reconstruction à Fukushima. En tant qu'expert en catastrophes nucléaires, Vinci sait tirer profit de toutes les situations.

D'ailleurs, comme si tout cela ne suffisait pas, Vinci se vante d'être à la pointe des dernières expérimentations les plus délirantes : la première centrale sur une faille sismique, le projet de fusion nucléaire ITER

(Cadarache), le stockage en milieu argileux des déchets radioactifs (Bure), le réacteur d'essai à terre des moteurs des sous-marins nucléaires...

Le nucléaire, pilier du capital

En dehors des catastrophes et de la problématique des déchets, le nucléaire crée une nuisance bien plus insidieuse. C'est une technologie de pointe qui nécessite un très grand degré de spécialisation. Elle est donc concentrée entre les mains de quelques experts à qui nous sommes condamnés à donner notre confiance. Nous n'avons plus aucun contrôle sur eux et nous nous retrouvons totalement dépossédés. En cas de renversement de cette société serions-nous en capacité d'arrêter les centrales ?

Le nucléaire civil est étroitement lié au nucléaire militaire, ce n'est pas pour rien que les états occidentaux refusent à l'Iran l'accès à cette technologie. En raison de son potentiel de destruction massive, le développement du nucléaire est accompagné de la militarisation de toute sa filière. Le secret technologique devient alors secret défense et chaque site nucléaire devient une zone militaire. Cadarache en est un bon exemple. Au même titre que le pétrole, l'uranium représente un intérêt économique majeur

qui entraîne l'augmentation de la présence militaire française dans les pays producteurs comme le Niger et la Côte d'Ivoire.

Le nucléaire favorise et maintient la grosse industrie. Tout le système de production capitaliste repose sur les capacités énergétiques du nucléaire. Et pour que la machine puisse s'étendre partout sans limite, il faut que des lignes THT tissent leurs toiles à travers le monde. On peut alors aménager chaque portion du territoire, faire des lignes ferroviaires à grande vitesse, des aéroports et autres zones commerciales. Le nucléaire est donc un des principaux piliers du capitalisme.

Dans la concurrence acharnée à laquelle se livrent les États, la France n'avait pas de pétrole, mais des idées. Le nucléaire est donc devenu LE choix stratégique qu'elle porte depuis des années favorisant l'implantation de Vinci et d'Areva aux quatre coins du monde. Lors de ses visites à l'étranger, Sarkozy se fait le premier représentant commercial de Vinci pour vendre des EPR.

Vinci capitale du pilier (en béton armé !)

L'activité de Vinci ne se limite pas au nucléaire. Il est le leader mondial de « construction-concession ». Par le biais de milliers de filiales, le groupe Vinci – tout comme Bouygues et Eiffage – agit dans des domaines très variés. Il construit et exploite des autoroutes (Cofiroute, ASF, Escota), des parkings (Vinci

park), des terminaux pétroliers, des stades de foot, des aéroports (Vinci Airport), des projets immobiliers (Vinci immobilier) et de nombreux autres aménagements urbains (Eurovia, GTM...). La moitié de son chiffre d'affaire provient de la maintenance des industries. Il est implanté dans une centaine de pays et continue son expansion grâce au rachat continu d'entreprises plus petites.

Certains projets de Vinci rencontrent une opposition plus marquée. C'est le cas de la Ligne Grande Vitesse Sud Europe Atlantique, projet très contesté dans les régions concernées. Plusieurs collectifs et associations organisent des manifestations pour dire stop aux grands projets destructeurs et coordonner des actions en Europe.

L'autoroute que construit Vinci entre Moscou et Saint-Petersbourg saccage entre autres, à Khimki, la dernière forêt moscovite. Noyé dans la corruption, ce projet d'expansion urbanistique s'impose aux habitants et n'avance qu'à coups de violences policières contre les opposants. Le campement de résistance installé dans la forêt a également été la cible d'attaques par des milices fascistes. Le tabassage, les tortures, les menaces, les inculpations pénales et les assassinats sont certains des moyens de répression mis en œuvre par le capital afin de défendre ses propres intérêts sous prétexte de travaux publics.

A Notre-Dame des Landes (44),

depuis 40 ans, un projet d'aéroport international s'inscrit dans une expansion de la métropole Nantes/Saint-Nazaire. Aujourd'hui, Vinci s'est emparé de ce chantier d'aéroport éco-labellisé. Le groupe et ses alliés publics entendent mener les travaux à terme, tout en prétendant respecter une démarche démocratique : par exemple, une enquête publique encadrée par une multitude de gendarmes et de gardes mobiles. Face à cette hypocrisie, les terrains concernés par le projet sont occupés et le combat s'intensifie.

Vinci pose lui-même ses propres alternatives. Ainsi, il s'empare petit à petit du marché de l'éolien et du solaire. Même si ces énergies paraissent plus séduisantes pour beaucoup de personnes, il ne s'agit pas là de remettre en cause le système de production et de distribution de l'électricité. Il s'agit au contraire d'intégrer ces sources d'énergie au système pour pouvoir produire toujours plus. Cela ne va pas nous rendre moins dépendant des grosses entreprises et ne nous aide en rien à gagner en autonomie.

L'État, Vinci et tous les profiteurs n'ont aucun scrupule à répandre la propagande culpabilisante des « gestes éco-responsable ». Quand ils s'enrichissent sur le désastre, si nous sommes responsables de quelque chose, c'est surtout de les laisser nous dicter leurs solutions pour colmater les fissures de l'édifice

Pour ébranler l'édifice, attaquons ses piliers !

Un blog existe sur Vinci et les luttes qui lui font face. N'hésitez pas à le consulter et à l'enrichir sur www.stopvinci.noblogs.org

Biotope ou l'écollaboration

Peut-être avez vous déjà entendu parler de Biotope ? Cette société d'études environnementales fait son beurre (40% de croissance en 2010 !) sur de gros projets destructeurs tels que cet aéroport. Biotope réalise des expertises environnementales préalables à la construction de nouvelles infrastructures, en vue, soi disant, de limiter leurs effets écologiques néfastes. C'est grâce à son travail que les promoteurs du projet peuvent affirmer sans rigoler que l'aéroport aura un impact nul sur l'environnement.

Un groupe est allé leur rendre visite joyeusement dans leurs bureaux à Rezé. Visite que la presse locale n'a pas manqué de stigmatiser par l'emploi d'un vocabulaire militaire (cette visite était, selon cette version, un « raid » d'un « commando » rompu aux techniques de « guerilla » urbaine). Voici le message qui a été laissé aux salariés de Biotope :

« Peut-être les mesures compensatoires ou d'atténuation que vous serez en mesure de proposer suffisent à satisfaire votre bonne conscience, suffisent à vous faire oublier que vous travaillez sous contrat avec la multinationale du béton, Vinci... Nous sommes ici pour vous rappeler cette abérrante contradiction. Le bétonnage de 2000 ha de terres, sacrifiées sur l'autel du progrès et du profit des actionnaires de Vinci, ne sera jamais écologique. Il n'y a pas d'aéroport écologique. On croirait un tel oxymore sorti tout droit de la novlangue de 1984. Il paraîtrait même a priori superflu de rappeler la contradiction tant les mots parlent d'eux-mêmes. Et pourtant... À grand renfort de communication, on certifie l'édifice comme étant de "Haute qualité environnementale", on annonce la création d'une Amap pour les salarié-e-s de l'aéroport, d'une ferme de démonstration et enfin grâce aux études d'impact on peut parler de solutions d'atténuation ou compensatoires et

ainsi, Vinci et les pouvoirs publics parviennent à repeindre le béton en vert, à dissimuler l'évidence.

Biotope et ses salarié-e-s participent aujourd'hui grandement à donner, volontairement ou non, la légitimité écologique à un projet et à ses promoteurs.

Il n'est pas trop tard pour s'opposer à ce que quelques technocrates ont décidé pour notre avenir. Il n'est pas trop tard si quelques rouages prennent leurs responsabilités et refusent de se rendre complices de la catastrophe. On n'empêche pas un projet de se faire lorsqu'on est sous contrat avec son promoteur, prétendre le contraire est lâche et de mauvaise foi et n'a d'autre objectif que de se cacher à soi-même sa propre responsabilité. On évite commodément d'en tirer les conséquences : refuser d'obéir, refuser de jouer le jeu d'une étude d'impact dont chacun sait qu'elle est une absurdité impardonnable d'un point de vue écologique.

Il est peut-être agréable de compter les petits oiseaux, les tritons crêtés et les reptiles, de se balader dans la forêt ou d'inventorier les zones humides dans un paysage bucolique, seulement voilà, nous ne voulons pas votre inventaire, nous n'avons pas besoin de votre expertise pour savoir que nous ne laisserons pas "aménager notre cadre de vie" quoique vous puissiez en penser et quoique puissent en décider quelques élites dirigeantes.

Il est naïf d'espérer éveiller une lueur écologiste dans l'esprit de nos dirigeants ou des cadres de Vinci. Nous ne voulons compter que sur nous-mêmes, c'est pourquoi nous nous opposerons à tout avancement du projet : qu'il se cache sous le voile hypocrite de l'étude environnementale ou, au contraire, qu'il se montre tel qu'il est, massivement refusé par une population et n'avançant que sous couvert d'une armada de gendarmes. »



Extrait de
Lèse
Béton n°3
journal
diffusé
autour de
la ZAD
(juillet
2011)

L'INRAP, UNE INSTITUTION AU SERVICE DE VINCI ET DU BÉTONNAGE !

Les fouilles archéologiques constituent une étape importante de la mise en œuvre du projet d'aéroport de Notre-dame-des-Landes. Elles s'inscrivent dans les travaux préparatoires au barreau routier qui passerait au sud de l'aéroport. Il s'agit pour l'Etat et Vinci de creuser des tranchées de 40 cm de profondeur sur des dizaines de mètres. A terme, 165 hectares, (pour la seule 4 voies) devraient être fouillés, détruisant ainsi de grandes surfaces de terres arables !

Comme toutes les travaux préparatoires au projet d'aéroport, ces fouilles se heurtent à la résistance des occupant-e-s et de la population locale. Quelques exemples de tentatives de ralentissement du travail des archéos-collabos :


- L'organisation de balades pour ôter le marquage des parcelles à fouiller.
- 11 octobre : tentative de blocage d'une parcelle par des opposants, notamment des paysan-ne-s en lutte venus avec leur tracteurs pour empêcher qu'une once de terre supplémentaire soit détruite.
- 13 octobre : dépôt d'une fausse bombe sur une parcelle faisant l'objet de fouille. Forçant ainsi les archéologues et les flics à faire venir sur place une équipe de déminage.

L'archéologie préventive : une scandaleuse alliance entre recherche et aménagement

C'est l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive (INRAP) qui est en charge de ces fouilles. Cette institution publique est censée servir à préserver le patrimoine archéologique français et intervient en amont de chaque projet d'aménagement.

Son objectif : fouiller systématiquement 6% de la surface concernée par le chantier pour s'assurer que ce dernier n'engendre pas la destruction à coup de pelleuse de ces si précieuses traces du passé enfouies sous terre. Comme toutes les bureaucraties relevant du pouvoir d'Etat, l'INRAP, sous couvert d'une mission "*d'intérêt général* " et de "*service public* " sert en réalité pernicieusement les intérêts du capital.

De "généreux " chercheurs en manque de financement s'y compromettent, et au prétexte de sauver quelques bribes d'un passé prestigieux, collaborent à la construction d'infrastructures d'asservissement à l'impact écologique et social désastreux : autoroutes, centres commerciaux, aéroports, prisons, zones industrielles, lignes grande vitesse, etc.



L'archéologie préventive, dont la mission est en apparence si noble, s'avère constituer dans les faits, une invraisemblable arnaque ! Les décideurs se soucient en effet peu des civilisations passées et des magnificences anéanties par le développement du capitalisme industriel. Ce n'est pas par générosité que Vinci et la Direction Régionale des Affaires Culturelles financent les fouilles.

Ces dernières répondent en réalité à deux objectifs principaux :

Renforcer l'acceptabilité sociale des projets d'aménagement

Il n'est quasiment jamais arrivé que les fouilles préventives permettent l'abandon d'un projet d'aménagement du territoire. Alors que ces gargantuesques entreprises de bétonnage ravagent le patrimoine naturel, anéantissent les paysages, et désagrègent les liens de solidarité dans la population ; l'Etat a beau jeu de brandir l'argument de la conservation du patrimoine archéologique pour légitimer sa misérable entreprise de destruction. Comme Biotope recensant les espèces rares pour permettre à AGO de nous vanter les vertus écologiques de son aéroport, les archéologues ramassent quelques bribes de poteries pour travestir le carnage d'un paysage, d'un territoire, avec sa culture paysanne et ses traditions rurales, en entreprise philanthropique, respectueuse du passé et de l'histoire locale.

Exploiter le patrimoine comme une vulgaire marchandise

Or qu'advient-il si les archéos-collabos découvrent en quelques coups de pinceaux les vestiges d'une ferme mérovingienne ou d'autres traces d'une époque où le capitalisme industriel ne régentait pas nos vies ? Rien, ou si peu ! Ils recenseront les objets qui finiront au mieux sous cloche dans la vitrine d'un musée, au pire dans un carton enfermé dans des réserves inaccessible au public. Outil de propagande dont se sert l'Etat-Nation pour nous faire croire qu'il a toujours existé à travers les âges, que la "*France éternelle* " brille de son prestige depuis "*nos ancêtres les gaulois* ", ou argument commercial pour l'industrie du tourisme, la muséification du patrimoine ne signifie en rien sa préservation pour tous et toutes, mais bien plutôt son exploitation au service de l'Etat et du Capital.

Rien d'étonnant alors, à ce que l'INRAP collabore étroitement avec Vinci et en fasse la publicité sur son site Internet. Encore un bel exemple de partenariat public-privé. En finançant des fouilles à Angkor Vaat, Vinci améliore son image d'entreprise "*citoyenne* " et "*éco-responsable* ". Ils croient ainsi nous faire oublier les sans-papiers qui croupissent dans les geôles construites par cette multinationale ? Les forêts qui disparaissent sous ses autoroutes ? Les ouvriers qui meurent d'accident du travail sur ses chantiers ? La charité a toujours été l'argument des puissants pour camoufler leurs méfaits, ne tombons pas dans leur panneau !

Archéologue collabo, que te restera-t-il à fouiller quand tu auras fini d'accompagner la construction de tous ces projets absurdes ? Les traces de ton travail aliéné survivront-elles aux vestiges de la société industrielle et nucléaire à laquelle tu participes ?

À l'occasion de l'inauguration en grande pompes du mémorial de l'abolition de l'esclavage à Nantes en 2012, un groupe de trouble-fêtes a distribué le tract critique que voici.

UNE MEMOIRE D'ELEPHANT... QUI TROMPE ENORMEMENT !

*« Il faut que tout bouge pour que rien ne change »
(proverbe capitaliste)*

Comment ne pas adhérer, de prime abord, à la volonté d'édifier à Nantes, haut lieu du commerce négrier pendant deux siècles, un mémorial « en hommage aux millions de victimes de la traite négrière et de l'esclavage à travers le monde » ? Comment ne pas admirer le courage de nos élites à se remémorer ce passé peu glorieux de la ville pour l'assumer dans un geste politique qui vient réaffirmer leur attachement aux droits de l'Homme ? Ici, tout est fait pour que nous soyons saisi-e-s d'émotion et de compassion au souvenir, évoqué par ce mémorial, de la servitude abjecte dans laquelle des armateurs nantais ont tenu des centaines de milliers d'individus, dans le seul but de s'enrichir. Mais émotion et compassion visent d'abord à nous empêcher d'analyser la réalité du commerce esclavagiste.

À en croire Jean-Marc Ayrault, indéboulonnable maire de Nantes, le passé négrier et esclavagiste de Nantes aurait été « exhumé, exploré, analysé, compris, assumé. » tout en ayant le bon goût de nous épargner toute forme de vaine culpabilité. Le « mémorial de l'abolition de l'esclavage » serait né de cette volonté de faire un long et audacieux travail de mémoire.

Mais de quelle mémoire s'agit-il ici ?

Et dans quel but est-elle si courageusement affirmée ?

CIRCONSCRIRE LA MEMOIRE...

Une histoire dont les abolitionnistes sont les héros

Ce qu'assume la ville à travers ce mémorial, c'est d'abord l'abolition de l'esclavage. On y verra surtout célébré le combat des abolitionnistes européens, plutôt que celui des esclaves eux-mêmes qui n'y sont pas présents en tant que sujets, en tant que personnes en lutte frontale avec leurs exploités mais en tant que victimes dont l'évocation nous saisit d'effroi et de commisération.

Le mémorial célèbre donc ceux qui, au nom de la liberté, ont combattu pour les arracher à cette condition de victimes. Mais la proclamation de la liberté comme valeur morale reste abstraite, décalée de la réalité de la traite. En instituant l'esclavage en « crime contre l'humanité », notion vide et inconsistante, on en fait un crime sans coupables, sans sanction et sans actualité. Comme le souligne Françoise Vergès, « la définition de l'esclavage comme crime contre l'humanité pourrait constituer une avancée si la relation entre la modernité et l'esclavage était explicitée et si l'esclavage était analysé comme le premier système social organisé fondé sur l'exil et le meurtre. L'étude de la période post abolitionniste révèle que l'abolition, qui établissait une opposition tranchée entre asservissement et liberté fut en grande partie une figure de rhétorique. ». Le discours des promoteurs du mémorial relève de la même veine creuse et symbolique, on rappelle les noms des bateaux, des comptoirs de traite, des abolitionnistes occidentaux, mais pas ceux des armateurs, des industriels et autres profiteurs.

Un don qui coûte cher

Historiquement, l'abolition a été présentée comme un don de la classe dirigeante européenne aux esclaves, créant ainsi une dette qu'ils devaient payer en devenant de bons ouvriers, de bons chrétiens, d'obéissants colonisés. Célébrer l'abolition c'est davantage rappeler cette dette qu'assumer la mémoire de la traite négrière.

Dans cette opération de filtrage mémoriel reposant sur la proclamation creuse d'un attachement à la liberté, une chose est fondamentalement passée sous silence ; c'est la réalité des rapports économiques qui présidaient à la traite et la continuité de ces rapports d'exploitation au fil des siècles, jusqu'à aujourd'hui.

« Le commerce triangulaire a accouché du capitalisme

Phase d'accumulation du capital durant trois siècles [...], l'esclavage est le rapport social fondateur de la domination contemporaine, de ses États et de son économie» (M. Rigouste).

A Nantes, la traite a donné une première impulsion économique sur laquelle s'est appuyé le développement industriel au XIXe siècle (industrie du sucre, biscuiteries, conserveries...), restructuré ensuite au sein du capitalisme financier. Cette réalité est occultée, la logique économique de classes et d'exploitation n'est pas analysée. Tout au plus est-il rapidement concédé qu'« une partie de la richesse de Nantes a été fondée sur le commerce triangulaire ». Mais on met ça sur le compte d'une barbarie qui appartiendrait à un lointain passé, coupé de tout présent, éloignée par le progrès social et idéologique. Tout est fait pour que seules soient visibles les traces de cette richesse accumulée pendant des siècles, mais pas celles de la structure d'exploitation qui la sous-tendait et qui perdure.

La continuité du profit...

Ce déni est matérialisé dans le mémorial par d'« immenses lames de verre de 8 m de haut symbolisant la coupure historique que fut l'abolition ». Cette prétendue rupture n'est en fait qu'une mutation de l'exploitation pour assurer sa continuité : servage, esclavage, colonialisme, industrialisation, capitalisme libéral, capitalisme vert... Chaque nouvelle forme doit se substituer à l'ancienne, alors en perte d'efficacité économique. Chaque nouveau modèle fait apparaître de nouveaux champs d'exploitation et cherche à se légitimer sur une fausse critique idéologique du modèle précédent.

... par le travail forcé ...

Ainsi, à la Réunion, avant l'entrée en vigueur du décret proclamant l'abolition, «de nouvelles stratégies de discipline et de police sont élaborées». Le gouvernement français impose aux esclaves bientôt « libres » l'idée que la liberté n'est pas un dû mais un devoir lié à l'obligation du travail. Il est décrété que « toutes les personnes non-libres sont tenues de contracter un engagement de travail avant l'abolition. Toute personne ne pouvant produire de livret de travail sera poursuivie et condamnée à travailler plus de dix heures par jour dans un atelier de discipline et à recevoir une instruction religieuse » (F. Vergès). On ne va plus pouvoir pratiquer l'esclavage, qu'à cela ne tienne, on l'appellera «contrat d'engagement» et tout continuera presque comme avant, en un peu plus « moral » ! Tout est bon pour asseoir la domination et perpétuer le profit...

... et par l'exploitation de l'immigration.

La proclamation d'une rupture vise à nier la continuité de ces logiques d'exploitation. La Mairie proclame : « En 2011, l'édification du mémorial en hommage à tous ceux qui ont lutté, luttent et lutteront contre l'esclavage, vient clore un cycle et en ouvrir un autre, celui du présent et de l'avenir. » Mais comment peut-on ne pas voir la même logique se poursuivre sous la forme de l'exploitation de l'immigration post coloniale et de la domination sur les pays du Sud. « **Nos frères, prêts à se noyer, ceux qui arrivent se tuent au travail, se font rafler, interner, déporter, parfois assassiner. Au final, qu'est ce qui a vraiment changé ? Le fait que les esclaves modernes se déporteraient eux-mêmes [...]** l'impérialisme occidental a créé les conditions d'une servitude sans chaîne, d'une traite sans galère » (M. Rigouste).

La colonisation a été la suite logique et la perpétuation de l'esclavage par l'asservissement et la mise sous tutelle des territoires colonisés et de leurs populations. De même, le capitalisme libéral est une synthèse déguisée de l'esclavage et du colonialisme. Il ne peut exister sans des formes d'esclavage dans les pays du Sud et de travail forcé sous nos cieux radieux.

Vinci : cas d'école

Ainsi, Jean-Marc Ayrault va-t-il jusqu'à prétendre « lutter contre toutes les formes d'esclavage moderne et d'aliénation des droits de l'homme afin de construire un monde plus solidaire », mais il ne remet pas en cause, un seul instant, le monde qui nécessite ces formes d'esclavage qu'il prétend condamner. Les choses étant bien faites, merci à lui pour ce cas d'école que représente le mémorial, le contrat de la construction a été offert à Vinci, géant mondialisé du BTP et esclavagiste convaincu. Que ce soit dans ses mines d'uranium au Niger, dans ses chantiers avec main d'œuvre sans-papiers, chez ses intérimaires du nucléaire ou dans la construction-gestion des prisons comme des foyers de travailleurs dociles, Vinci exploite, asservit, détruit des vies, tout en sponsorisant des événements culturels et sportifs locaux tels que la « Solidaire du Chocolat », sic ! Cet exemple nous montre de quelle manière le profit trouve sans cesse de nouvelles voies d'expansion et pourra toujours s'accommoder des discours, même les plus éthiques .

On voit bien comment, contrairement à ce qui est affirmé à grands renforts de propagande, cette forme de commémoration n'assume réellement aucune réalité passée ou présente. Au contraire, elle la dénie en postulant l'abolition de toute forme d'exploitation, ou à la rigueur, en reconnaissant sa persistance lointaine et irréaliste : l'« esclavage contemporain » du mémorial, phénomène étranger et marginal.

L'enjeu principal de ce mémorial est bien, en réalité, d'accréditer l'idée que cette histoire est terminée.

...POUR CONTROLER LE PRESENT

Ce beau geste remplit aussi une autre fonction, fait face à un autre enjeu. Quand le mémorial proclame la volonté d'assumer « notre » histoire et se veut un « message de tous les nantais », n'est ce pas une identité commune qu'il s'agit d'affirmer ? Cette construction d'une prétendue mémoire collective n'est-elle pas, encore une fois, que l'occasion de rallier à un projet commun, le développement de la métropole.

Uniformiser les identités

Cette Histoire commune vise en réalité à créer ce consensus qui gomme les conflits et les rapports de classes. Et comment la condamnation de l'esclavage ne ferait-elle pas consensus ? Pourtant la responsabilité de la traite n'est pas celle de tous les nantais mais celle des puissants, de même que l'abolition célébrée par ce mémorial. Prétendre à l'existence d'une Histoire commune permet d'en faire table rase « ensemble ». Le débat et ses enjeux sont d'emblée délimités par ce que veut bien assumer la ville.

Gommer les histoires de lutte

La parole qui préexistait est canalisée, les prises de position propres sont effacées.

Aucune trace de la réflexion gênante portée en 2010 par le collectif du 10 mai – collectif d'associations afro-caribéennes de Nantes- sur « **l'étude des objectifs qui ont guidé d'un côté l'abolition de l'esclavage selon les nègres marrons et leurs pratiques autonomes, de l'autre l'abolition selon les européens, qui révèle deux conceptions fort différentes du dépassement de la servitude. Pour les nègres marrons, 400 ans de révolte ont donné lieu à la création de Quilombos et de Palenques, véritables maquis organisés par les résistants noirs où les outils, les savoirs et les savoir-faire étaient le plus souvent mis en commun dans le but de garantir souveraineté alimentaire et indépendance à l'égard des colonialistes** » ni des enseignements à en tirer « sur le monde que nous subissons aujourd'hui ». Cette analyse a été écartée des célébrations consensuelles organisées par la mairie.

De la même façon, au fil des salles du Musée du Château des Ducs, on voit se succéder indifféremment des anecdotes d'aristocrates, de négociants esclavagistes, d'immigré-e-s breton-ne-s venu-e-s trimer dans les usines de la bourgeoisie nantaise, de patrons innovants, d'ouvriers révoltés, de paysans solidaires et de plans d'urbanisme. Toute identité propre, toute histoire de lutte se trouve noyée et diluée dans cette sorte de grande épopée nantaise. Il s'agit d'uniformiser les identités en niant les histoires propres, les cultures de luttes de tou-te-s celle-ux que la ville a avalé-e-s et qui y ont développé leur pratiques d'organisation autonomes. La métropole s'empare systématiquement de tout passé de résistance et le vide de sa force d'opposition, des bouts de vies deviennent des gadgets de promotion de la ville devenue entreprise (chantiers navals, usine LU, « Chantenay, La rouge »...). L'identité ne devrait plus être que cet artifice commun niant tout rapport de domination.

Créer un mirage commun

Jean-Marc Ayrault déclare encore que « la grandeur d'un peuple se mesure à sa capacité à assumer son histoire. Celle d'une société à s'avouer les crimes dont elle porte encore les traces. Celle de Nantes à avoir su ouvrir les yeux sur son rôle dans l'odieux commerce triangulaire qui fonda une partie importante de sa richesse ». Est-il vraiment tant question de mémoire ? La « trace des crimes » du commerce triangulaire devient support de la « grandeur » de Nantes, érigée en « peuple », en « société ». A travers cette auto-célébration se manifeste clairement l'enjeu qui sous tend la construction de ce mémorial, comme de bien d'autres manifestations du cru (Estuaire, Machines de l'île, Voyage à Nantes, Capitale européenne de l'écologie, Nantes Ma ville en 2030...) : construire une identité nantaise. Pour satisfaire cette obsession de l'image de la ville, les stratégies sont multiples : politique culturelle mégalo, vitrine écolo-réaliste, propagande de démocratie participative. C'est donc tout naturellement que ce mémorial va venir s'intégrer dans le package touristique joliment baptisé « Voyage à Nantes », entre l'éléphant et les anneaux de Buren.

Métropole à vendre

Ces recettes ont aussi pour but de faire rayonner Nantes Métropole sur le plan national voire international. Dans un contexte de concurrence féroce et globalisée, les villes doivent se comporter en entreprises et se vendre. Tout doit tendre à l'« attractivité », qui vise la classe moyenne et avec elle les entreprises qui ont besoin de cadres stables pour s'installer en confiance.

« Assumer » son passé honteux permet à Nantes de s'acheter un crédit éthique sur le dos de la traite. Et au passage, en réaffirmant sa position historique majeure dans le développement économique européen, la métropole Nantes-St Nazaire se pose comme une valeur sûre, avec son port et son expérience du commerce sans scrupules. Dans le même temps, en étant la première ville négrière du Vieux Continent à se doter d'un mémorial, elle veut prétendre à cette maturité morale nécessaire à la fameuse réforme éthique du capitalisme.

La logique de développement nécessite une sorte de mobilisation générale. Tout semble bon à prendre. C'est sans doute pour cela que l'on peut voir cette prétendue volonté d'assumer un passé historique côtoyer les nombreux autres projets entièrement tournés vers la modernité et un « dynamisme économique » sans passé et sans lien avec l'Histoire : aéroport, développement durable et autres éléphants...

MEMOIRE DU PASSE,

COLERE ET SOLIDARITE DU PRESENT

Devant la poudre aux yeux de plus en plus raffinée que les décideurs ne cessent de nous jeter à la gueule, il nous paraît d'autant plus nécessaire de réaffirmer encore et encore que leur moralité opportuniste ne touche pas son but. Peut-être attendent-elles de nous des remerciements pour nous avoir épargné cette culpabilité collective évoquée si souvent. Les Droits de l'Homme, la Citoyenneté, et toutes ces « grandes avancées » que les puissants font pour nous et à notre place ne parviennent pas à nous faire tous oublier d'où on vient, et où on se situe. On préférera donc se rappeler les unes aux autres cette sensation commune de colère devant les humiliations quotidiennes, le mépris et les prises de pouvoir des puissants.

On préférera se rappeler notre capacité à savoir avec qui partager complicité et solidarité.

Les esclaves, les moins que rien, les sans-papiers, les sans-terres, les sans-abris, les précaires, tous ceux qui luttent pour pas se faire bouffer, savent bien, avec ou sans mémorial, de quel côté illes sont.

Ce texte a été écrit par quelques personnes qui ont voulu questionner le « consensus » entourant le Mémorial.

Qu'on en cause dans les chaumières !

Notes : le travail critique de Françoise Vergès sur l'abolition de l'esclavage est souvent cité dans ce texte. Paradoxalement, dans le projet du Mémorial et dans son traitement médiatique, elle endosse le rôle de caution scientifique...

Les citations de Mathieu Rigouste sont extraites de « Le théorème de la Hoggra » aux éditions BboysKonsian

Nous ne partirons pas!!!

Un rêve du Conseil général: livrer au concessionnaire du futur aéroport, fraîchement désigné, une ZAD vidée de tou-te-s ses habitant-e-s !

Dans les temps à venir, il va tenter de récupérer tous ses biens immobiliers en mettant fin aux conventions d'occupation précaire qu'il a signées au fil des années.

C'est déjà le cas aux Planchettes dont les habitant-e-s étaient censé-e-s partir avant le 31 décembre, sous prétexte d'insalubrité de la maison. Aucun relogement satisfaisant ne leur a été proposé et des travaux ayant été réalisés, illes ont décidé de rester dans leur maison pour le moment.

Beaucoup d'autres n'ont pas la volonté de quitter cette terre. Beaucoup refusent de voir un aéroport se construire ni d'assister à la prolifération de bretelles d'autoroutes. Pas l'envie non plus de voir le triangle rural Nantes-Rennes- Saint-Nazaire se transformer en une métropole ininterrompue.

Car l'aéroport est la première partie, ainsi que la plus visible, du projet mégalô qui vise à créer une plate forme économique Grand Ouest où s'agglutinaient zones commerciales et industries, villes dortoirs et entreprises du tertiaire. Avec elles, un flot continu de voitures et de bruit, le balai permanent des avions et des sirènes de police, l'envahissement de l'espace visuel par la pub, les néons et les enseignes.

Et comme dans tous les espaces réaménagés, il y faudra un contrôle strict des territoires par la vidéo- surveillance, l'aseptisation des espaces, la prolifération des polices, l'alignement des maisons et des routes. Ce réaménagement du territoire a lui aussi déjà commencé: c'est autant la création d'une brigade anti-criminalité à Coueron que la taille démesurée du superU de Vigneux, les aménagements primesautiers des bords de Loire comme le projet artistique Estuaire, qui s'approprient de proche en proche tous les espaces hier encore laissés à eux mêmes. Ou encore la perpétuelle colonisation des villages par des résidences et des pavillons mettant en péril tout un mode de vie et un tissu social propre aux campagnes.

A la suite de la décision de rupture de la convention d'occupation des Planchettes par le conseil général, un Collectif de lutte contre les expulsions et de soutien aux habitant-es de la ZAD s'est crée. Nous n'acceptons pas qu'il soit demandé à quiconque de partir, car ce territoire est nôtre, nôtre parce que nous y vivons, y habitons, y cultivons et y construisons. Depuis quelques années de nouvelles occupations ont commencé sur la ZAD: à la ferme des Rosiers comme au jardin collectif de l'épine.



L'invitation, à l'issue du camp action climat de cet été, à venir vivre sur ce bocage a déclenché une vague d'installations comme à la Gaité et à la Sécherie ainsi que des constructions de cabanes aux Planchettes (une d'habitation et une de réunion). D'autres projets de jardins collectifs, de cultures et de constructions sont en cours.

Occuper les maisons vides et les friches de la ZAD nous paraît aussi nécessaire que propre à susciter des rencontres, des moments de création, de vie et de lutte joyeuses.

Pour le conseil général, la reprise et la maîtrise du territoire est la condition sine qua non de l'avancement du projet. En s'organisant autour de stratégies communes, il est possible de résister aux expulsions.

Nous voulons créer un rapport de force sur place pour faire reculer le conseil général en construisant un réseau de solidarité fort, de communication rapide, et une détermination collective face à chaque tentative de reprise du territoire. Rien n'oblige des habitant-e-s à quitter un espace sur simple demande du propriétaire, même si elle émane du conseil général.

Nous avons le désir de construire dès maintenant cette résistance en s'organisant ensemble pour prendre les devants sur les attaques du conseil général. Nous vous proposons de nous rencontrer pour nous connaître, mettre en commun nos envies et élaborer des stratégies collectives.

Nous préparerons pour cela café et thé le samedi 23 janvier à 17H à la sécherie. Nous serons heureux-ses de vous y retrouver.

Quelques infos juridiques, au cas ou...: choisir de ne pas quitter son domicile lorsque le proprio l'exige n'est pas en soi un délit et le conseil général ne pourra forcer personne à partir sans une décision de justice. Les expulsions ne sont possibles qu'au terme d'une procédure qui peut durer jusqu'à plusieurs mois et qui débouche nécessairement sur des délais octroyés par le juge. Il est de même impossible d'expulser durant la trêve hivernale.

Pas de risque donc de voir les képis débarquer, de bon matin, pour nous jeter dehors du jour au lendemain.

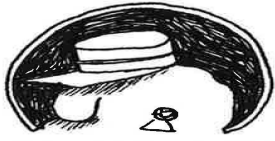
Nous sommes beaucoup, nous sommes partout, ce n'est qu'un début la lutte continue

Petites histoires de répressions

sur la

Zone **A**D **d**éfendre

De Notre Dames des Landes



Quelques unes parmi tant d'autres...



La militarisation de la ZAD est en cours : blocages des routes, contrôles d'identité à répétition (~30 min chacun), survol d'hélicoptère en rase-motte sont courants.



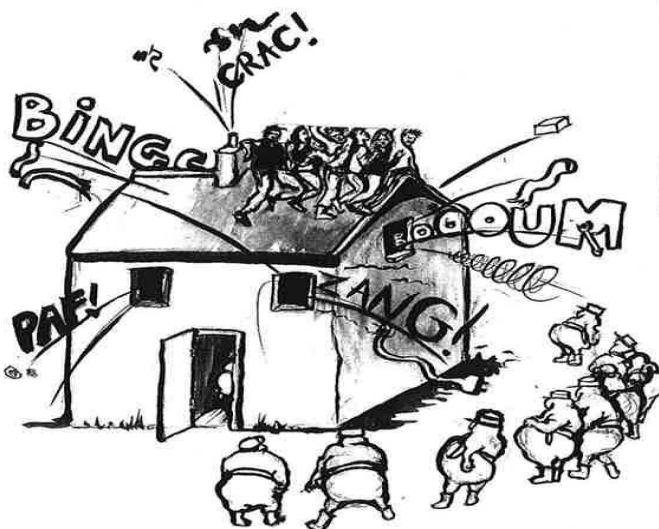
27 Juillet 2011

Lors de la manifestation à l'aéroport, une fille est frappée au sol par plusieurs CRS. Elle aura le poumon perforé.



2 Septembre 2011

Une dizaine d'opposant-e-s sont perchés dans les arbres du square Mercoeur. Le GIPN taze 2 fois un homme qui s'accroche, à plusieurs mètres de hauteur.



5 Mars 2012

Le conseil général essaie de murer une maison, les habitants de la ZAD l'investissent. Les gendarmes expulsent du jardin des gens désarmés, à coups de matraques. ▶



7 Mars 2012

Des gendarmes volent des instruments de musique, crèvent 3 pneus et pissent dans 1 camionnette aménagée lors de la perquisition de la maison des préfailli. 54

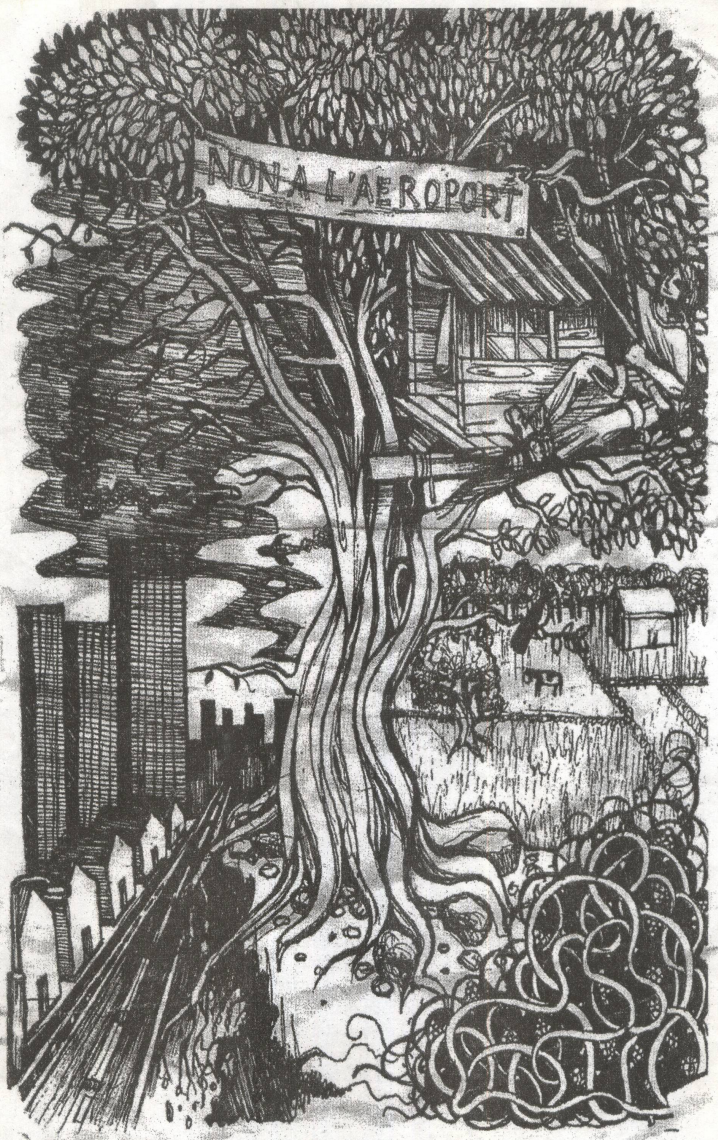
Sur un arbre perché

Toi passant-e qui arpente sans cesse les rues le nez rivé au sol, nous grimpons aux arbres pour que, l'espace d'un instant, tu lèves les yeux au ciel... Nous occupons ce parc pour partager avec toi un moment de dialogue et de rencontre.

Depuis plusieurs années, a émergé un mouvement de lutte contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, qui a notamment pris la forme d'une vague d'occupation. Au cœur des 1600 hectares de terres agricoles confisquées, de bocages menacés et de forêts en sursis, nous créons des lieux de vie collective. Cabanes dans les arbres, jardins potagers, fermes, caravanes, constructions de pailles et maisons réinvesties, constituent autant d'îlots de résistance à l'aéroport. La ZAD, zone d'aménagement différée dans le jargon des urbanistes, est devenue une zone à défendre pour celles et ceux qui ont décidé de s'installer sur place pour y vivre.

La construction de l'aéroport s'inscrit dans un projet plus vaste : celui de la Métropole Nantes Saint Nazaire. Partout, la ville se transforme et se densifie. Les chantiers se multiplient, comme celui de la SOGEA juste en face de ce parc. Ce sont autant de marchés juteux pour les entreprises du BTP, comme Vinci, dont l'unique souci est le profit à court terme, qu'elles qu'en

Tract diffusé pendant l'action du square Mercoeur le 2 septembre 2011



soient les conséquences sociales et écologiques. Les aménageurs planifient l'urbanisation massive sans que la population n'ait aucun contrôle sur ces projets qui transforment les paysages environnants en un désert de béton. La construction d'un aéroport à Notre Dame des Landes permettra de déplacer ou de réduire la zone de bruit autour de l'aéroport Nantes Atlantique. Le bien être des habitants de la zone de bruit est un argument brandi par Jean Marc Ayrault pour des raisons basement électoralistes. En réalité, le remaniement de la zone de bruit permettra une transformation complète de l'espace urbain : multiplication des chantiers, augmentation des loyers, segmentation de la ville entre un centre ville vitrine sous surveillance et des quartiers populaires relégués en périphérie.

Aéroports, déchetteries, autoroutes, incinérateurs, centrales nucléaires, usines, nul n'en veut dans son voisinage immédiat, tandis que le système ne cesse de promouvoir des modes de vie qui nous rendent dépendants de telles infrastructures. La lutte contre l'aéroport n'est pas qu'une lutte locale menée par celles et ceux qui refusent d'être survolés en continu par des avions. L'aéroport, comme toutes les infrastructures industrielles, participe de la destruction à terme de la globalité de notre planète. Les laisserons-nous faire ?

La résistance par l'occupation permet l'expérimentation de nouveaux modes de vies et d'organisation, en dehors du carcan de l'État et du marché. Les lieux occupés de la ZAD sont autant de grains de sable incrustés dans la machine à bétonner. Mais l'État répressif au service de Vinci, cherche et cherchera par tous les moyens à bétonner la ZAD, et planifie pour cela notre expulsion. Les 6 et 15 septembre à Saint Nazaire puis à Nantes, se dérouleront les procès des lieux de vie menacés d'expulsion. Venez nous rendre visite, nous rencontrer sur la ZAD, nous soutenir le 15 septembre lors du procès à Nantes, ou tout simplement discuter avec nous dans ce parc.

La terre entière est une zone à défendre !

N'attendons plus de l'État qu'il le fasse à notre place !

Sur un arbre perché :

récit subjectif de l'occupation du square Mercoeur.

Vendredi 2 septembre 2011, 10 heures du matin, un groupe d'opposant-e-s au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes escalade plusieurs arbres du square Mercoeur dans la ville de Nantes. Le square Mercoeur est une longue bande de verdure coincée entre une voie rapide vomissant un flux continu de bagnoles et une ligne ferroviaire grande vitesse.

Comme tous les parcs urbains, c'est un espace de nature artificiellement mis en scène et clôturé pour procurer au passant l'illusion d'un lien à la terre. Les paysagistes, les urbanistes, les ingénieurs des ponts et chaussés et les architectes élaborent une science qui est utilisée par le pouvoir pour façonner notre horizon visuel, l'environnement immédiat de la métropole qui nous encercle et nous englobe. Le square Mercoeur est voué à disparaître sous leur plans de "développement" et "d'urbanisation", comme le bocage de Notre-Dame-des-Landes. En face du parc, un immense chantier de la SOGEA, filiale de Vinci, engloutit des tonnes de béton et des litres de sueur d'ouvriers harassés...

La présence de ce que les aménageurs qualifient "d'espaces verts" compense péniblement l'impact social et écologique de l'urbanisation. Les parcs sont d'artificiels oasis de nature sous cloche, cernés d'immeubles et de circulation. Lieux de sociabilité enfantine et de déambulation amoureuse, lieu de halte et de repos pour les vagabonds, les parcs sont de précaires îlots de verdure perdu au milieu d'un océan de béton. Ils sont avant tout un instrument décisif pour préserver l'acceptabilité d'un environnement pollué et dégradé, surveillé et quadrillé, saturé de pubs criardes et de goudron.

Pascale Chiron, élue présumée "écologiste" (Europe Écologie Les verts) est adjointe au maire déléguée aux énergies et à la qualité environnementale des bâtiments publics. Elle siège à la commission « développement urbain et politique de la ville » et détient la vice-présidence de Nantes-Métropole. Son rôle ? Repeindre en vert les aménagements si lucratifs pour les multinationales du bâtiment et si nocifs d'un point de vue social et écologique. Maquiller ces chantiers destructeurs en entreprise "citoyenne" et "écologique" de philanthropie.



Elle participe à l'organisation de concertations publiques bidons, comme celle au sujet de la disparition du square Mercoeur. Pascale Chiron explique doctement lors d'une intervention publique : « *cette présence des espaces verts dans la ville fait partie de l'image de marque de Nantes et permet de mieux accepter la densification à partir du moment où elle est expliquée et débattue* ». Comme pour le projet d'aéroport le pouvoir se gargarise de pseudos consultations populaire et l'on nous bassine avec de pseudos inventaires de ce qui va être détruit et qu'on nous promet de reconstituer artificiellement un peu plus loin. Et tandis que Biotope arpente la ZAD pour écouter les chauves souris ou photographier les espèces rares, d'autres succursales du capitalisme vert inventorient les arbres du square Mercoeur voués à l'abattage. Et Pascale Chiron de nous expliquer le rôle de la collaboration écologique : « *on voit bien que nos concitoyens sont très attachés à la présence des espaces verts dans la ville comme le démontrent leurs réactions parfois vives (...) Nous devons donc en permanence écouter les habitants et expliquer nos choix d'autant plus quand ils sont motivés par l'intérêt général. L'urbanisme et l'environnement sont indissociables pour une meilleure qualité de vie en ville. Ainsi en ce qui concerne le square Mercoeur, rendons public l'inventaire du patrimoine arboré qui a été réalisé, et engageons-nous à replanter le même nombre d'arbres, je crois que nous pouvons tous être d'accord sur cet objectif. Enfin, sachons associer au projet les riverains et les membres du conseil de quartier. Ne nourrissons pas le sentiment que tout est bouclé d'avance. Pour cela, la concertation est indispensable.* » Qu'importe que des pins, cèdres, platanes et chênes cinquantenaires soient abattus, l'important c'est que les "citoyens" l'acceptent, et les chantres du capitalisme vert sont là pour accompagner ce processus.

Auprès de mon arbre entouré de pandores : réflexions parqué dans un parc...

En ce vendredi matin, le parc est désert, traversé furtivement par quelques cyclistes, il n'accueille qu'un sans-abri plongé dans une trépidante conversation avec lui-même pour conjurer la solitude. Nous nous approchons d'un groupe de pins. Chacun-e sait ce qu'il a à faire et en quelques minutes, nous voici perché-e-s à une hauteur suffisante pour nous prémunir de la police. Nous installons des

sommiers suspendus, un infokiosque en bambou, des banderoles sont déployées. « *Contre leur réalité bétonnée, semons la résistance* », proclame la plus imposante, suspendue à deux platanes et donnant sur la voie rapide séparant le parc du Château des Ducs de Bretagne. L'un des salariés des espaces verts appelle immédiatement la police, les yeux écarquillés il ne semble

pas comprendre ce qui se passe. Les voitures ralentissent pour contempler le curieux spectacle : installation de ponts de singe entre les arbres, un réseau de lits suspendus colonise progressivement les arbres. Les passants intrigués lèvent le nez au ciel. Nous crions des slogans contre l'aéroport et son monde.

Deux cow-boys de la police municipale débarquent à vélo. C'est l'avant-garde d'un interminable défilé auquel participera tout ce que l'Etat compte de forces répressives. Avec véhémence ils nous somment de descendre et nous accusent, comble du ridicule, de « *dégrader les arbres* » que la métropole prévoit de dévorer. Nous refusons de descendre et la plupart d'entre nous ne prennent même pas la peine de leur répondre. L'un des municipaux s'énerve peu coutumier de voir des individus résister à son pouvoir de pacotille. Il tire sur une corde accrochée à un sommier suspendu, nous insulte, nous menace. Les 4 compagnons au sol qui nous ont aidé à installer le matériel se font arrêter les uns après les autres. Menottés et menés au commissariat pour leur simple présence dans un lieu public. Assis sur une branche, impuissant, je contemple le spectacle glauque des policiers qui s'en donnent à cœur joie contre un compagnon accusé de rébellion. Existe-t-il plus beau délit ? Je ne peux pas descendre sans remettre en cause l'occupation. J'en suis réduit à prendre à parti verbalement la flicaille depuis ma branche.

Une dame avec une poussette tente d'entamer le dialogue avec nous, elle est membre de l'association contre la destruction du square. Elle est prise en photo et contrôlée par les pandores. Un jeune homme passe et je lui demande de nous remplir une bouteille d'eau et de nous la jeter. Quatre policiers lui sautent dessus et l'arrêtent. Pour ce geste de solidarité, il passera quatre heures au poste de police. La liberté est-elle à ce point une illusion pour que l'Etat puisse si facilement nous la ravir pour le plus insignifiant des prétextes ? Les tracts sont confisqués, l'infokiosque, sorte de mini-bibliothèque suspendue, est attaqué par la flicaille, et nous sommes contraint de le hisser pour qu'il ne cède pas sous les coups de matraque ! Au bout d'une petite heure les municipaux se calment, et reprennent leur fonction habituelle : croiser les bras, fermer leur gueule et attendre qu'un ordre leur somme de bouger le petit doigt. Les renseignements généraux viennent d'arriver sur place. Nous croisons sans cesse les RG depuis le début de cette lutte. Olivier Robin, « analyste », coordinateur de la politique anti-squat sur la région nantaise, arbore un grand sourire. Il travaille depuis 2007 sur le dossier des opposant-e-s au projet d'aéroport. Il rédige sur nous des rapports à la chaîne pour son ministère de tutelle. Il s'essaye auprès d'un amie au sol à une tentative ambiguë de séduction et de recrutement. Lui et ses larbins nous pointent du doigt, nous comptent, nous photographient

sous tous les angles. La presse aussi débarque, l'œil lubrique des objectifs est pointé sur nous, en attente de Spectacle, de sensationnel, de violence. Ils ne seront pas déçus !

Un groupe d'occupant-e-s de la ZAD nous rejoint au square. Au sol un atelier banderole ainsi qu'une cuisine populaire étaient prévus. Le soir nous comptons partager avec les nantais-e-s un moment festif et familial que nos amis internationaux qualifiaient avec humour de *tree party*. Rencontrer et discuter avec les passants tel était l'objectif principal de cette action ! C'était sans compter sur cette conception si particulière du dialogue social à coup de tonfas, de tazers et de lacrymos qui caractérise notre démocratie. Les occupant-e-s au sol découpent la rubalise qui délimite le périmètre de sécurité autour de notre groupe d'arbres. Ils chantent avec entrain un savoureux détournement d'une chanson de Renaud, *Lèse béton*, qui relate en musique la résistance au projet d'aéroport et tentent d'installer l'atelier banderoles. Le son des voix et des notes de guitare est vite coupé par celui des cris. La police nationale charge et arrête avec violence huit de nos soutiens. Par la suite, même les enfants qui feront rouler par inadvertance leur ballon de foot dans ce périmètre, seront mitraillés du regard par les soi-disant gardiens de la paix. Toute personne tentant de nous venir en aide en disposant nourriture, eau ou tabac dans les sacs suspendus aux cordes qui nous relient au sol,

sera victime de contrôle d'identité, d'humiliation et d'intimidation. Malgré la distance je parviens à avoir quelques bribes de conversations hurlées avec les passant-e-s. Ils oscillent entre la surprise, l'indifférence, la peur, et la solidarité spontané. On nous propose à manger et à boire, certain-e-s repassent plusieurs fois dans la journée discuter avec nous. Certain-e-s vont même jusqu'à me demander de leur jeter une corde pour nous rejoindre en haut des pins.

Le temps file à toute allure... Arrestations, conversations et dialogues, installations des structures suspendues, micro-siestes... Mais contrastant avec le temps dilaté de la désobéissance arboricole défile le temps minuté de la répression. Olivier Robin multiplie les coups de téléphone. J'imagine le défilé des interlocuteurs : de Jean-Marc Ayrault le maire de Nantes à Claude Guéant le ministre de l'intérieur... L'information remonte la hiérarchie pyramidale de la machine étatique. Les ordres circulent, les directives s'empilent et redescendent jusqu'aux vils exécutants de la besogne de l'expulsion : le GIPN et les pompiers !



Retour sur terre :

Soudain sur la voie rapide débute un morne défilé. Celui de la pantalonnade répressive. 12 camions de CRS, la même compagnie que celle qui, à l'aéroport, a perforé le poumon et brisé les côtes d'une ami-e. La compagnie est suivie d'un étrange camion blanc comme je n'en ai jamais vu. Des regards complices et des questions inquiètes fusent d'arbre en arbre. Le Groupe d'Intervention de la Police Nationale débarque. Des policiers triés sur le volet, des « *super-flics* » comme les désignera la presse du lendemain. Ceux qui interviennent pour « maîtriser les forcenés » leur des « prises d'otage » sont ainsi lâchés contre des personnes dont l'unique crime est de désobéir ostensiblement à l'ordre établi.

Les CRS évacuent sans ménagement nos soutiens au sol agglutinés autour du périmètre de sécurité. Nous voici seul-e-s dans ce parc, face à l'arsenal répressif. Notre unique lien avec des individus qui ne soient pas des larbins en uniformes est désormais le son ! Nous hurlons des slogans, imitons des cris d'animaux, comme pour conjurer l'isolement soudain. La réponse de nos compagnon-ne-s posté-e-s dans une groupe d'arbre éloigné du notre et des personnes venus nous soutenir au sol sonne comme un lointain et rassurant écho. La voie rapide après avoir été brièvement bloqué par nos soutiens au sol par solidarité, est provisoirement barrée par les forces de l'ordre. Pas question de nous faire descendre par la force devant les gentils citoyens-consommateurs, bloqués dans un embouteillage dans leur sempiternel trajet entre un travail aliénant et un domicile étriqué. Le périmètre de sécurité est avant tout un périmètre d'invisibilité. Il est fait pour empêcher que les passant-

e-s ne puissent constater la disproportion du dispositif policier et la violence déployée par l'Etat pour une poignée d'activiste perché-e-s dans les arbres. Jadis le bourreau médiéval administrateur ultime de la violence d'Etat masquait son visage. La répression moderne est elle aussi exercée par des individus protégés par l'anonymat. Alors qu'il n'y a plus que de la bleusaille dans le parc arrivent plusieurs voitures et fourgons banalisés. En sorte des hommes cagoulés et suréquipés. Leur combinaison est bardée de dispositif de torture et d'assassinat : flingues, tazers, gazeuse, tonfas. Juridiquement rien ne peut nous être reproché si ce n'est un ridicule et mineur délit d'attroupement illégal.



L'intervention policière sert donc autant à nous évacuer qu'à nous faire payer notre désobéissance, qu'à nous dissuader de recommencer.

L'intervention se fait avec la collaboration étroite des pompiers qui sont venus avec leur matériel : échelles et nacelles multidirectionnelles. De ma branche, je les prend à parti, les traite de collabos, beugle que cela ne correspond pas à leur mission, les incite à désobéir. Leur explique que par leur attitude de larbin complice, ils sapent leur image altruiste de soldat du feu. L'un d'eux avouera être réquisitionné par le ministère de l'intérieur. Aucun ne désobéira. Que risquaient-ils ? Un blâme tout au plus.... C'est là la puissance du pouvoir : la peur de la désapprobation du supérieur hiérarchique réduit les subalternes aux pires extrémités. Et voici ces pompiers devenus supplétifs de l'Etat policier. Ils dressent leur nacelle pour que le léviathan puisse sur nous lâcher ses cerbères.

Pressentant leur venue mes ami-e-s ont escaladés les arbres aussi haut que possible. Certain-e-s sont si haut que leur tête dépasse de la cime. De nouveau on nous somme de descendre. Nous refusons. La nacelle s'ébranle avec à son bord deux agents du GIPN. Elle percute avec violence un arbre dans lequel est perchée une activiste. Le pin tremble vigoureusement, des aiguilles tombent de ses branches. Après quelques interminables secondes suspendus au dessus du vide, ils parviennent à la descendre. Une fois en bas elle est violemment plaquée au sol alors qu'elle n'oppose aucune résistance. Elle est menotée et maintenue sous contrôle par une douloureuse clef de bras. Un cri s'échappe de sa bouche. Elle disparaît dans le fourgon. A



chaque intervention le degré de violence grimpe d'un cran. Cris et hurlements de mes compagnon-e-s de galère me déchirent le cœur. Dans cette configuration impossible de résister autrement que passivement. Une fois perché-e-s à l'arbre, nous voilà pris au piège masochiste de l'action directe non violente. Impossible de répondre à la violence policière par l'auto-défense légitime. L'absence d'échappatoire nous condamne à payer toute résistance physique par une lourde et inévitable peine de prison. Une fois perché-e-s dans un arbre, nous sommes condamnés au pacifisme.

Tandis que la nacelle se déplace d'arbre en arbre, un compagnon décide de ne pas rester immobile devant la répression. L'ambiance est glauque. La nuit est presque tombée. Le GIPN a amené de grosses valises sur lesquelles sont montés de puissants projecteurs à la lumière crue. Le GIPN poursuit l'évacuation. Un agent tire sur une corde faisant osciller dangereusement l'arbre. Lorsque l'amie perchée lui explique que

c'est très dangereux, l'agent lui rétorque « *t'as qu'à descendre connasse !* ». Un compagnon dans un ultime et flamboyant geste de résistance emprunte un pont de singe pour rendre son évacuation plus difficile. Constatant la mobilité du compagnon récalcitrant le GIPN décide de changer de cible. Le commandant bougonne « *Laurent déplace la nacelle, on va virer celui-là qui est là-bas car je sens qu'il va nous casser les couilles* ». Le courageux ami continue d'être mobile, il utilise des sangles pour se hisser plus en plus haut dans le nouveau pin qu'il vient d'atteindre. Je me prend à rêver d'un arbre qui s'élèverait jusqu'au ciel pour que jamais il ne soit rattrapé. La nacelle s'approche. Le compagnon se fige dans une posture immobile. Les deux membres du GIPN s'adressent à lui. Ils hurlent. Pas de réponse. « *Regarde-moi !* », beugle l'un d'eux. Pas de réaction. L'ami enserme l'arbre, son regard pointé à l'opposé des deux agents. Il joue jusqu'au bout le jeu dangereux de la résistance passive. Il va en payer le prix. Très vite les policiers s'impatientent. Ils s'énervent, s'agacent, trépignent. L'un d'eux sort un tazer et le braque sur notre ami. Celui-ci reste impassible. Tant qu'il ne coopère pas, les agents du GIPN ne peuvent le détacher sans mettre sa vie en danger. Qu'à cela ne tienne, alors qu'il est retenu du vide par une simple sangle, l'agent appuie sur la gâchette. Effrayant bourdonnement, furtif éclair dans la nuit tombante. Raté. De tous les arbres fusent des hurlements. Les occupant-e-s somment au GIPN d'arrêter et les insultent en plusieurs langues. Un autre coup de tazer. Nouvel éclair électrique. Un hurlement déchirant résonne dans le parc. Apparemment ils ont presque réussi leur coup cette fois. L'une des aiguilles du tazer semble avoir fait mouche sur la peau du compagnon, injectant dans son corps sa douloureuse décharge. Il ne cède pas. Il s'accroche. Exaspéré, l'agent du GIPN plaque l'engin de torture directement sur le corps contracté du compagnon. Nouveau bourdonnement insupportable. Le compagnon hurle et tremble, comme saisi par de terrifiants spasmes de douleur. Ses bras lâchent le tronc, et le voici ballotté oscillant au bout de sa sangle. Il est empoigné et plongé la tête la première dans la nacelle. Une fois en bas, au moins cinq agents du GIPN lui sautent dessus. Une ranger s'écrase sur chacun de ses membres. Il hurle. Une violente clef de bras et le voici menotté les bras arc-boutés derrière son sac à dos.

Un officier bedonnant s'approche et griffonne une phrase sur son calepin. C'est un Officier de Police Judiciaire présent pour noter les infractions. A chaque évacuation il s'approche goguenard et demande au GIPN, tandis que mes ami-e-s sont écrasé-e-s face contre sol : « *Rebellion ou vérification d'identité* ». Le compagnon est lui aussi avalé par le fourgon de police. Changement d'ambiance. Les agents du GIPN nous menacent de plus belle. Le message est clair : « *descendez ou vous subirez tous le même sort* ». A chaque fois qu'ils grimpent à un arbre ils sectionnent les sommiers suspendus sans même prendre la peine de vérifier si quelqu'un est dedans. Ils détruisent méthodiquement les ponts de singe. Balancent à terre les sacs que l'on a pas pris soin de garder sur soi. Mon esprit s'évade mais chaque fois les cris de mes amis engloutis

par la vague répressive me ramènent au réel. L'un d'entre eux est traîné par les locks sur 5 mètres. Plus personne n'ose opposer de résistance passive, comme si les hurlements du compagnon assailli de décharges électriques avaient provisoirement annihilé en nous tout potentiel de résistance. Nous voici captifs de ce qu'Epicure appelait l'atharxie, cette étrange et diffuse sensation de plaisir à ne pas éprouver la souffrance. Ce soulagement coupable qui nous étreint lorsque l'on contemple le spectacle de la douleur physique s'abattant sur un autre et épargnant notre corps. Avec deux compagnons nous occupons le dernier arbre dans la chronologie de l'évacuation du groupe de pins. Nous sommes les derniers. Nous avons tous en tête les images de nos amis descendus un à un, l'écho lancinant des cris de l'ami électrocuté par le tazer. Nous savons que de longues heures au poste nous attendent. Nous décidons collectivement de descendre de nous-même. Il doit être environ 22 heures.

Nous négocions avec le GIPN les conditions de notre descente. Pas de violence gratuite, nous ôterons nous-même notre matériel de grimpe et garderons nos affaires. Les agents acceptent comme s'ils étaient soulagés de ne pas avoir à monter un arbre de plus. Quand on les voit se déplacer sur ls arbre, l'image du super-flic, héros de la démocratie, s'effondre comme un château de carte. Dès qu'ils quittent la nacelle, ils ne sont vraiment pas à l'aise. Et lorsqu'ils escaladent les arbres, ils mettent bien plus de temps à grimper que les plus agiles d'entre nous. IL y en a même un qui a manqué de tomber à plusieurs reprises, attachant ses branches aux fragiles branches de pins plutôt qu'au tronc. Je me suis même surpris à lui crier « attention » lorsqu'une branche semblait sur le point de craquer. Si seulement je pouvais, comme eux, refouler profondément mon humanité, peut-être le combat serait-il plus équilibré ? Il suffit pour cela de laisser monter la colère et la rage. Encore quelques heures et elle explosera.



Je suis le dernier à descendre, c'est la première fois que je prend si peu de plaisir à descendre en rappel. D'habitude cette délicieuse sensation d'être une araignée suspendue à un fil m'emplit de joie. J'affiche à cet instant un air abattu. Me voici au sol. Un intense sentiment de culpabilité m'étreint. Je tente de le conjurer par une réflexion fataliste : « dix minutes de plus ou de moins pour nous évacuer, qu'est-ce que ça change ? ». Mais je ne puis m'empêcher de repenser au compagnon qui a poussé jusqu'au bout la logique de la résistance passive. Est-il masochiste ? Suis-je lâche ? Palpation de sécurité. Des mains gantées parcourent mon corps vigoureusement. Je détache mon baudrier sous la surveillance de cinq agents du GIPN qui

me fixent. Je suis menotté. L'officier bedonnant s'enquière de mon cas. « *Vérification d'identité* » lui soufflent les agents du GIPN. Ils me confient à deux agents de la police nationale. Ils ne savent pas où me mettre. 32 arrestations dans la journée pour cette action d'occupation... Cumulé avec le premier soir d'un festival arrosé, les policiers sont épuisés, la machine répressive marche à plein et semble sur le point de saturer. Après quelques blagues racistes, je suis amené au commissariat. La plupart de mes ami-e-s croupissent déjà en cellule. Je retrouve ceux avec qui je partageais mon arbre. Un policier nous demande de décliner nos identités. Je refuse de donner la mienne. Il nous explique que nous sommes ici pour une simple vérification, et que si nous donnons nos identités nous serons relâchés sur le champ. Refuser de donner nos identités, c'est empêcher un travail de fichage et de recoupement qui permet à la DCRI de radiographier nos pratiques et de cartographier nos déplacements. Ceux qui ont donné leur identité ce soir là, passeront le même temps derrière les barreaux que sont ceux qui ont refusé.

Soudain, le policier s'esclaffe. C'est la stupéfaction, je vois débarquer un compagnon menotté en caleçon jaune poussin ! Il m'explique s'être dépoilé dans l'arbre pour donner à voir le ridicule du dispositif policier. Je rigole pour la première fois depuis quelques heures en imaginant les sbires suréquipés du GIPN en train de descendre d'un arbre un type à poil en calbard jaune. Les policiers gratifient le compagnon strip-teaser de l'extrême de remarques homophobes et graveleuses et menacent de le mettre en cellule « *avec un gros black* ». Racisme, sexisme, autoritarisme, l'humour de la flicaille bedonnante est totalement affligeante. Nous descendons vers les cellules. Nous attendons de longues minutes devant une porte à code. « *Faites sortir batman* » raille un flic goguenard. Un homme noir, couverture de survie sur les épaules, visiblement ivre et désorienté,



sors sous les moqueries des policiers. Nous nous engouffrons dans les cellules.

Il est environ 1h30 du matin lorsque l'on nous libère. Dernière tentative de prendre nos identités. Ultime refus. Je ressort le premier du commissariat avec mon sac sur le dos. Il fait nuit noire, les festivaliers font la fête dans les rues bondées. Mon regard embrasse la vague. J'ouvre mon sac voir si tout y est. Plus de baudrier, de ceinture de charpentier, ni de hamac. Je commence à hurler « *au voleur* » face aux grilles du commissariat. Le commandant ressort. Un dialogue s'entame à travers la grille. J'exige qu'on me restitue mes affaires. Il m'intime de foutre le camp. J'exige un papier qui me signifie la saisie de mon matériel, il me rit au nez. Je m'énerve, les traite de voleur. Le commandant me rétorque : « *si j'ouvre cette grille c'est pour te casser la*

gueule ». Il renchérit « *vous nous avez déjà assez cassé les couilles pour aujourd'hui, et vous aller continuer pendant plusieurs mois, alors fiche moi le camp avant que je te coffre pour outrage.* »

L'étincelle de l'émeute...

Je marche vers le quai de l'Erdre en face du commissariat. Des occupant-e-s de la ZAD nous attendent. Embrassades, étreintes, bières et pizzas maisons sont là pour nous reconforter. La ville est en fête mais la tristesse m'étreint. Je vais dans un coin pour laisser quelques larmes couler sur mes joues. S'il n'y a pas de superflics, il n'y a pas non plus de super-activistes, juste des individus qui pour leurs idéaux expérimentent leurs limites et celles de la société....

Soudain on nous signale une arrestation. Nous courrons vers le muret qui domine le quai de l'Erdre. Scène classique de bacchanale urbaine, un fêtard enivré par l'alcool, la musique et l'amitié s'est déshabillé pour se baigner dans l'Erdre. Les flics veulent l'embarquer. Ils se ramassent une pluie de canettes de bière. Ce qui m'emplit de joie. La violence de l'émeute et la non violence de la résistance passive, se conjuguent pour faire de cette journée un vrai casse-tête pour les flics. L'action directe qu'elle se définisse comme non-violente ou se manifeste par une attaque contre les biens ou les détenteurs du pouvoir est le ferment d'une transformation radicale du monde. L'État se définit, selon Max Weber, comme l'institution qui détient le monopole de la violence légitime. Il nous appartient de lui ôter ce monopole....



REBELLION CONTRE LA REPRESSION !

La police est partout. Elle occupe les rues et quadrille les esprits. Son pouvoir comme sa présence ne cessent de s'étendre jusqu'à s'immiscer dans tous les recoins de nos vies. Bien aidé par les caméras, les antennes-relais et autres cafters numériques, l'appareil de surveillance mobile qu'est la police vise surtout à normaliser les comportements. Distiller la crainte face à l'ordre des possédants, contrôler le territoire et sa population, canaliser les mouvements de foule, réprimer les gestes désinvoltes... bref ; tout un dispositif pour nous emmerder l'existence.

La justice, elle, punit tous les jours. Elle vient achever la besogne policière en prolongeant l'arrestation par la condamnation et l'enfermement carcéral. Et ouais, la règle c'est la règle. Il y a des choses qu'on ne discute pas. Et s'il existe une idée qui doit rentrer de force dans les têtes à grands coups de discours sécuritaires c'est que ces mesures répressives sont "naturelles" et "nécessaires". Toutes les sanctions prononcées par la racaille magistrature font partie d'une stratégie du pouvoir cherchant obstinément à étouffer la moindre braise de révolte. Chaque article du code pénal en fournit le prétexte, et la justice peut enterrer vivant quiconque ose relever la tête. Le couple flic/juge demeure l'atout le plus efficace pour enfermer celles et ceux qui refusent et affrontent le système.

Dans tous les contextes de lutte, que ce soit contre les grands projets (ligne TGV au Val de Susa, autoroute Moscou-St Pétersbourg, aéroport de Notre-Dame-des-Landes...), contre l'isolement des quartiers conçus comme des espaces de relégation (Villiers-le-Bel, incendie de 2005, Clichy...) ou contre l'exploitation au travail et la répartition injuste des richesses

(ouvriers de Continental, mouvement des retraites, séquestrations de patron...), la pacification démocratique se matérialise par les coups de bâtons policiers et les peines de prison.

Voilà pourquoi, quand des camarades se retrouvent accusé-e-s d'avoir raccompagné, lors d'un rassemblement anti-aéroport, Xavier Loridan, un flic des renseignements, on tient à les soutenir et à encourager ce geste. Qu'elles soient coupables ou innocents importe peu. Virer la flicaille des manifs doit devenir une habitude collective. Ce jour-là c'est tout un cortège qui a chassé ce policier et c'est deux individus que les gendarmes sont allés cueillir chez eux le lendemain pour les conduire en garde-à-vue. Ce qui est à l'œuvre dans cette procédure c'est la bonne vieille stratégie de l'intimidation qui consiste à séparer celles et ceux qui luttent en convoquant deux personnes parmi d'autres.

Face à la répression, la solidarité et la riposte s'organisent. Création d'un comité de soutien à Nantes, de groupes anti-répression dans différentes villes (comme le Codélib à Saint-Naz), multiplication des caisses de solidarité... Nous tenons à être présents aujourd'hui à Saint-Nazaire devant le tribunal et dans les rues pour rompre avec la peur et la solitude des compagnon-n-e-s qui doivent comparaître. Mais nous refusons de rester sur la défensive et d'enfermer nos camarades frappé-e-s par la répression dans une posture de victimes. Résister à la répression ce n'est pas seulement collecter des fonds pour payer les frais de justice, soutenir celles et ceux qui sont enfermées et celles et ceux qui sont dehors. Ce n'est pas seulement écrire des lettres et envoyer des mandats à nos ami-e-s emprisonné-e-s. C'est surtout multiplier les parloirs sauvages et les embuscades, ficher les plus énervés d'entre eux (policiers et magistrats), afficher leurs photos sur tous les murs de nos villes.

Organisons la riposte en chassant les flics de nos luttes, de nos rues, de nos quartiers et de nos vies !

Autres procès liés à la lutte contre l'aéroport :

15 mars: 3 personnes accusées notamment de dégradations, rébellion, outrage, refus de signalétique, identité imaginaire... sont convoquées au tribunal de Nantes suite à une manif contre le G20.

3 et 11 mai: suite à l'occupation des arbres du square Mercoeur à Nantes, 4 personnes sont poursuivies pour rébellion, complicité de rébellion, violences, refus de fichage (ADN, empreintes, photos).

16 mai: 5 personnes passeront en procès à Nantes, accusées de dégradations sur un local de Vinci, et pour certaines de refus de dons d'ADN...

Et tous les jours, partout, solidarité active avec tout-e-s celles et ceux que les flics arrêtent, que les juges condamnent et que les matons enferment à double tour !

La porte s'est refermée derrière toi...

Un subtil mélange de crasse et de vieille eau de Javel,
Mêlé aux effluves de vêtements sales
Se mélangent et s'entremêlent.
Entre ces murs, pourris par l'humidité et le temps,
Des odeurs de bouffe industrielle aseptisée et refroidie
Te souhaitent la bienvenue en un éventail de puanteurs
Froides et inhumaines...

*Tu a été jugé indésirable,
Tu resteras là à présent.*

Au fil du temps tu perdras la notion de goût :
Tu connaissais l'amertume de l'existence,
L'ironie acide du contrat social,
Le sucré délicat des seins de la femme,
Le goût salé des larmes, celles-là même emprisonnées dans le fond de ta gorge ;

Tu perdras ici au fil du temps le goût des choses, le goût de la vie.

Tu perdras tout cela
Parce que tout ici n'est que miasmes,
Air saturé d'immondices.
La maigre saloperie qu'on t'apportera en guise de repas
- riz volontairement trop cuit et trop salé,
Purée lyophilisée aseptisée stérilisée
Yaourt nature et non sucré -
Participera à ta décomposition sensorielle et gustative.

La prison est faite, pensée, conçue pour humilier, casser, courber, détruire..

Point de chant d'oiseau ni de cris d'enfants
Comme ceux du tien - 6 ans -
Sortant de l'école le vendredi soir
Comme un oiseau à qui on ouvre enfin la cage
Et laisse échapper un chant joyeux

Ici bruits de métal, de serrures rythment le silence de la rétention.

Et puis de temps à autres, le chant de la rébellion
Des révoltes contre les matons
Alors réprimées par le sang :

Tout manquement au règlement entrainera une sanction

Même si ta révolte est légitime.
Même si on t'as poussé à bout.
Même si c'est parce que tu as mal aux dents à t'en taper la tête
Contre un des quatre murs qui t'emprisonnent
Et qu'on ne te laisse pas voir un médecin.
Même si c'est parce que tu n'acceptes pas ta peine.
Même si tu n'acceptes pas cette injustice
Que tu vas devoir endurer pendant ces mois ou ces années
- Ou même seulement quelques semaines ;
Quelle que soit la durée de ta peine
Elle durera une éternité -

Sache-le ici, tu n'as aucun droit.

- Tu n'avais qu'à te tenir à carreaux
Bien dans les clous, bien comme il faut -

Ils viendront avec leurs gros bras, à cinq ou six,
Te roueront de coups en t'insultant, abondamment.
Gratuitement. Virilement.
Il leur faut bien se détendre un peu, de temps en temps,
Car leur travail est bien fatigant.
Alors, pour s'amuser, ils liront à voix haute ton courrier à leurs collègues :

*" Mon tout petit,
Je pense à toi tous les jours
J'espère que tu manges bien et que tu n'as pas froid
Ton père m'inquiète en ce moment
Depuis que tu es parti il ne parle plus
Il regarde la télé
Toute la journée, d'un air absent.
- Heureusement le docteur lui a prescrit des médicaments -*

*J'espère que ça ira mieux
Et que de ton côté
Les gens sont gentils avec toi
Je sais que tu n'as rien à faire là-bas
J'essayerai de te voir bientôt
Mais l'administration me fait tourner en bourrique
Mais je suis une mère et je veux voir mon enfant*

*Je remuerai ciel et terre pour te
rendre visite*

*Je t'embrasse
Ta maman qui t'aime"*

Et les collègues rient grassement,
car même quand on travaille dur
il est bon de rire, parfois...

La porte s'est refermée sur le monde
La lumière naturelle n'arrivera plus jusqu'à ta
peau
Déjà blanchie par la peur, le froid et l'ombre...

Si tu en fait la demande
Et que tu es assez docile
Assez servile
On te donnera - peut-être -
Le droit de travailler
Dans le Call-center de la prison
De mettre des roulettes sur des poubelles
Ou bien de fermer des cartons
Et tu gagneras deux euros de l'heure

(Il fallait y penser :
Pour avoir une main d'œuvre servile
Non syndiquée
Et qui ne se plaint pas
Qui ne discute pas
Et qui produit !
Pas de délocalisations ;
Juste ouvrir quelques prisons...)

Car pour sortir de ce cauchemar
Ce cauchemar d'être enfermé
Montre ta détermination,
Montre ta bonne volonté
A bien vouloir gentiment
T'insérer dans la société !
Ce n'est donc pas tant pour le salaire
Que pour une éventuelle remise de peine
Que les prisonniers acceptent
De se faire ainsi exploiter,
Humilier sous-payer spolier ;

Car
La porte s'est refermée derrière toi
Désormais tu n'as plus qu'une obsession :

Sortir !
Alors... autant en profiter !

Un jour peut-être, tu sortiras...

Et quand ce beau jour arrivera
(enfin, si tu tiens jusque-là...)
Tu compteras le temps qu'il te reste peut-être à
vivre
A vivre en acceptant tout ce qu'on t'impose
Sans pinailler
Sans crier que ce n'est pas juste
Sans te révolter

Contre les impostures démocratiques
Ou le pouvoir total de la finance et de l'argent
Qui détruit les vies, qui épuise la planète
La noyant dans un bain de sang

Tu manifesteras calmement
Bien dans les règles et sans débordements...

Tu resteras dans la prison de l'Invisible
Celle qui te contrôle dans la rue,
Dans ta vie, dans tes écrits,
Et note les lieux réels ou virtuels dans lesquels
tu te rends.

Au nom de la République
Au nom du "bien commun"
Décrété par quelques-uns
Avec ces grands mots magiques
(Magiques car incontestables) :

*Démocratie, respect,
Travail, famille, patrie
Libre-échange, modernité
Croissance et liberté
Concurrence non-fauscée
Propriété privée
Profit rendement rentabilité...*

Reste dans ta case, citoyen,
Celle qu'on t'a donné
Et restes-y bien !

NANTES, OCCUPATION DU CHANTIER DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE POUR MINEURS

Petits rappel des faits

Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 février 2006, une soixantaine de personnes s'introduisent sur le site du futur chantier de l'EPM d'Orvault en vue d'une occupation au sol et dans les arbres. Des cabanes sont construites dans des arbres et une dizaine de personnes s'y installent pour rendre l'expulsion du lieu plus difficile. En parallèle, des banderoles sont posées sur le périph' nantais et des tractages sont faits en divers lieux.

Dès mardi matin, vers 7h50 les personnes installées aux pieds des arbres sont évacuées par la police. Le midi, une bouffe « contre toutes les taules » est improvisée sur la place du Commerce par des personnes venues de loin rejoindre l'histoire.

Mercredi matin, une grue d'un chantier Bouygues dans le centre de Nantes, est occupée en soutien aux occupantEs des arbres. Une banderole est déployée « contre toutes les prisons ». Les personnes au pied de la grue sont embarquées par la police et relâchées rapidement. Pendant ce temps, le GIPN délègue les occupantEs de la grue. Ces dernierEs sont placés en garde à vue et relâchés sans poursuites. Le soir, une réunion publique est organisée autour de la lutte contre les EPM et plus largement des luttes anti-carcérales.

Vendredi matin, le GIPN se charge de l'expulsion des personnes dans les arbres. Un groupe vient sur place en soutien et tente de retarder l'expulsion. Après un simple contrôle d'identité au commissariat, les occupantEs des arbres sont relâchés sans poursuites.

Samedi midi, une manif pique-nique est organisée, l'objectif était de revenir sur le chantier de l'EPM. La présence imposante de gardes mobiles à l'entrée l'en a empêché. La manif s'est donc dirigée devant le centre de détention. Durant une partie de la journée, un camion sono s'est installé le long des murs de la taule et des discussions ont eu lieu aux entrées et sorties des parloirs.

Pendant toute cette semaine, de nombreuses actions de visibilisation de l'occupation et plus largement de la question carcérale se sont déroulées (tractages massifs, banderoles sur le périphérique, affichages, bombages, ...).

La semaine suivante, le chantier est de nouveau immobilisé suite à d'apparentes défaillances techniques et les locaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse qui collaborera au fonctionnement de l'EPM ont été plusieurs fois cadenassés et repeints.

Le texte qui suit est un bilan non exhaustif écrit par quelques personnes ayant participé à l'occupation.

Le 20 février au matin, les ouvriers du site attendant au futur chantier découvrent un camp en face de l'endroit où ils viennent bosser ; c'est le début public de cette action qui va, pendant les semaines qui suivent, tenter de bloquer le début du chantier et poser localement la question de l'enfermement.

La critique de la prison qui nous anime n'est pas de celle qui, habituellement, rassemble quantité de monde : ce n'est pas au nom de considérations humanistes bien pensantes que nous agissons. Nous ne luttons pas pour une prison « à visage humain », pour des peines de substitution, pour des tribunaux compréhensifs ou un peu moins de prisonnierEs. Le carcéral, représente un point de départ intéressant pour une critique plus globale de ce monde.

Éléments de réflexion d'un bilan partiel

Cette action a soulevé plusieurs difficultés.

Pour une part la possibilité de faire cohabiter deux des objectifs principaux : le blocage du chantier (ou au moins son ralentissement) et la visibilisation de la question carcérale. De la manière dont nous avons procédé ces deux objectifs sont devenus inséparables. La visibilisation massive sur Nantes a permis de maintenir un certain rapport de force, de faire « exister » l'occupation, et la forme « sympathique » de l'occupation d'ouvrir le débat largement sur les questions d'enfermement.

D'autre part, nous avons conscience qu'une occupation dans les arbres, d'une future prison « pour enfants », avec déjà une mobilisation locale contre la construction de cet EPM, constituaient autant d'éléments propices à un écho favorable. En assumant le côté stratégique d'un tel choix, la difficulté était de ne pas tomber dans des discours démagogiques sur l'enfance en danger mais bien d'envisager la prison comme outil d'un système.

Un regret important lié à cette action est de ne pas avoir réussi à réellement bloquer le chantier. Le choix d'occuper les arbres impliquait d'intervenir avant qu'ils ne soient coupés et de ce fait avant le début réel des travaux. Finalement ce chantier comme tout bon chantier qui se respecte avait du retard (beaucoup) et ça on l'a su une fois sur place. Au final on n'a pas vraiment gêné le chantier mais juste un peu agacé les entrepreneurs et les autorités locales.

Contrairement à ce qu'on en espérait, la lutte locale contre l'EPM n'en a pas été redynamisée. Durant les semaines de brassages peu de personnes ont rejoint l'histoire dans les manifestations, les actions diverses ou l'occupation.

Difficile de dépasser le spectaculaire éphémère, d'instaurer une contestation dans le temps avec une action qui demande beaucoup d'énergie et une occupation qui ne dure qu'une semaine avant d'être expulsée. Une réflexion sur ce type d'action et sur les moyens que l'on pourrait mettre en place pour la rendre plus efficiente paraît nécessaire.

Malgré les impairs (inévitables quand on fait des trucs), ce moment de lutte fut dense de l'énergie de la rencontre, un moment où l'on éprouve réellement une intensité collective, une capacité à organiser ensemble une force tangible.

Pendant les deux semaines qu'a duré cette action, il y avait partout en ville des affiches ou bombages contre les taules, des banderoles sur le périphérique. Beaucoup de diffusions de tracts et de textes de fond ont eu lieu sur la ville et dans les quartiers populaires, ce qui était autant d'occasions de discussions. Beaucoup de personnes ont appris par ce biais l'existence des EPM et aussi pris le temps de discuter, de réfléchir au sens de la prison, à qui et à quoi elle sert.

Voilà.. A vos envies, c'est pas les chantiers de taules qui manquent !





MON PREMIER DÉLIT

SOUVENIRS



L'INCAPACITÉ À ME JUSTIFIER

MON LIT À BARREAUX
MES PREMIERS PAS
MON PREMIER PARC
MA PREMIÈRE



L'ÉCOLE

SORTIE



APRÈS L'ÉCOLE



LE PSYCHOLOGUE
SCOLAIRE



LE ZOO



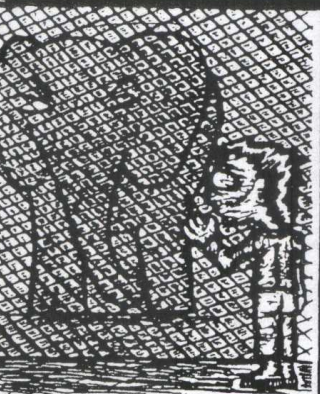
CHEZ MOI



EN BAS DE CHEZ
MOI



MA PREMIÈRE
INTERPELLATION



MON PREMIER DEAL



L'ANNIVERSAIRE DE
MES 13 ANS



NON A TOUTES LES FORMES
D'ENFERMEMENTS

Lettre d'insultes politique envers m^ossieur hollande (tracté le 10/12 pendant son pestacle)

perc,

puisqu'on est venuES pour te dire que t'es pas l'bienvenu, j'm'adresse à toi en preum's. t'as l'ambition porcsidentielle, ben mon cochon! quand j'pense à tout c'que ça prouve de lâcheté, de mauvais goût, de haine rien que d'vouloir devenir directeur de collège..

j'me dis que ça doit flairer, mais sé-vère, dans toi!

alors non. y'aurait un rectificatif à faire sur chaque mot qu'On t'a écrit et que tu vomis ce soir, mais j'vais pas m'emmerder à ça. c'est trop évident que t'es pas là parce que tu croirais à la liberté nanotechnologique, à la fraternité par la dissuasion nucléaire ou à l'égalité entre toi et celle qui fera ta bouffe à l'élysée ou solférino.

c'est trop grillé que t'es là, bon toutou à ta place, pour garantir l'ignorance populaire et les retours sur investissements de tes potes qui se croient au-dessus. une énième société-écran pour malversationnistes morbides, v'là c'que t'es. t'as pris le pouvoir pour soleil, ce néon te suffit et tu fânes doucement dessous en un monstre façon jabba the hut. ton monde: la guerre sans les étoiles. ni illuminato ni reptilien, juste un truc, né humain et devenu grenouille-cochon. bien, sûr, pour l'image on t'a retendu tes yeux résignés et dociles, sucé ton gras mondain et remis "du sourire" dans ta grande bouche de batracien mais pour qui sait entendre, ta CROAssance a des sonorités de gobe-mouche, et ton alTRUI-sme un sale avant-goût de saillie malhabile. pan! voilà pour toi. à tes collègues, à ta classe on dira pareil: à la suite de tous les outrages du monde on ajoute:

ALLAH NE SIKIM, DÉGAGE! ON SE LAISSERA PAS FAIRE.

et maintenant qu'on a réglé son conte à l'autre débile consanguinaire, permets passantE, lectriceur, que j'te cause qu'en deuze. j'espère que tu te marres, même si avec la misère qu'i nous mettent, le rire on l'a coincé dans la gorge, ces temps-ci.

S'TEU PLAIT, ME DIS PAS QU'TU VAS ALLER VOTER!

que la france soit hollande ou que ça r'Kozye, leur démocratie ça restera "ferme ta gueule ou cause toujours". n'user que de son droit de vote, quand il existe des droits au logement, à des moyens de vie décents, à la terre, de décider de son temps, le droit de dire non, de regard sur les affaires de l'état(...) c'est faire bien peu de cas de sa propre existence avec les autres. et ce particulièrement dans une nation dont les privilèges actuels viennent du vol et de la guerre, traditionnelles à l'étranger, du contrôle social repressif, hyperdéveloppé à l'intérieur. cessons de voir la merde arriver, nous sommes dedans. et le fait de se débarrasser de nos élites élues ou pas agira(it) assez rapidement pour qu'il arrête de nous en pleuvoir dessus. c'est une évidence. je ne parle de tuer personne... du lisier et des plumes pourraient suffire, peut-être?

JE DIS SIMPLEMENT QU'EN ATTENDANT ILS TUENT, ET QU'À CES TUERIES, NOUS SOMMES ASSOCIÉES.

DEBOUT! DEBOUT! DEBOUT!

amazigh, révolté trop seul parmi Nous.

MARRE DE SE LAISSER AMÉNAGER !

Quand on observe autour de soi, on voit beaucoup de béton, du gris, du rose, du vert, du bleu, le tout agrémenté d'asphalte. C'est le monde qu'elles veulent nous imposer. Chaque jour, à Notre Dame des Landes et ailleurs, le parti socialiste, Vinci, et leurs commandos républicains, orchestrent la destruction de milliers d'hectares de bocages et de zones de vie. Face à cela, accusées d'avoir dégradé la caravane de propagande socialiste, six personnes ont été interpellées à Nantes lundi 22 août aux alentours de midi, et sont susceptibles d'être poursuivies.

En isolant cet acte, les médias et les politicien.ne.s tentent à nouveau de décrédibiliser cette lutte qui dure depuis près de 40 ans, qualifiant certain.e.s opposant.e.s de violent.e.s, odieux.ses, bêtes et méchant.e.s. Pourtant, décider du cours de la vie des gen.te.s, aménager, aseptiser et capitaliser, détruire des maisons au bulldozer et tout ravager... cette violence là paraît justifiable et est officiellement légitimée par le jeu démocratique. Nous refusons de nous laisser entraîner dans cette distinction violence/non-violence, pacifisme/radicalisme, légalisme/illégalisme, légitimité ou non : car dans leurs bouches de politicien.ne.s, la violence n'est jamais du côté de l'Etat et des grands groupes comme Vinci. La violence n'est jamais de leur côté quand une personne se fait tabasser (quand elles cassent quatre côtes et perforent le poumon d'une manifestante - aéroport de Nantes le 27 juillet). La violence n'est jamais de leur côté quand elles expulsent quelqu'un.e. La violence n'est jamais de leur côté quand elles nous disent comment on doit vivre. En revanche, la violence qualifie toujours celles et ceux qui s'attaquent concrètement aux moyens matériels de leurs projets.

Cette stigmatisation médiatique a toujours existé dans les moments de lutte, comme en dehors, afin d'isoler des personnes, casser des solidarités, et justifier d'avance l'adoption de nouvelles lois, la répression et son arsenal politico-judiciaire. Le jeu démocratique amène l'illusion que la vie/l'avis des personnes aurait du poids dans ce système. Un Non hurlé depuis 40 ans à Notre Dame des Landes ne semble pas retentir assez fort pour être pris en compte. Elles cultiveront cette illusion jusqu'au bout du projet afin d'éviter que l'on prenne conscience qu'une résistance active est notre seule prise. Ce projet d'aéroport est porté par ce parti saccageur (PS) et est déjà commencé par Vinci. Seules nos solidarités et notre détermination l'empêcheront. Nous sommes solidaires avec toutes les personnes arrêtées, qu'elles aient participé ou non à ces actions.

**NON À L'AÉROPORT
SOLIDARITÉ AVEC TOUTES CELLES ET CEUX QUI
REFUSENT DE SE FAIRE AMÉNAGER LEURS VIES !
VINCI, PS, DÉGAGE !**

Tract (août 2011) après l'arrestation de personnes soupçonnées de dégradations sur une « caravane socialiste »

Le mythe démocratique

« (...)L'ensemble des procédures républicaines ont par conséquent été respectées. Aujourd'hui, en présentant cette étude, les opposants cherchent à relancer un débat qui a déjà été tranché. Ce projet, porté par l'Etat et soutenu par des élus locaux issus du suffrage universel et élus sur des programmes connus des électeurs, est bel et bien entré en phase de réalisation. (...) »¹.

Voilà le genre de phrases censées vous rappeler à chaque mot que la démocratie est à l'œuvre et que vous n'avez donc plus qu'à vous taire, que 40 ans d'oppositions à un aéroport n'ont aucune légitimité...

La démocratie, ça serait ce modèle, européen ou américain, dont on est tellement fier qu'il faut l'exporter partout ailleurs, à coup de bombes s'il le faut : ensuite, on expliquera au peuple souverain qu'une fois toutes les X années, il aura le droit de mettre dans une urne le nom de celui qu'il juge apte à le « représenter ». Mais qu'il ne croit surtout pas qu'il aura ensuite un mot à dire, ou un quelconque pouvoir sur ce qu'il se passe pendant ces années, qu'il ne croit pas que le programme porté par son élu-e l'engage en quoique ce soit à faire ce qu'elle a dit, cela fait bien longtemps qu'on n'ose plus parler de mandat impératif dans le monde « politique »...

Une décision serait « démocratique » dès lors qu'elle a été votée (et réciproquement, n'est démocratique *que* si elle a été votée)... ce qui nous exonère de toute réflexion sur la signification d'une dictature de la majorité, (faut-il rappeler que l'accession au pouvoir d'Hitler était parfaitement démocratique ?), du sens que ça a de prendre des décisions qui par définition ne satisfont pas une partie des personnes à qui elles vont s'appliquer, de l'absence de réflexions collectives qu'impliquent les choix binaires du bulletin de vote...

Le système représentatif, tel qu'il a été construit par les fondateurs des Etats Unis, puis les constituants français de 1789, a été conçu pour être efficace, (ne pas perdre trop de temps à l'exercice politique, pour garder des forces utiles pour la production économique), mais aussi pour n'entendre la voix du peuple que par l'intermédiaire d'un corps « respectable », et « présentable », celui des notables puis des bourgeois...Et depuis, c'est la confusion entre ce système et le mythe de la « démocratie athénienne fondatrice » (au fonctionnement complètement différent, basée sur la présence de tous les citoyens (pas si nombreux, puisque n'avaient droit à ce titre que les hommes libres d'Athènes, libérés des charges de travail par l'esclavage...rien n'est parfait) et un système de représentation par tirage au sort, qu'ils ne pouvaient normalement ni cumuler ni renouveler), qui entretient l'idée que nous avons atteint le meilleur système de gouvernement, et qu'il n'y a rien d'autres à attendre de la politique que des moments d'élections et quelques manifestations.²

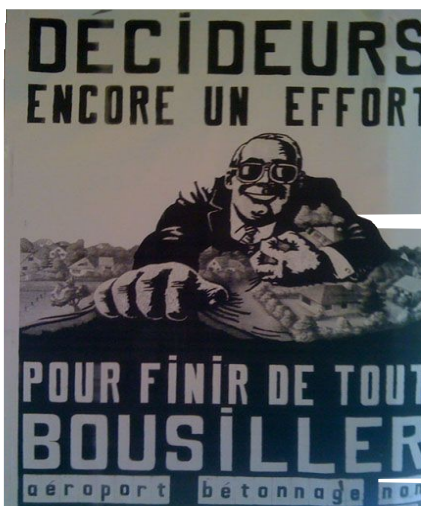
1 Communiqué de presse du syndicat mixte aéroportuaire en réaction à la sortie d'une contre-expertise économique publiée par un « Collectif d'Elus Doutant de la Pertinence de l'Aéroport », le 26/10/2011

2 Résumé largement inspiré de la brochure « Elections, piège à cons ? » disponible sur www.ecologie-politique.eu

Et ceux qui continuent de croire à cette belle histoire, c'est qu'ils refusent de voir que même en face, les « représentant-e-s » ne font plus semblant de défendre l'intérêt général et peuvent affirmer sans crainte et sans honte que « ce n'est pas la rue qui gouverne » pour continuer à faire avancer le système capitaliste, malgré les millions de personnes qui défilent dans les rues ...

Il faut dire que ce que cette oligarchie (ou gouvernement d'un corps restreint, celui des vieux hommes blancs et riches, pour ne pas le nommer) ne donne pas en pouvoir, elle le distribue généreusement sous forme de « participation » : on ne compte plus les campagnes de communication pour une démocratie participative, qui permettent de faire accepter les décisions qui ont déjà été prises. Et si jamais le résultat n'était pas celui escompté, ou on n'en publiera jamais les résultats, ou on vous redemandera votre avis après vous avoir bien ré-expliqué ce qu'on attendait de vous ... Débats publics sur les nanotechnologies, sur les aéroports, le tout est désormais de travailler à l'acceptabilité sociale de ces projets fantastiques...

Cette démocratie est l'alliée indispensable du capitalisme : elle permet la pacification sociale, propice aux affaires et aux échanges : ayant fait de la politique un marché où chaque « citoyen-ne » peut trouver ce qu'elle veut, chacun-e est renvoyée à son intérêt particulier, et les dimensions collectives politiques disparaissent derrière une « main invisible » qui assurerait l'intérêt collectif par les mêmes miracles que celle du marché assure le bonheur de tou-te-s....Et s'il y a besoin d'utiliser la violence, l'Etat en étant désormais le seul dépositaire autorisé, la démocratie est là pour la faire accepter les réformes et les projets à grands coups de tonfas.... projets et réformes qui sont largement imposés par des « nécessités » économiques, ou par les instances financières, dont les représentant-e-s passent allègrement aux institutions « démocratiques » et réciproquement



Alors, non, nous n'attendons rien de cette démocratie, nous ne lui reconnaissons aucun droit, ni aucune légitimité, à part celle du pouvoir d'une classe dirigeante qui ne cache ni son mépris, ni ses intentions, ni ses accointances avec les pouvoirs économiques dont elle est aussi largement dépendante, et contre laquelle nous voulons lutter.

Et si le mot d'ordre est « pas de voix pour les bétonneurs et les aménageurs », la conclusion logique est abstention générale ! Autoorganisation, mandat révocable et impératif, tirage au sort, palabres, recherche de consensus (ou non), il existe une grande diversité de pratiques à mettre en place, à essayer, à adapter à des fonctionnements de groupes ou de communautés dont on rêve.

Le criminel, c'est l'électeur !

Placard anti-électoral, 1er mars 1906.
Publié par L'anarchie n°47

Albert Libertad

C'est toi le criminel, ô Peuple, puisque c'est toi le Souverain. Tu es, il est vrai, le criminel inconscient et naïf. Tu votes et tu ne vois pas que tu es ta propre victime.

Pourtant n'as-tu pas encore assez expérimenté que les députés, qui promettent de te défendre, comme tous les gouvernements du monde présent et passé, sont des menteurs et des impuissants ?

Tu le sais et tu t'en plains ! Tu le sais et tu les nommes ! Les gouvernants quels qu'ils soient, ont travaillé, travaillent et travailleront pour leurs intérêts, pour ceux de leurs castes et de leurs coteries.

Où en a-t-il été et comment pourrait-il en être autrement ? Les gouvernés sont des subalternes et des exploités : en connais-tu qui ne le soient pas ?

Tant que tu n'as pas compris que c'est à toi seul qu'il appartient de produire et de vivre à ta guise, tant que tu supporteras, - par crainte, - et que tu fabriqueras toi-même, - par croyance à l'autorité nécessaire, - des chefs et des directeurs, sache-le bien aussi, tes délégués et tes maîtres vivront de ton labeur et de ta niaiserie. Tu te plains de tout ! Mais n'est-ce pas toi l'auteur des mille plaies qui te dévorent ?

Tu te plains de la police, de l'armée, de la justice, des casernes, des prisons, des administrations, des lois, des ministres, du gouvernement, des financiers, des spéculateurs, des fonctionnaires, des patrons, des prêtres, des proprios, des salaires, des chômages, du parlement, des impôts, des gabelous, des rentiers, de la cherté des vivres, des fermages et des loyers, des longues journées d'atelier et d'usine, de la maigre pitance, des privations sans nombre et de la masse infinie des iniquités sociales.

Tu te plains ; mais tu veux le maintien du système où tu végètes. Tu te révoltes parfois, mais pour recommencer toujours. C'est toi qui produis tout, qui laboures et sèmes, qui forges et tisses, qui pétris et transformes, qui construis et fabriques, qui alimentes et fécondes !

Pourquoi donc ne consommes-tu pas à ta faim ? Pourquoi es-tu le mal vêtu, le mal nourri, le mal abrité ? Oui, pourquoi le sans pain, le sans souliers, le sans demeure ? Pourquoi n'es-tu pas ton maître ? Pourquoi te courbes-tu, obéis-tu, sers-tu ? Pourquoi es-tu l'inférieur, l'humilié, l'offensé, le serviteur, l'esclave ?

Tu élabores tout et tu ne possèdes rien ? Tout est par toi et tu n'es rien.

Je me trompe. Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est ; celui qui, par le bulletin de vote, sanctionne toutes ses misères ; celui qui, en votant, consacre toutes ses servitudes.

Tu es le volontaire valet, le domestique aimable, le laquais, le larbin, le chien léchant le fouet, rampant devant la poigne du maître. Tu es le sergot, le geôlier et le mouchard. Tu es le bon soldat, le portier-modèle, le locataire bénévole. Tu es l'employé fidèle, le serviteur dévoué, le paysan sobre, l'ouvrier résigné de ton propre esclavage. Tu es toi-même ton bourreau. De quoi te plains-tu ?

Tu es un danger pour nous, hommes libres, pour nous, anarchistes [sic]. Tu es un danger à l'égal des tyrans, des maîtres que tu te donnes, que tu nommes, que tu soutiens, que tu nourris, que tu protèges de tes baïonnettes, que tu défends de ta force de brute, que tu exaltes de ton ignorance, que tu légalises par tes bulletins de vote, - et que tu nous imposes par ton imbécillité.

C'est bien toi le Souverain, que l'on flagorne et que l'on dupe. Les discours t'encensent. Les affiches te raccrochent ; tu aimes les âneries et les courtoiseries : sois satisfait, en attendant d'être fusillé aux colonies, d'être massacré aux frontières, à l'ombre de ton drapeau.

Si des langues intéressées pourlèchent ta fiente royale, ô Souverain ! Si des candidats affamés de commandements et bourrés de platitudes, brossent l'échine et la croupe de ton autocratie de papier ; Si tu te grises de l'encens et des promesses que te déversent ceux qui t'ont toujours trahi, te trompent et te vendront demain : c'est que toi-même tu leur ressembles. C'est que tu ne vauds pas mieux que la horde de tes faméliques adulateurs. C'est que n'ayant pu t'élever à la conscience de ton individualité et de ton indépendance, tu es incapable de t'affranchir par toi-même. Tu ne veux, donc tu ne peux être libre.

Allons, vote bien ! Aies confiance en tes mandataires, crois en tes élus.

Mais cesse de te plaindre. Les jougs que tu subis, c'est toi-même qui te les imposes. Les crimes dont tu souffres, c'est toi qui les commets. C'est toi le maître, c'est toi le criminel, et, ironie, c'est toi l'esclave, c'est toi la victime.

Nous autres, las de l'oppression des maîtres que tu nous donnes, las de supporter leur arrogance, las de supporter ta passivité, nous venons t'appeler à la réflexion, à l'action [sic].

Allons, un bon mouvement : quitte l'habit étroit de la législation, lave ton corps rudement, afin que crèvent les parasites et la vermine qui te dévorent. Alors seulement tu pourras vivre pleinement.

LE CRIMINEL, c'est l'Électeur !

